

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE GÉNOCIDE RWANDAIS DANS LA PRESSE CANADIENNE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
PATRICK MINKO

JUIN 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Il y a une dizaine d'années, face à mon intérêt grandissant pour le génocide rwandais, quelqu'un m'a dit : « Tu vas finir par écrire sur le Rwanda ». Ce travail lui est dédié.

Je tiens tout particulièrement à remercier tous les membres de ma famille qui m'ont soutenu et encouragé dans cette entreprise et depuis le début de mes études.

Je remercie également tous les ami(e)s qui ont été présents et m'ont appuyé pendant les trois années et demie passées (ils et elles se reconnaîtront), en particulier ma colocataire depuis trois ans.

Un grand merci aux professeurs de l'UQAM à qui j'ai eu affaire tout au long de cette maîtrise et qui m'ont permis de m'adapter dans un système qui était nouveau pour moi.

Enfin un dernier remerciement et non le moindre à Dominique Marquis, ma directrice de recherche, qui m'a patiemment guidé tout en respectant mes idées pendant l'élaboration de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PROBLÉMATIQUE	4
1.1 Bilan historiographique	4
1.1.1 Le Rwanda	4
1.1.2 Les liens du Canada avec l'Afrique	11
1.1.3 Les médias et le génocide	21
1.2 Problématique et méthodologie	25
CHAPITRE II	
LES LIENS DU CANADA AVEC LE RWANDA	29
2.1 L'histoire du Rwanda ou les germes du génocide	30
2.1.1 Le Rwanda avant l'indépendance	30

2.1.2 Les régimes Kayibanda et Habyarimana	33
2.1.3 Les signes avant-coureurs et le génocide rwandais	37
2.2 L'aide canadienne à l'Afrique	42
2.2.1 Pourquoi cet intérêt pour l'Afrique?	42
2.2.2 Une politique d'aide qui ne se dément pas	44
2.2.3 Le Canada au Rwanda	48
2.3 Conclusion	51
CHAPITRE III	
<i>LA PRESSE ET LE GLOBE AND MAIL : UN RÉCIT DÉTAILLÉ</i>	52
3.1 Une ligne éditoriale qui suit la trame des événements	54
3.1.1 Des massacres qui trouvent leurs origines dans l'histoire	54
3.1.2 L'attitude de la communauté internationale	59
3.1.3 Les autres journalistes au diapason	63
3.2 Des spécialistes aux vues divergentes	65
3.2.1 Les dérives des gouvernements hutus	65
3.2.2 D'autres responsables du chaos	67

3.3 Les Rwandais prennent parti	69
3.3.1 Un appel pour le Rwanda	69
3.3.2 Communauté internationale et FPR dans la ligne de mire	70
3.3.3 Des positions extrêmes	72
3.4 Des reportages qui illustrent la réalité	74
3.4.1 L'horreur au quotidien	74
3.4.2 Victimes et bourreaux réunis dans le même dénuement	78
3.5 Conclusion	80
CHAPITRE IV	
LA GAZETTE, LE VANCOUVER SUN ET LE HALIFAX DAILY NEWS CENTRÉS SUR L'ASPECT HUMAIN	83
4.1 Des événements qui laissent peu de doutes	85
4.1.1 L'histoire en cause	85
4.1.2 Des responsabilités clairement définies	88
4.1.3 Un échec mondial	91
4.2 Une attention particulière à l'aspect humain	94
4.2.1 La détresse rwandaise	94

4.2.2 Des Canadiens concernés	100
4.3 De vastes réflexions inspirées par le Rwanda	105
4.3.1 L’Afrique : continent du désespoir?	105
4.3.2 L’évolution du monde et de ses institutions	106
4.4 Une façon superficielle de traiter le génocide : <i>Le Droit</i>	108
4.5 Conclusion	111
CONCLUSION	114
BIBLIOGRAPHIE	119

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
CDR	Coalition pour la défense de la République
FPR	Front patriotique rwandais
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda
MRND	Mouvement révolutionnaire national pour le développement
OUA	Organisation de l'union africaine
ONU	Organisation des Nations Unies
PARMEHUTU	Parti du mouvement de l'émancipation des Bahutus
RTL	Radio télévision libre des milles collines
SDN	Société des Nations
UNAR	Union nationale rwandaise

RÉSUMÉ

L'étude présentée ici s'intéresse au traitement du génocide rwandais dans la presse canadienne. De avril à juillet 1994 le Rwanda a été le théâtre d'une tragédie qui a coûté la vie à plus d'un demi million de personnes, en grande majorité des tutsis. Les cerveaux de ces tueries sont les radicaux hutus. Une large partie de la population hutue participa aux massacres, dans ce qui constitue le troisième génocide du vingtième siècle. Depuis 1962, année de son indépendance, le Rwanda a souvent été victime de tensions ethniques. Le génocide de 1994 est le résultat de ces tensions, en plus des tensions politiques qui apparaissent au début des années 1990.

Un génocide est une tragédie suffisamment rare pour que tous les médias du monde s'en emparent. Mais comment traiter un génocide dans un pays dont l'histoire est jalonnée par les tensions et massacres ethniques? Telle est une des nombreuses questions qui jalonnent notre étude. Elles s'inscrivent dans notre réflexion générale sur la façon dont la presse canadienne a rapporté le génocide rwandais à ses lecteurs. Cette réflexion est elle même motivée par une problématique qui intègre les relations entre le Canada et l'Afrique en général et le Rwanda en particulier. Notre analyse souligne que le Canada a beaucoup œuvré pour les pays en voie de développement, notamment en Afrique. Les liens avec le continent africain sont anciens et profonds.

Notre analyse du traitement du génocide rwandais dans la presse canadienne prend en compte un échantillon de six journaux. Un certain préjugé était présent avant le début de cette étude. À savoir que les médias occidentaux, y compris canadiens, ne se sont rendus compte qu'un génocide a eu lieu au Rwanda qu'après les faits. Mais force a été de constater que la presse canadienne a traité l'événement en profondeur et qu'elle a très rapidement fait part à ses lecteurs de ce qui se passait. L'analyse apporte également une distinction dans l'information livrée par les journaux étudiés. En effet, il apparaît clairement des différences notables dans la façon de traiter les événements rwandais. Ces différences permettent de classer les journaux de notre échantillon en deux groupes distincts.

Malgré ces différences constatées on peut parler d'une presse canadienne qui a su faire la différence entre un énième massacre ethnique et un génocide, d'une presse canadienne qui a su expliquer les subtilités d'un pays qui n'était pas sur le devant de la scène médiatique avant 1994. En somme l'information sur le génocide au Rwanda a été correctement traitée par la presse canadienne de avril à juillet 1994.

Mots-clés : GÉNOCIDE-RWANDA-PRESSE-AFRIQUE-CANADA

INTRODUCTION

De avril à juillet 1994, on estime que près de 800 000 Rwandais, en majorité tutsis, ont été victimes du troisième génocide du XX^e siècle. Conséquemment à ce génocide et au conflit entre l'armée rwandaise et le mouvement rebelle du Front Patriotique Rwandais, des centaines de milliers de Rwandais ont fui leur pays en direction des pays limitrophes. Les images des camps de réfugiés sont presque aussi célèbres que celles des charniers rwandais. L'intérêt pour une telle tragédie dans un mémoire de maîtrise en histoire peut susciter quelques interrogations. La première concerne la relative proximité de cet événement. En effet en 2008, le génocide rwandais commémore seulement son quatorzième anniversaire. Cette tragédie est donc très contemporaine de notre époque. On peut aussi se demander pourquoi se pencher sur un événement qui a déjà connu son lot de publications. Mais la spécificité de notre étude réside dans l'approche que nous faisons du sujet. L'étude repose sur la façon dont fut traité le génocide rwandais dans la presse canadienne.

Notre analyse rapproche les sujets et les disciplines. Elle tend à couvrir le génocide sous l'angle du traitement journalistique au Canada, mais elle jette également un pont entre l'histoire et les sciences politiques. En effet, ce travail fait la part belle aux aspects purement historiques, mais aussi comme nous le verrons à des aspects relatifs aux sciences politiques. Il amène une dimension chère aux deux disciplines : un regard sur le passé rwandais et un

regard sur la façon dont le génocide a été traité dans la presse canadienne. Ainsi outre son sujet, l'originalité de notre étude repose donc sur un certain mélange des genres.

Cette recherche apporte sa modeste contribution à l'historiographie du génocide rwandais. Elle éclaire la façon dont les journalistes canadiens ont fait le compte rendu du génocide à leurs lecteurs. Intéresser le public canadien à des massacres qui ont lieu à des milliers de kilomètres de leur pays relève du tour de force. Cet « obstacle » est encore plus difficile à surmonter quand lesdits massacres ont lieu en Afrique. Cela est lié à la situation générale du continent africain. Ce continent est régulièrement en proie à des conflits et il n'est pas rare d'avoir du mal à déterminer quelles sont les forces en présence tant les situations y sont complexes. Il a également fallu que les journalistes fassent prendre conscience aux lecteurs de l'ampleur des massacres au Rwanda. Annoncer qu'un génocide est en cours ne suffit pas. Le mot est tellement galvaudé qu'il est nécessaire, en plus de l'annoncer, de véritablement l'expliciter. Notre étude montre la façon dont les journalistes canadiens ont fait prendre conscience aux lecteurs qu'un génocide, dans toute son atrocité, était en cours.

Sur un plan plus personnel, étant d'origine africaine, le génocide rwandais fait partie de ma vie depuis l'adolescence. En effet le mot génocide n'était auparavant associé qu'aux millions de Juifs morts au cours de la Seconde Guerre mondiale. Le mot d'ordre « plus jamais ça » était brandi partout dans le monde. Le fait que, près de cinquante ans plus tard, le mot « génocide » ressurgisse en Afrique m'interpellait.

Ce mémoire de maîtrise est l'occasion de travailler sur un sujet qui me tient à cœur. Mais une simple analyse sur le génocide n'apporterait pas grand-chose sur le sujet. Il était donc nécessaire de l'inclure dans une problématique plus vaste. Elle ne fut pas difficile à trouver car elle se nourrit d'un préjugé. A savoir que la presse occidentale s'est rendue compte qu'un génocide avait eu lieu au Rwanda seulement après coup. Cette idée est reliée à la réflexion précédente sur les conflits en Afrique. La presse occidentale a trop souvent eu le réflexe de cataloguer les conflits sur ce continent comme étant ethniques. Le Rwanda dont l'histoire est jalonnée par les divisions et les massacres ethniques, semblait être le parfait

exemple pour illustrer cet état de fait. Le raisonnement était simple : la couverture médiatique concernant le Rwanda, qui n'est pas un pays phare du continent africain, a été le résultat à la fois du réflexe ethnique de la part de la presse occidentale et de l'histoire très complexe de ce pays. Le génocide rwandais n'aurait été ainsi traité que comme un énième massacre ethnique, juste un plus important que les autres.

Afin de se rendre compte de la justesse ou non de ce préjugé de départ, notre étude se découpe en quatre parties. La première partie présente un bilan historiographique des principaux ouvrages qui ont alimenté cette analyse, la seconde partie brosse un rapide survol de l'histoire du Rwanda et enfin les troisième et quatrième chapitres sont consacrés au traitement du génocide dans la presse canadienne.

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE ET PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre a deux objectifs : présenter les ouvrages les plus pertinents sur les trois principaux thèmes de notre étude (le Rwanda, les relations entre le Canada et l'Afrique et les médias) et mettre en avant les questions soulevées par l'étude. Il va également permettre de déterminer le contexte général de ce mémoire de maîtrise.

1.1 Bilan historiographique

1.1.1 Le Rwanda

Les publications sur le génocide rwandais sont nombreuses et variées. Certaines ne se concentrent que globalement sur le génocide, tandis que d'autres reviennent plus précisément sur certains acteurs ou certains événements. Il n'est pas question ici de présenter tous les ouvrages consultés sur le génocide, mais bien de présenter les plus pertinents. Ceux qui apparaissent comme étant une référence pour notre étude.

L'ouvrage de Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*¹ est paru en 1994, soit quelques mois après le tragique évènement. L'auteur, journaliste belge spécialiste de l'Afrique centrale, connaît très bien la région des Grands Lacs (qui comprend le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la République démocratique du Congo). Elle dépeint l'histoire de ce pays en remontant au XIX^e siècle, avant l'arrivée des Européens. Elle se penche sur les causes qui ont amené le Rwanda à sombrer dans le chaos. Sa problématique repose sur le processus qui a amené le pays vers le génocide : comment le Rwanda en est-il arrivé là ? Un processus lent et vicieux mis en place par une majorité hutue et qui s'appuyait sur une histoire qui donnait le rôle de bourreaux aux tutsis et plaçait les hutus dans celui des victimes qui ne faisaient que se défendre.

Au-delà de l'explication classique sur les causes du génocide, très complète par ailleurs, Colette Braeckman se penche aussi sur la situation du Burundi voisin² : pays qui comprend comme le Rwanda une majorité hutue et une minorité tutsie. La grande différence entre les deux pays réside principalement dans le fait qu'au Burundi, la minorité tutsie détient traditionnellement le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962. L'armée burundaise est composée majoritairement par des tutsis. En juin 1993, aux cours des premières élections pluralistes dans le pays, un président hutu est élu. Mais en octobre de la même année, il est assassiné par des militaires. En représailles, des milliers de civils tutsis sont massacrés par leurs voisins hutus. Mais l'armée réagit alors vivement et une répression très dure est lancée contre les populations hutues³.

Pour Colette Braeckman, ces événements ont fait réfléchir les autorités hutues au pouvoir au Rwanda. D'une part, cela leur sert à alimenter leur propagande anti-tutsie dans la population rwandaise sur le thème « ce qui se passe au Burundi, va se passer de la même façon chez nous » ; et d'autre part, cela leur permet de finaliser les préparatifs du génocide des tutsis.

¹ Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*. Paris, Fayard, 1994.

² *Ibid*, p. 241.

³ *Ibid*, p. 242.

Cet « aspect burundais » du génocide rwandais est rarement mis autant en avant, quand on évoque le troisième génocide du XX^e siècle. Or il s'intègre parfaitement dans le processus qui a poussé le pays vers l'horreur. Il tend à faire de cet ouvrage une référence.

Néanmoins, du fait de la proximité entre la date de sa parution et les événements survenus au Rwanda, l'auteur propose des hypothèses qui n'ont toujours pas été étayées aujourd'hui. Par exemple, elle accuse les partisans de la ligne dure hutue d'avoir commandité et organisé le crash de l'appareil présidentiel avec l'aide de certains Français, car le Président Habyarimana semblait faiblir dans son attitude envers le Front Patriotique Rwandais (FPR) et les tutsis en général⁴.

Dominique Payette s'inspire de sa thèse de doctorat soutenue en 2003, pour publier *La dérive sanglante du Rwanda*⁵ en 2004. L'ouvrage a pour principal objectif de favoriser une meilleure compréhension « des processus par lesquels la société rwandaise s'est précipitée dans une catastrophe épouvantable »⁶. *La dérive sanglante du Rwanda* est un ouvrage intéressant car son auteur aborde tous les aspects du génocide (politique, administratif, ethnique) et ses conséquences, aussi bien au Rwanda qu'au niveau international.

Dominique Payette fait ressortir dans cet ouvrage le caractère unique du génocide rwandais : elle évoque les tueries entre des personnes qui se côtoyaient tous les jours, la dégradation des victimes avant leur mise à mort, la liquidation systématique des femmes et surtout des enfants, les viols systématiques comme « arme de nettoyage ethnique »⁷, la participation de presque toute la population hutue, la profanation des églises par les tueurs. Ce qui frappe dans ces particularités du génocide provient de l'histoire du Rwanda. En effet, le pays avait déjà connu des massacres dirigés contre les tutsis, mais jamais de telles limites n'avaient été franchies. Ainsi pour l'auteur les causes profondes du génocide rwandais se trouvent dans une histoire qui a vu les colons ériger des particularités physiques en dogmes

⁴ *Ibid*, p. 189.

⁵ Dominique Payette, *La dérive sanglante du Rwanda*. Montréal, Editions Ecosociété, 2004.

⁶ *Ibid*, p. 10.

⁷ *Ibid*, p. 17.

ethniques. Ils érigent les particularités physiques des uns et des autres pour définir les deux principales composantes du pays. A partir de ce moment, les tutsis ne seront plus que grands et fins, et les hutus plus petits et « moins racés ».

Si l'aspect ethnique est au cœur de l'opposition entre hutus et tutsis avant et pendant le génocide, il l'est aussi dans l'analyse de nombreux universitaires occidentaux. L'auteur présente les trois principaux intervenants dans ce domaine et démontre que ce débat est aussi au centre du génocide rwandais⁸. Certains universitaires occidentaux, notamment Filip Reyntjens, professeur de droit et de science politique à l'Université d'Anvers en Belgique et René Lemarchand, professeur de science politique à l'Université de Floride, ont souligné l'importance de l'ethnie chez les Rwandais et cela avant même que les Européens (Allemands, mais surtout Belges) ne s'implantent au Rwanda. Pour ces universitaires, l'ethnicité équivaut à une expression instinctive pour les siens. A cela s'oppose l'idée défendue par Jean-Pierre Chrétien, historien et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, que l'ethnicité ne doit pas tenir une place si importante dans les événements du Rwanda. Ainsi d'un côté on retrouve une vision qui fait la part belle aux stéréotypes sur les ethnies et de l'autre, une vision qui considère justement comme des stéréotypes les soi-disant caractéristiques ethniques rwandaises. Dominique Payette semble donner raison à la seconde vision, celle de Jean-Pierre Chrétien, car elle remet en cause les stéréotypes à l'origine de la distinction entre hutus et tutsis.

Les témoignages des survivants du génocide vivant au Québec nous éclairent sur la complexité des rapports sociaux entre tout d'abord tutsis et hutus dans un pays qui n'est pas le leur, puis entre les Rwandais qui ont vécu ce génocide et les Rwandais qui ne l'ont pas vécu. Par ces divers témoignages, l'auteur nous démontre que le génocide, loin d'avoir apaisé les tensions entre hutus et tutsis, a surtout renforcé chez les Rwandais du Québec leur appartenance à leurs « ethnies » respectives.

⁸ Dominique Payette, *op. cit.*, p. 67.

Alain Destexhe était premier secrétaire de Médecins Sans Frontières au moment du génocide au Rwanda et il a rédigé l'ouvrage, *Rwanda, Essai sur le génocide*⁹, quelques mois après cette tragédie. De par sa position, l'auteur rédige cet essai comme « un réquisitoire contre l'amnésie d'aujourd'hui et l'amnistie de demain »¹⁰. Cet ouvrage est un plaidoyer contre l'oubli avec pour idée directrice le constat que les événements du Rwanda représentent le troisième génocide du XX^e siècle après celui des Arméniens et des Juifs. Il existe des similitudes entre les trois notamment au niveau du mécanisme, dans le processus de mise en œuvre et dans la désignation d'un « ennemi » du fait de sa condition.

Alain Destexhe plaide pour que ce crime contre l'humanité ne reste pas impuni et que tous les auteurs et responsables soient traduits devant la justice. Et cela, sans que la communauté internationale ne soit « oubliée » dans sa responsabilité. Tout au long de cet essai, l'auteur met le monde en garde contre la banalisation et l'oubli des événements du Rwanda. Il ne manque pas de souligner les falsifications que les responsables du génocide vont mettre en place afin de se dédouaner de leurs actes.

Et c'est dans cette optique qu'il faut souligner la clairvoyance de Alain Destexhe. En effet, il craint que le monde occidental ne focalise que sur le sort des hutus fuyant le Rwanda après le génocide et non sur la mort de près de 800 000 tutsis : que la tragédie humanitaire ne masque le génocide.

Ce plaidoyer contre l'oubli apporte sa pierre à l'édifice de la compréhension des événements du Rwanda. Par son expérience et sa connaissance du pays, l'auteur met en garde contre les risques qu'une épidémie de choléra ne retienne plus l'attention que la mise à mort de toute une population. Que la désinformation, ou le manque d'informations, ne prenne le pas sur ce qui s'est vraiment passé au Rwanda. Avertissement à prendre au sérieux alors que les accusations de double génocide (le double génocide désigne évidemment la mise à mort des tutsis, mais aussi celle des hutus par le FPR) commencent à avoir du poids dès juillet

⁹ Alain Destexhe, *Rwanda, essai sur le génocide*. Bruxelles, Editions Complexe, 1994.

¹⁰ *Ibid*, p. 14.

1994. Son auteur amène sa vision de spécialiste de l'humanitaire, tout en ne laissant aucun doute sur le caractère génocidaire de ce qui s'est passé de avril à juillet 1994 au Rwanda.

L'ouvrage de Jean Pierre Chrétien, *Rwanda : les médias du génocide*¹¹, a pour but de combler un vide sur le génocide rwandais. En effet, comment fut organisée la propagande qui le rendit possible ? Il faut souligner le rôle important que joua la radio dans l'organisation et la mise en œuvre du génocide de 1994. Dans la société rwandaise, la voix des autorités ne souffrait d'aucune contestation. Profitant de cet état des choses, le gouvernement rwandais développa plusieurs médias qui reprenaient ses opinions, dont la tristement célèbre Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLM), qui fut surnommée « radio machette » durant le génocide. L'hypothèse de départ est simple : la majorité des médias a embrassé les idées génocidaires et a pleinement participé à son organisation, en abandonnant ce qui fait sa raison d'être, à savoir le devoir de réserve.

En même temps que le multipartisme a vu le jour au Rwanda, la presse a vu le nombre de ses journaux exploser. L'opposition politique a développé ses journaux afin de contrer la presse pro-gouvernementale. Les thèmes de cette presse gouvernementale tournaient le plus souvent autour de la menace du FPR et de la méfiance envers les tutsis, considérés comme des relais du mouvement rebelle¹². En 1993, le gouvernement et le FPR entament des pourparlers de paix et dans le même temps la RTLM voit le jour. Elle a été créée par des proches de la famille présidentielle. L'auteur souligne la concomitance entre les deux événements. En effet, d'un côté le gouvernement rwandais accepte de commencer à négocier avec le FPR et de l'autre il aide à la création d'une radio qui remet en cause ces mêmes négociations. Le double jeu semble évident. La RTLM va très vite s'imposer comme la principale source d'information dans le pays.

Dans le processus pour inciter la population à participer à l'effort pour « hutuniser » le pays, on procède à des distributions gratuites de postes de radio dans tout le pays. Au

¹¹ Jean Pierre Chrétien, *Rwanda : les médias du génocide*. Paris, Karthala, 2002.

¹² *Ibid*, p. 149.

cours du génocide, les animateurs de la RTLM n'hésiteront pas à donner des noms de personnes à exécuter à l'antenne¹³.

Pour l'auteur, il ne fait aucun doute que les médias ont été mis à contribution pour la planification et l'exécution du génocide. Cet ouvrage permet de mettre en évidence la contribution de la majorité des médias rwandais au cours du génocide. Dans une société aussi hiérarchisée que la société rwandaise, les responsables du génocide disposaient avec les médias d'une arme d'une redoutable efficacité pour inciter la population à prendre part au génocide.

Le rapport *Aucun témoin ne doit survivre*¹⁴, œuvre de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme et de Human Rights Watch, organisation non gouvernementale qui défend les droits humains, tente d'identifier tous les acteurs impliqués à chaque étape du génocide. Comme tout bon ouvrage sur le sujet, celui-ci remonte à l'histoire ancienne du Rwanda afin de trouver les origines du génocide. Dans la description du génocide les auteurs apportent une dimension locale qu'on ne retrouve pas ailleurs dans l'historiographie. En effet, une grande partie du livre est consacrée au génocide à l'échelle locale notamment dans les localités de Gikongoro et Butare.

Les qualités de *Aucun témoin ne doit survivre* reposent sur une évaluation exhaustive de tous les responsables du génocide et sur la minutie avec laquelle le génocide est décrit, pratiquement au jour le jour. Personne n'est épargné par les auteurs de l'ouvrage : les radicaux hutus pour avoir organisé le génocide, l'armée et les milices pour avoir été le bras armé des massacres, la majorité de population hutue pour avoir participé aux massacres des tutsis, la communauté internationale pour ne pas avoir pu et voulu évaluer la situation à sa juste valeur, la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) pour ne pas avoir été au-delà des prérogatives de son mandat, l'Opération Turquoise pour ses motifs inavouables au Rwanda, le FPR pour avoir absolument cherché une victoire totale et pour les

¹³ *Ibid*, p. 78.

¹⁴ Human Rights Watch. *Aucun témoin ne doit survivre*, Paris, Karthala, 1999.

massacres commis par ses membres¹⁵. Il faut préciser ici, que malgré les reproches faits au FPR, le mouvement rebelle est considéré comme le principal responsable de la fin du génocide. A la fin de cet ouvrage, le lecteur se demande comment l'évidence de ce qui se préparait au Rwanda n'a pu être évitée ? A partir de 1993 tous les signaux de l'éminence d'un évènement majeur au Rwanda sont en alerte. L'ouvrage permet de se rendre compte d'une organisation implacable de la part des « cerveaux » du génocide. Rien n'a été laissé au hasard pour que le Rwanda devienne un pays complètement hutu. Le livre s'appuie sur des témoignages de plusieurs protagonistes, sur des rapports émanant de l'ONU et de la MINUAR.

Néanmoins une critique est à faire sur la méthode. En effet, tous les évènements antérieurs au génocide sont considérés par les auteurs comme des éléments faisant partie son organisation. Dans cet ouvrage le hasard n'a pas sa place. Tout ce qui arrive avant 1994 est systématiquement lié au génocide. Malgré tout il reste l'ouvrage de référence sur le génocide rwandais.

Les ouvrages sur le génocide rwandais sont variés et ne traitent pas de cet évènement de la même façon. Dans le cadre de notre étude ils nous apprennent que le génocide semble avoir été planifié et que son organisation n'a rien laissé au hasard, ou encore que les origines des massacres de 1994 doivent être cherchées dans l'histoire troublée du pays. Journalistes, universitaires, travailleurs humanitaires ou organisations des droits de l'homme se sont penchés sur le génocide rwandais. Chacun apporte sa pierre à l'édifice sur la compréhension de cette tragédie. Ils permettent une compréhension assez complète du génocide.

1.1.2 Les liens du Canada avec l'Afrique

En partant du postulat que la presse canadienne se serait rendue compte du génocide rwandais après coup, il est donc nécessaire de s'interroger sur la manière dont les relations entre le Canada et l'Afrique sont perçues dans l'historiographie. Cela afin d'avoir un élément

¹⁵ *Ibid*, p. 820.

de réponse sur les supposés mauvais réflexes de la presse occidentale en matière de conflits en Afrique.

L'ouvrage collectif, *La quête du développement. Horizons canadien et africain*¹⁶, fait appel à des universitaires, à des membres d'organisations et d'institutions non gouvernementales. Par différents articles il tente d'expliquer les relations entre le Canada et le continent africain, à travers l'aide que le premier apporte au second. Il permet de comprendre comment et pourquoi le Canada met en place ses relations avec l'Afrique. L'accent est autant mis sur la place du Canada dans les rapports entre le nord et le sud, que sur la façon dont l'Afrique gère ce défi qu'est le développement.

Le Canada est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à l'avant-garde de la coopération internationale, mais les différents articles de l'ouvrage soulignent aussi que cet avant-gardisme se manifeste peu sur le plan économique. Cet état de chose se modifie peu à peu et l'Afrique en est le principal bénéficiaire. Néanmoins, le continent africain part de tellement loin et souffre de telles inégalités que les dividendes de l'aide extérieure, notamment canadienne, apparaissent souvent comme une goutte d'eau dans l'océan. Les relations économiques entre les deux partenaires ne commencent à être effectives qu'au début des années 1960, pour finalement prendre leur envol au cours de la décennie 1970.

La politique d'aide canadienne envers les pays africains n'a cessé d'évoluer. Mais l'ouvrage souligne que le Canada est fortement tributaire du contexte international dans sa politique d'aide. Ottawa ne peut agir sans tenir compte du contexte général entre les pays du nord et les pays du sud en voie de développement. Les aléas de la situation internationale sont pris en compte dans la politique d'aide canadienne. Peut-on alors véritablement parler d'aide de pays à pays ou de bloc à bloc, à savoir les pays riches du nord vers les pays pauvres du sud ?

¹⁶Jean-Philippe Thérien (dir. publ.), *La quête du développement. Horizons canadien et africain*. Montréal, ACFAS, 1988.

Le but de l'ouvrage *Le Canada entre le monde et les États-Unis*¹⁷ de André Donneur et Panayotis Soldatos est de cerner les contours de la politique étrangère canadienne dans ses options fondamentales, à savoir le continentalisme ou la diversification : se tourner vers les États-Unis ou vers le monde. Comme le précédent ouvrage il fait appel à différents intervenants. C'est dans cette optique que l'article de Myriam Gervais s'inscrit. L'auteur se propose d'étudier « l'interaction qui existe entre les échanges politiques, les programmes commerciaux et de coopération au développement »¹⁸ afin d'en dégager les grands traits et les motifs de la politique africaine du Canada. Le postulat de départ est que le Canada intervient en Afrique en tenant compte des contraintes internationales, des intérêts de ce continent mais aussi de ses propres intérêts.

Le Canada s'est lié politiquement à l'Afrique dans le cadre des institutions multilatérales du Commonwealth et de la francophonie. A partir de la vague de décolonisation qui touche l'Afrique, le Canada transforme ses rapports avec les pays africains en rapports bilatéraux, soit en rapports directs. Les pays africains anglophones sont naturellement les premiers à être concernés. Les pays africains francophones suivent, mais à un moindre niveau, du fait de liens historiques quasi absents et de l'omniprésence française dans cette région. Ainsi de 1960 à 1968, l'aide allouée à l'Afrique anglophone est nettement supérieure à l'aide allouée par le Canada à l'Afrique francophone. Néanmoins, il est intéressant de noter que pour la même période, l'aide à l'Afrique francophone conserve les attributs humanitaires ; tandis que l'aide à l'Afrique anglophone est concentrée sur les secteurs représentant un investissement générateur de croissance.

L'intérêt canadien pour l'Afrique ne semble jamais désintéressé. En effet, le rapprochement du gouvernement fédéral canadien avec l'Afrique francophone résulte de l'intérêt du Québec pour cette région. De même, au niveau commercial les intérêts privés canadiens, qui souhaitent diversifier les partenaires commerciaux, ont amené Ottawa à

¹⁷ André Donneur et Panayotis Soldatos (dir. publ.), *Le Canada entre le monde et les États-Unis : un pays en quête d'une politique étrangère renouvelée*. Captus Press, 1988.

¹⁸ Myriam Gervais, « Le Canada et l'Afrique : Coopération ou Diversification ? » dans *Le Canada entre le monde et les États-Unis : un pays en quête d'une politique étrangère renouvelée*, sous la dir. de André Donneur et Panayotis Soldatos, p. 92. Captus Press, 1988.

considérer l'Afrique comme un partenaire privilégié à partir de la fin des années 1970¹⁹. La politique d'aide canadienne à l'Afrique est toujours marquée par deux facettes au cours de cette période. De nombreux facteurs agissent sur l'aide canadienne envers l'Afrique.

Le mémoire de maîtrise, *Analyse des fondements de la coopération bilatérale entre le Canada et les pays en voie de développement : le cas de la coopération avec les Etats francophones d'Afrique (1961-1985)*²⁰, pose comme hypothèse de départ que le Canada, en tant que pays capitaliste, n'est intervenu en Afrique francophone non pas pour soulager les populations, comme la version officielle le voulait, mais pour s'assurer des retombées économiques non négligeables. Le gouvernement d'Ottawa a présenté l'aide canadienne vers l'Afrique francophone dans les années 1960 et 1970 comme répondant essentiellement à des objectifs humanitaires. Le glissement de l'attention portée aux questions humanitaires et politiques vers des relations économiques et commerciales permet, selon l'auteur Maurice Honoré Mbeko, de mieux comprendre les limites, les ambiguïtés et les contradictions du discours officiel du Canada, qui se présentait comme un pays n'intervenant que pour distribuer une aide charitable et désintéressée.

Le rôle militaire que joua le Canada au cours de la Deuxième Guerre mondiale, son économie florissante au sortir du conflit et le fait de n'avoir jamais eu de colonie lui offraient une place de choix au sein de la communauté internationale ; mais aussi auprès des nations nouvellement indépendantes. La vocation canadienne en Afrique francophone ne débute que tardivement au début des années 1960, après l'accession de ces anciennes colonies françaises à l'indépendance. Pendant la décennie 1961-1970, cette vocation mettait l'accent sur l'établissement de missions diplomatiques et de la création de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) afin de consolider la présence canadienne dans la région. A la fin des années 1960 et pendant la première partie des années 1970, cette vocation a pris la forme d'un vaste programme d'aide au développement en faveur des pays francophones d'Afrique. Mais dans la deuxième partie de la décennie 1970 et surtout au début des années

¹⁹ *Ibid*, p. 105.

²⁰ Maurice Honoré Mbeko, *Analyse des fondements de la coopération bilatérale entre le Canada et les pays en voie de développement : le cas de la coopération avec les Etats francophones d'Afrique (1961-1985)*. Mémoire, M.A. (science politique), Université du Québec à Montréal, 1985.

1980 les politiques d'aide canadiennes seront réorientées et la priorité sera accordée au commerce et aux investissements canadiens en Afrique francophone. Cette réorientation semble avoir été le but poursuivi par le Canada dès le départ.

L'auteur se démarque car il ne considère pas le conflit entre le Québec et Ottawa comme le principal facteur de l'action canadienne en Afrique francophone. Il met l'accent sur le côté capitaliste du Canada, qui n'a pour objectif que de s'enrichir à travers son aide aux pays d'Afrique francophone. Cette interprétation a été utilisée par d'autres auteurs, mais jamais avec la même virulence que Maurice Mbeko. Ce dernier se place résolument du côté de l'Afrique « spoliée » par les grandes puissances et dans le cas qui nous occupe ici, par le Canada. Sa vision des choses est nettement marquée par cette position.

Le continent africain, et l'Afrique francophone en particulier, ont progressivement occupé une place de choix dans la politique extérieure du Canada malgré l'éloignement géographique et des liens historiques quasiment inexistants. Gaétan Saint-Antoine veut identifier les motivations pouvant expliquer le développement de cette politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone, à travers son étude *Les motivations de la politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone (1960-1990)*²¹. Il considère que l'influence des intérêts privés canadiens dans l'orientation des politiques d'aide au développement est une chose avérée ; mais là où il prend le contre-pied de nombreux auteurs, c'est sur le fait qu'il ne pense pas que cette influence soit la motivation première de la politique canadienne. Selon lui, la politique canadienne vise en priorité des objectifs politiques et humanitaires en Afrique francophone.

L'accession à l'indépendance des pays africains du Commonwealth amène le Canada à jouer un rôle qui lui était jusque là inconnu : opposant à la survivance des privilèges coloniaux et promoteur de l'insertion économique des ex-colonies dans le système du commerce mondial. Ce nouveau rôle est en adéquation avec la stratégie canadienne à la fin de

²¹ Gaétan Saint-Antoine, *Les motivations de la politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone (1960-1990)*. Mémoire, M.A. (science politique), Université du Québec à Montréal, 1992.

la Seconde Guerre mondiale, à savoir se défaire de la dépendance économique envers les États-Unis.

La politique étrangère du Canada n'a été jusqu'en 1960 que l'expression de la dimension anglophone du pays. Mais l'éveil de la société québécoise avec comme corollaire la fin de son isolement change quelque peu la donne. En effet, le Québec va tenter, avec l'approbation française, de nouer des relations en Afrique francophone, d'où une passe d'arme avec Ottawa. L'auteur ne nie pas que les francophones du Canada aient joué un rôle dans la présence canadienne en Afrique francophone, mais cette dernière s'est présentée au Canada au moment même où le pays était à la recherche d'une zone d'intervention à privilégier.

L'ampleur des difficultés que connaissent les pays francophones d'Afrique à presque tous les niveaux, la pression de l'opinion publique canadienne, les mentalités redistributrices inscrites dans les esprits au Canada ou l'ouverture du Canada à ses responsabilités de citoyen international...tels sont les facteurs que Gaétan Saint-Antoine souhaite mettre de l'avant pour expliquer l'intérêt des Canadiens pour l'Afrique francophone. Le rôle des milieux d'affaires canadiens ou la volonté québécoise de se développer en Afrique ne sont pas les facteurs principaux de cet intérêt. Ils ont certes leur importance, mais pas autant que certains voudraient le faire croire. Comme dans le cas de Maurice Mbeko, l'auteur a sa propre vision de la présence canadienne en Afrique. Il la place sous le sceau de l'humanitaire et de l'aide à apporter à ces pays. Il met résolument en avant le côté humaniste de l'aide canadienne à l'Afrique francophone.

La coopération entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest débute en 1961. Si elle a connu de nombreux développements au cours de la période étudiée dans le texte, on peut parler de véritable tournant à partir de 1975 avec la publication par Ottawa d'une nouvelle stratégie de l'aide au Tiers-Monde. L'objectif de Michel Houndjahoue dans son article « La coopération bilatérale entre le Canada et les pays francophones de

l'Afrique de l'Ouest : une évolution de l'offre entre 1961 et 1975 »²², est de cerner les bases et objectifs de cette stratégie dans cette région de l'Afrique entre 1961 et 1975. Pour Michel Houndjahoue, la coopération bilatérale n'est jamais « innocente ». Le pays donateur en retire des avantages et le pays bénéficiaire aussi naturellement. Dans ce cas, comment le Canada a-t-il réussi à concilier ses intérêts et ceux des pays francophones d'Afrique de l'Ouest ?

Ce sont les pressions internes au Canada, notamment en provenance du Québec, qui amènent le Premier ministre John Diefenbaker, qui occupe cette fonction de 1957 à 1963, à mettre en place un programme d'aide aux pays francophones. Le but est alors de promouvoir la dualité linguistique et culturelle du Canada. Mais ce programme de 1961 n'est qu'un embryon sans véritable objectif précis. Le gouvernement de Lester B. Pearson, de 1963 à 1968, accorde plus d'attention à ce programme et en augmente les crédits ; néanmoins aucun objectif précis, là encore, n'est défini. L'arrivée au pouvoir de Pierre Elliott Trudeau en 1968 change la donne. En effet, Ottawa détermine alors des objectifs à poursuivre à travers son programme de coopération en Afrique francophone. Le Premier ministre avait compris encore plus que ses prédécesseurs l'importance d'affirmer l'appartenance du Canada à la Francophonie.

Et c'est pour cette raison que l'aide canadienne aux pays francophones d'Afrique de l'Ouest ne va pas aux pays qui en ont le plus besoin, mais aux pays dont les dirigeants sont considérés comme des leaders dans la région et qui y jouent un rôle important. Le Niger avec Hamani Diori, le Sénégal avec Léopold Sédar Senghor et la Côte d'Ivoire avec Félix Houphouët Boigny sont les trois principaux bénéficiaires de l'aide canadienne pendant cette période. Cette démarche de la part du gouvernement fédéral permet également à Ottawa d'étouffer les velléités de développement distinct du Québec dans la région. « L'assistance canadienne n'était pas octroyée en fonction de la pauvreté des pays mais, plutôt suivant leur aptitude à favoriser la réalisation des objectifs du Canada. »²³

²² Michel Houndjahoue, « La coopération bilatérale entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : une évolution de l'offre entre 1961 et 1975 », dans *Canadian Journal Of African Studies*, vol. 15, numéro 1, (1982), p. 77-93.

²³ *Ibid*, p. 84.

Cette hypothèse est confirmée par le fait que le Canada est surtout intervenu en Afrique de l'Ouest dans des domaines où les projets étaient les plus onéreux. Le Canada possédait dans ces domaines (les télécommunications, les transports, l'énergie, l'environnement) une technologie avancée et désirait vendre son savoir faire.

Jean-Philippe Thérien analyse la place qu'occupe l'Afrique francophone dans la politique extérieure du Canada dans « Le Canada et l'Afrique francophone »²⁴. En tant que membre du Commonwealth, c'est l'Afrique anglophone qui bénéficia en premier de l'aide canadienne. D'ailleurs le premier contact avec un pays d'Afrique francophone, le Cameroun, ne fut pas très risqué pour Ottawa car c'était un pays bilingue. Ainsi les affinités culturelles entre les deux pays rendirent cette première expérience moins « dangereuse » que si cela avait été avec un pays uniquement francophone. On peut se poser la question de savoir si le gouvernement fédéral s'est impliqué en Afrique francophone uniquement par peur de voir le Québec lui damer le pion dans cette partie du monde ?

Car si la présence canadienne en Afrique francophone a pour but de renforcer le sentiment d'appartenance du pays à la communauté internationale ; elle résulte aussi de la pression interne du Québec. Face à l'offensive québécoise vers l'Afrique francophone Ottawa sent qu'il faut limiter ces initiatives à l'étranger. Le discours d'Ottawa vers les pays francophones d'Afrique peut alors se résumer à « nous pouvons vous apporter plus, sauf si vous ne respectez pas les principes de base du fédéralisme ». Le gouvernement fédéral exerce donc de la pression sur les États africains francophones afin qu'ils ne reconnaissent pas l'autorité québécoise. En général les présidents africains considèrent que les problèmes entre Ottawa et le Québec sont des « querelles de grands blancs »²⁵ et se rangent du côté du premier.

Progressivement et par le biais des institutions de la francophonie, l'Afrique francophone est devenue au même titre que l'Afrique anglophone un pilier de la politique

²⁴ Jean-Philippe Thérien, « Le Canada et l'Afrique francophone », dans *Politique Africaine*, vol 53, mars 1994, p. 143-150.

²⁵ *Ibid*, p. 145.

extérieure canadienne. Pour Jean-Philippe Thérien, « les facteurs internes ont probablement agi comme accélérateurs d'une dynamique dont les conditions d'apparition étaient déjà là »²⁶.

En Afrique francophone, le Canada cherche à exploiter sa capacité d'offrir des technologies nord-américaines en français. Cette caractéristique positive de l'aide canadienne s'ajoute au fait que le Canada est à la pointe dans son comportement à l'égard des organisations non gouvernementales. En effet, l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) les utilise pour maintenir une présence canadienne minimale dans un certain nombre de pays où l'assistance gouvernementale est à peu près nulle. Dans le même ordre d'idée, Jean-Philippe Thérien cite le combat d'Ottawa afin que la dette des pays africains francophones soit réduite ou abandonnée. Mais à côté de ces points positifs, il faut souligner que le Canada s'est toujours soumis, en tant que « bon citoyen international », aux contraintes internationales en ce qui concerne son action en Afrique. La politique canadienne en Afrique francophone est donc certes soumise à l'action internationale mais on ne peut lui nier une certaine efficacité.

Un rapport de l'Agence Canadienne de Développement International de 1987 présente le Canada comme le plus important donateur d'aide alimentaire par habitant dans le monde. Mais dans les années 1980, les nombreux détracteurs du Canada soutiennent que ses intérêts commerciaux prévalent au détriment des pays qui reçoivent son aide alimentaire. Sylvie Bélanger n'est pas loin de penser la même chose. Elle soutient dans son étude *L'aide alimentaire canadienne à l'Afrique : le cas du Rwanda*²⁷, que l'aide canadienne aux pays africains sert avant tout à écouler ses excédents céréaliers et laitiers et à trouver de nouveaux marchés pour ses produits agricoles.

Concrètement au Rwanda, par le biais de l'aide alimentaire, le Canada a surtout cherché à écouler ses surplus et à répondre à ses besoins domestiques. Les efforts de développement afin de permettre l'autosuffisance alimentaire au Rwanda, décrits dans le

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Sylvie Bélanger, *L'aide alimentaire canadienne à l'Afrique : le cas du Rwanda*. Mémoire, M.A. (science politique), Université du Québec à Montréal, 1989.

discours officiel d'Ottawa, ne sont donc pas des priorités pour le Canada. L'ensemble du discours officiel canadien est remis en cause dans cette étude. Ce discours fait la part belle à l'aide aux populations qui en ont le plus besoin. En réalité, cette aide est avant tout acheminée vers les populations urbaines. Au lieu de permettre à toute la population rwandaise de profiter de cette aide, cette dernière ne contribue qu'à l'élargissement du fossé entre les villes et les campagnes. L'aide alimentaire canadienne veut concilier le développement du Rwanda et ses propres intérêts commerciaux et économiques. Le blé, la farine de blé et l'huile de colza constituent les envois alimentaires du Canada vers le Rwanda. Mais l'étude tente de démontrer que ces denrées, pour lesquelles le Canada cherche des débouchés, vont à l'encontre de la politique d'autosuffisance mise en place par le Rwanda.

Dans cette étude seule la responsabilité canadienne est engagée. En effet sa fourniture d'aide alimentaire ne semble pas correspondre aux besoins rwandais, mais il n'est pas fait mention des autorités rwandaises qui acceptent de les recevoir et de les distribuer aux populations. La même remarque intervient également pour la distribution aux populations urbaines. Ce n'est pas Ottawa qui décide qui reçoit les denrées alimentaires. Néanmoins, cette étude apporte un éclairage sur la façon dont peut être perçue l'aide canadienne envers les pays qui en ont besoin.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les auteurs ne considèrent pas l'action canadienne envers l'Afrique comme de nature philanthropique. L'aide canadienne apparaît intéressée et motivée par des motifs politiques, économiques et d'ordres internationaux. Certes, mais cette aide a le mérite d'exister. Elle est ancienne et ne se dément pas. Il est rare que les politiques d'aide soient totalement désintéressées, mais il n'est pas certain que les populations qui en profitent s'en offusquent. Les auteurs proposent des chiffres et des faits qui ne laissent aucun doute sur les intérêts canadiens envers l'Afrique. Ces études proviennent de Canadiens, de Français ou d'Africains. On ne peut donc les taxer de parti pris. Mais le Canada n'en demeure pas moins un donateur privilégié pour l'Afrique.

1.1.3 Les médias et le génocide

Le principal support de notre étude est la presse canadienne. Il existe une multitude d'ouvrages sur les journaux canadiens. Mais aucun n'apporte d'éléments pertinents en rapport avec notre étude. Les deux ouvrages présentés dans cette section sont très différents mais permettent de se rendre compte d'une part de la façon dont le traitement du génocide rwandais est perçu par un spécialiste de la question et d'autre part de la manière dont la presse française a réagi à l'Opération Turquoise.

Les événements de 1994 au Rwanda ont été abondamment traités dans la presse québécoise. Mais Pierre Crépeau estime que l'objectivité et la modestie ont manqué à ces journaux dans leur présentation de ces événements. Son ouvrage, *Rwanda, le kidnapping médiatique*²⁸, est surtout un moyen, pour lui qui connaît bien le Rwanda, de « remettre les pendules à l'heure ».

L'auteur fustige la différence de traitement entre les guerres africaines, dont celle qui touche le Rwanda en 1994 entre l'armée rwandaise et le FPR, et les guerres en Europe. En Europe, les guerres sont dépeintes comme un « art noble », alors que dans le cas de l'Afrique ce ne sont que des tueries, des massacres, des boucheries, des carnages, des luttes tribales... Selon Crépeau on peut résumer la thèse des journalistes Québécois en trois points : le Rwanda est un pays barbare ; les efforts des missionnaires et coopérants canadiens pour christianiser et civiliser le peuple rwandais sont un échec ; il faut laisser ce pays sombrer dans sa propre barbarie. Mais si la presse québécoise, en général, subit les foudres de l'auteur, il est plus particulièrement accusateur contre la directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, qui n'a pas pris en compte les nombreux courriers qu'il lui avait fait parvenir afin de lui faire profiter de ses lumières sur le Rwanda. Elle a, selon lui, préféré continuer les effets de manche et le sensationnalisme. Tout cela découle d'un manque de connaissances sur l'histoire ancienne et plus récente du Rwanda : telle est l'hypothèse principale de Pierre Crépeau.

²⁸ Pierre Crépeau, *Rwanda, le kidnapping médiatique*. Vents d'Ouest, Québec, 1995.

Outre la directrice du *Devoir*, une autre personne fait les frais du courroux de l'auteur. Il s'agit de Rony Brauman, président de Médecins sans Frontières de 1982 à 1994 et de son ouvrage *Devant le mal*. Selon ce dernier, les termes « hutu » et « tutsi » ne désigneraient que deux entités d'un même peuplement, unies dès l'origine par des alliances matrimoniales ; sorte de clans dont l'unique différence serait économique. Partant de ce constat, il estime que c'est le colonisateur qui aurait mis en place la distinction ethnique entre hutus et tutsis. Rony Brauman fait également du FPR le seul obstacle à la barbarie. Pierre Crépeau estime que l'ancien président de Médecins Sans Frontières trafique l'histoire du Rwanda avec sa thèse. Il pratique la politique de l'autruche, en niant l'existence d'une distinction raciale. Cela reviendrait à mettre uniquement le blâme sur le colonisateur. Il est également en désaccord sur le rôle du FPR. Selon lui, le FPR décrit par Rony Brauman comme des héros, ne devrait pas avoir cette appellation car ils ont stoppé le génocide en utilisant la force.

Le réquisitoire de l'auteur est virulent. Il cerne ce qu'il estime être les faiblesses de la presse québécoise dans son ensemble. Mais un sentiment de déception persiste à la suite de la lecture de cet ouvrage. En effet, son acharnement envers *Le Devoir* ressemble à une vengeance pour ne pas avoir été publié. Il a également des mots très durs envers Rony Brauman, qui ne partage pas la même vision des choses que lui. Le débat sur l'ethnie qui les oppose est évoqué dans l'ouvrage de Dominique Payette, *La dérive sanglante du Rwanda*²⁹. Cela démontre que ce débat ne fait pas uniquement fureur chez les chercheurs. Tout le monde semble avoir un avis sur la façon dont les Rwandais étaient organisés avant l'arrivée des premiers Européens. Cet ouvrage aurait pu devenir une référence, mais au final l'auteur s'en prend presque exclusivement à un quotidien qui n'a pas voulu de ses connaissances et à la thèse sur l'origine sociale des Rwandais. On peut estimer que le titre de ce livre est trompeur par rapport à son contenu. On aurait pu s'attendre à ce qu'il fasse une analyse nettement plus approfondie de la façon dont le génocide a été traité dans la presse canadienne. Il ne nous éclaire pas davantage sur le traitement du génocide dans les médias québécois.

²⁹ Dominique Payette, *op. cit.*, p. 67.

Durant le génocide rwandais alors que le FPR gagne de plus en plus de terrain sur l'armée rwandaise, le gouvernement français demande un mandat à l'ONU afin de mettre en place une opération humanitaire. Telle qu'elle est présentée, cette opération vise le bien des populations en danger : c'est l'Opération Turquoise qui se déroule du 22 juin au 22 août 1994. Les médias français ont abondamment suivi et décrit cette opération. L'objectif de ce mémoire de maîtrise, *L'opération Turquoise et la tension entre l'humanitaire et le politique à travers l'image véhiculée par Le Figaro, Le Monde et Libération du 22 juin au 22 août 1994*³⁰, est de confirmer ou d'infirmer la capacité critique de trois quotidiens de la presse française, *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération* ; dans le but de mettre en relief la tension entre l'humanitaire et le politique. L'hypothèse de départ de l'auteur est que la couverture médiatique de l'Opération Turquoise, telle qu'elle est apparue dans le traitement qu'en ont fait les trois journaux, n'a pu conserver pour la majorité d'entre eux de distance critique et cette couverture a contribué, en s'alignant sur le discours politique, à rehausser le prestige national et international de la France, terni par ses liens avec le gouvernement génocidaire.

Un certain consensus entre le président de la République et le gouvernement français existait sur la nécessité de cette mission humanitaire. En effet, François Mitterrand a toujours soutenu le président Habyarimana et a continué à soutenir le gouvernement en place après la mort de ce dernier. Cette opération fut très critiquée par l'ensemble de la communauté internationale et par le FPR qui considérait que la France en tant qu'allié du gouvernement ne venait, sous couvert d'humanitaire, que pour aider son allié en difficulté.

Le Figaro est un journal qui se positionne plutôt à droite. Sa ligne éditoriale au moment de l'opération Turquoise a été majoritairement favorable à l'intervention française. On peut dire que *Le Figaro* fut le porte-parole du gouvernement français. *Le Monde*, classé au centre, s'est dans un premier temps montré très critique envers la mission Turquoise, puis a fini par s'aligner sur le discours officiel. Pour ces deux journaux la France a le mérite d'être le seul pays occidental à intervenir au Rwanda. Elle a justifié sa réputation de pays des droits

³⁰ Flore-Anne Fortier, *L'opération Turquoise et la tension entre l'humanitaire et le politique à travers l'image véhiculée par Le Figaro, Le Monde et Libération du 22 juin au 22 août 1994*. Mémoire, M.A. (sciences politique), Université du Québec à Montréal, 1998.

de l'homme en secourant des populations qui en avaient besoin. Quant à *Libération*, journal de gauche, il a tenu une position fermement critique tout au long de l'Opération Turquoise. Ses journalistes ont parfaitement perçu les limites de cette opération et l'ambiguïté d'une opération médiatisée qui arrive après le désastre, alors que les autorités françaises avaient tous les éléments en main pour éviter que cette tragédie ne se produise. La presse française, à travers ces trois journaux, ne sort pas vraiment grandie de la façon dont elle a couvert l'Opération Turquoise selon l'auteur. Car si il y a bien une presse qui aurait dû être au fait de ce qui se passait au Rwanda c'est bien la presse française.

En plus de son sujet, l'originalité de ce mémoire réside dans sa méthodologie. Anne-Flore Fortier s'est inspirée pour l'analyse de son corpus d'auteurs qui avaient déjà pensé les rapports des médias avec le pouvoir comme Hannah Arendt ou René Backmann. L'auteur vérifie comment l'Opération Turquoise a été interprétée à travers le prisme des trois journaux choisis. Elle s'est attachée à sélectionner les articles susceptibles de révéler la ligne éditoriale de chacun des journaux, à savoir les éditoriaux, les interviews, les articles d'opinion et quelques articles de fond. Elle a privilégié la lecture explicite des faits contenus dans la littérature éditoriale.

Les ouvrages qui ont été présenté sur le génocide rwandais et sur les liens entre le Canada et l'Afrique vont dans l'ensemble dans le même sens. Les auteurs sont unanimes sur les responsables du génocide rwandais, sur sa planification et son organisation implacable. Sur les relations entre le Canada et l'Afrique, les auteurs estiment que l'aide canadienne existe bel et bien mais qu'elle n'est pas exempte de tout reproche. Enfin on remarque qu'il n'existe aucune étude sur la couverture médiatique du génocide rwandais dans la presse canadienne. Les deux études présentées dans cette section concernent le traitement de l'Opération Turquoise dans la presse française, alors que l'ouvrage de Pierre Crépeau apparaît comme un règlement de compte.

1.2 Problématique et méthodologie

Le traitement d'un génocide n'est pas chose aisée et encore plus dans le contexte de l'Afrique où les massacres ethniques sont une réalité bien ancrée. Il est donc nécessaire de faire la part des choses, surtout pour le Rwanda dont l'histoire a été traversée, avant 1994, par de multiples violences. Le but de cette étude n'est pas la critique facile du traitement que la presse canadienne a fait du génocide rwandais. De ce fait et suite à notre bilan historiographique, un certain nombre de questions s'impose : comment l'opinion publique a-t-elle été informée du génocide rwandais ? Le génocide a-t-il été présenté comme un « banal » massacre ethnique dont l'Afrique semble coutumière ? Ces questions doivent également être reliées à une plus vaste réflexion sur la place du Canada en Afrique et plus particulièrement au Rwanda. En effet à part Pierre Crépeau qui se rapproche un peu de notre sujet dans son ouvrage *Rwanda, le kidnapping médiatique*³¹, aucune étude sur le génocide rwandais dans la presse canadienne n'existe. Or notre bilan historiographique permet de souligner que le Canada et le Rwanda entretiennent des liens depuis de nombreuses années. Même si ces liens sont dénoncés, ils n'en demeurent pas moins solides. Ainsi la façon dont l'information a été livrée par la presse canadienne aurait-elle été tributaire du rôle que le Canada joue en Afrique et au Rwanda ? Cette interrogation semble légitime à la vue des informations qui ressortent des ouvrages présentés précédemment. Et afin de traiter les questions de notre problématique, il est nécessaire de mettre en place une méthodologie prenant en compte les journaux canadiens choisis dans cette étude.

Le génocide rwandais dans la presse canadienne est l'intitulé de cette étude. Il est important dans un premier temps, de présenter les quotidiens qui ont été choisis dans le cadre de notre travail. Ils sont au nombre de six : *La Presse* de Montréal, la *Gazette* de Montréal, *Le Droit* d'Ottawa, le *Globe and Mail* de Toronto, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News*. Ces journaux ont été choisis en fonction de leur région afin d'avoir une représentation assez complète de la presse canadienne. La ville de Montréal est représentée par deux quotidiens car l'un est francophone et l'autre anglophone. Ainsi notre corpus comprend deux journaux francophones et quatre journaux anglophones. Ce choix n'a pas la prétention de rendre

³¹ Pierre Crépeau, *Rwanda, le kidnapping médiatique*. Vents d'Ouest, Québec, 1995.

compte de façon exhaustive de la manière dont la presse canadienne a traité du génocide rwandais. Il se veut simplement une certaine représentation de cette presse canadienne.

Les journaux de cette étude n'ont ni le même rayonnement, ni la même réputation. Le grand quotidien de notre corpus est le *Globe and Mail* de par sa distribution dans tout le Canada. Il s'agit d'ailleurs du journal national avec le plus fort tirage au Canada. *La Presse*, la *Gazette* et le *Vancouver Sun* peuvent être considérés comme importants en vertu de leur distribution dans tout le Québec, pour les deux premiers, et en Colombie-Britannique, pour le dernier. *Le Droit* et le *Halifax Daily News* sont en comparaison de petits journaux, de par leur tirage de moindre importance et pour leur distribution confinée à Ottawa dans le cas du premier et à Halifax et ses environs pour le second. Il est donc intéressant de voir comment ses quotidiens différents, anglophones et francophones, importants et modestes, traitent du même sujet.

En plus du choix des journaux, il a fallu déterminer un espace temps. Le génocide commence dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, à la suite de l'annonce de la mort du président rwandais Juvénal Habyarimana dans un accident d'avion. La presse commence à évoquer le Rwanda dès le jeudi 7 avril. C'est donc logiquement à ce moment que l'étude commence. Elle prend fin le lundi 18 juillet 1994. En effet à cette date les quotidiens n'évoquent plus que le sort des hutus fuyant le Rwanda devant l'avancée du Front Patriotique Rwandais et qui se réfugient dans des camps situés dans les pays frontaliers. D'autres dates auraient pu être choisies pour la fin de l'étude, comme par exemple le 5 juillet 1994 avec la prise de la capitale Kigali par le FPR. Mais d'autres événements sont à prendre en compte après cette date, comme l'étude va le montrer.

Tous les numéros compris entre le 7 avril et le 18 juillet 1994 ont été analysés : aucun échantillonnage n'a été effectué.

Afin de traiter chaque journal de la même façon et de faire ressortir leurs caractéristiques, une méthodologie s'impose. Le but est d'isoler la ligne directrice des six quotidiens. Il faut déterminer si chaque journal a suivi une ligne fixe tout au long de la

période du génocide. Cette constance peut se retrouver dans le contenu des articles ou dans la forme privilégiée. La méthodologie mise en place prend donc en compte la ligne éditoriale des journaux de notre corpus. Dans cette dernière on retrouve les articles de fond qui analysent les faits, les éditoriaux dans lesquels des journalistes donnent leurs avis et enfin les reportages. Ces derniers permettent aux envoyés spéciaux des quotidiens, qui se trouvent au cœur des événements, de fournir aux lecteurs des informations « de première main » et souvent des photographies. Dans le cas de cette tragédie les quotidiens ont fait appel à des spécialistes, afin que ces derniers apportent un avis plus « scientifique » sur la question rwandaise. Le terme « spécialiste » englobe tous ceux qui ont une connaissance approfondie sur la question, à savoir les Rwandais vivant hors de leur pays, les chercheurs ayant travaillé sur le Rwanda, des journalistes ayant déjà travaillé sur ce pays et enfin des Occidentaux qui y ont vécu. Les avis de ces spécialistes ont été classés dans la catégorie des articles de fond. Il faut également signaler l'importance des dépêches. Elles émanent le plus souvent des agences de presse et fournissent une information brute. Les journaux analysés dans notre étude ont, la plupart du temps, utilisé des dépêches de plusieurs agences afin de rédiger des synthèses. Ainsi, on retrouve une uniformité du contenu dans les six quotidiens de notre corpus. Puisqu'elles ne font pas partie de la ligne éditoriale des quotidiens, elles ne seront pas prises en compte dans notre étude. Néanmoins des journalistes de ces agences de presse ont, au cours de la période étudiée, fourni bien plus que de simples informations brutes. Ils ont produit des articles de fond; ou se sont retrouvés au Rwanda et dans des camps de réfugiés afin d'alimenter leurs agences en reportages. À ce titre, certains articles émanant de ces agences de presse ont été pris en compte dans cette étude. Ils sont minoritaires, mais il est nécessaire de le souligner.

Le nombre d'articles par quotidien varie, ainsi que le nombre d'articles analysés pour notre étude. En voici les chiffres :

Tableau 1.1
NOMBRE D'ARTICLES SUR RWANDA (incluant les dépêches d'agences)

Nom des quotidiens	Nombre d'articles sur le Rwanda du 7 avril au 18 juillet 1994	Articles analysés dans le cadre de l'étude
<i>La Presse</i>	147	26
<i>La Gazette</i>	130	46
<i>Le Droit</i>	95	13
<i>The Globe and Mail</i>	124	32
<i>The Vancouver Sun</i>	120	33
<i>The Halifax Daily News</i>	107	13
Total	723	163

Source: *La Presse*, *The Gazette*, *Le Droit*, *The Globe and Mail*, *The Vancouver Sun*, *The Halifax Daily News*.

Ce tableau montre l'importance des dépêches d'agences de presse dans la couverture du génocide rwandais. La différence dans le traitement de l'évènement réside essentiellement, comme nous le verrons, dans la nature des autres articles des six quotidiens.

Ce chapitre permet de définir notre façon de travailler et les outils à notre disposition dans le cadre de cette étude. Mais il ne permet pas de savoir comment le Rwanda a pu sombré dans la tragédie de 1994 ni comment se sont nouées les relations entre le Canada et l'Afrique, en particulier avec le Rwanda. Ces deux questions sont essentielles afin de décrire le génocide rwandais et de mesurer le degré d'intérêt du Canada pour l'Afrique. Elles sont au cœur du chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES LIENS DU CANADA AVEC LE RWANDA

Les liens entre le Canada et le Rwanda sont la clef permettant de répondre aux questions posées par notre problématique. Ces questions sont légitimes car, avant 1994, le Rwanda n'était qu'un petit pays d'Afrique certainement plus connu pour ses grands singes, immortalisés par Dian Fossey dans le livre puis le film « Gorilles dans la brume », que pour son histoire.

Le but de ce chapitre est de souligner les liens qui unissent le Canada et le Rwanda. Quelle que soit leur qualité, ils doivent être pris en compte dans ce mémoire, car notre problématique veut examiner s'ils déterminent le traitement des événements rwandais par les journaux canadiens.

Avant d'aborder la nature des liens entre les deux pays, il est impératif de se pencher sur l'histoire du Rwanda, en y incluant le génocide. Les mécanismes qui ont mené aux événements d'avril 1994 tiennent une place importante dans cette histoire. D'ailleurs la lecture de l'histoire du Rwanda donne l'impression que tout a été fait pour que l'année 1994 en soit la conclusion tragique. Puis l'aide canadienne à l'Afrique en général et au Rwanda en particulier, sera abordée afin d'en déterminer la nature et la valeur.

2.1 L'histoire du Rwanda ou les germes du génocide

2.1.1 Le Rwanda avant l'indépendance

Le Rwanda est composé de trois groupes ethniques : les hutus représentent environ 85% de la population ; les tutsis, approximativement 15% et enfin les twas qui sont évalués à 1% de la population. Le grand débat entre spécialistes de l'histoire rwandaise repose sur la notion de groupe. D'un côté on estime que les différences entre ces groupes doivent être perçues en terme d'ethnie ou de races et de l'autre on penche pour une distinction basée sur les catégories sociales¹. Il semble que cette dernière hypothèse soit majoritaire chez les chercheurs depuis quelques années. Ce débat avait déjà cours avant le génocide et il s'est accentué par la suite. D'ailleurs « les hutus et les tutsis, adhèrent généralement à l'une ou l'autre des théories qu'on leur applique »². Quoi qu'il en soit, les trois groupes parlent la même langue, le kinyarwanda, partagent les mêmes croyances religieuses et vivent sur le même territoire. Les institutions politiques et sociales rwandaises ont été élaborées par les éleveurs et les cultivateurs. Les éleveurs étaient identifiés aux tutsis et les cultivateurs aux hutus, tandis que les twas restaient à l'écart et vivaient de chasse et de cueillette. A l'arrivée des premiers Européens au XIXe siècle, le processus qui voit les tutsis détenir le pouvoir et les hutus devenir des sujets semble déjà en cours. Au cours de ce siècle, le Rwanda est à l'apogée de sa puissance sous le règne du roi Rwabugiri.

Les mariages sont en général conclus entre personnes du même groupe ethnique. « Cette pratique engendra des caractéristiques génétiques particulières à chaque groupe »³. Ainsi au cours des générations les éleveurs, grands, minces et aux traits fins ont fini par ressembler aux autres éleveurs et les cultivateurs plus petits, plus trapus et aux traits plus larges aux autres cultivateurs.

¹ Dominique Payette, *La dérive sanglante du Rwanda*. Montréal, Editions Ecosociété, 2004, p. 67.

² *Ibid.*

³ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *Aucun témoin ne doit survivre*. Paris, Karthala, 1999, p. 45.

Les premiers Européens qui s'installent officiellement au Rwanda sont les Allemands. Certes des explorateurs s'étaient déjà approchés du Rwanda, mais c'est en 1890, à la suite des conclusions de la Conférence de Berlin que le Rwanda devient officiellement allemand⁴. Mais cette mise sous tutelle n'était pas encore notifiée aux Rwandais. Ce n'est que quelques années plus tard que le souverain rwandais Musinga prit l'engagement de reconnaître l'autorité allemande. En 1900, les premiers missionnaires, les Pères Blancs arrivent au Rwanda, en provenance de France⁵. Au cours de la Première Guerre mondiale, dans le cadre des opérations menées par les Alliés contre l'Allemagne, les troupes belges prennent possession du Rwanda. A la fin du conflit mondial, la Belgique se voit accorder l'autorisation d'administrer le Rwanda et son voisin le Burundi. Puis en 1926, la Société des Nations (S.D.N) donne à la Belgique un mandat de tutelle, prévoyant « une mission de civilisation » fondée sur un système d'administration indirecte⁶. Il est nécessaire de préciser que les uns et les autres, à savoir les Allemands, les missionnaires français et les Belges, s'inspirent du modèle qu'ils trouvent en arrivant au Rwanda. Ils soutiennent les tutsis. Mais « ils interprétèrent en termes raciaux des phénomènes de classe sociale »⁷. En effet, ils mettent l'accent sur les caractéristiques physiques des Rwandais. Les tutsis qui se rapprochent des caractéristiques des Européens, sont ainsi jugés plus aptes à diriger le royaume. Ils sont désignés comme « race de contact entre les Blancs et les Noirs »⁸. Dans cette logique européenne les tutsis faisaient donc partie de la « race des seigneurs »⁹. Les hutus étaient placés dans la catégorie des serfs, juste nécessaires au service des tutsis. Enfin les twas n'étaient considérés que comme un groupe vivant en marge et méprisés de tous. Selon cette classification les tutsis étaient des Hamites originaires sans doute d'Éthiopie, les hutus des Bantous et les twas des Pygmées ; soit, dans l'esprit des Européens, des représentants locaux de trois grands groupes de population en Afrique. D'ailleurs le gouverneur belge du Rwanda, Jean Paul Harroy, était persuadé d'avoir croisé des tutsis en Éthiopie¹⁰. Cette vision européenne conforte les tutsis dans « leur 'supériorité naturelle' et les

⁴ Jean-Paul Harroy, *Rwanda*. Bruxelles, Hayez, 1984, p. 66.

⁵ Colette Braeckman, *Rwanda, histoire d'un génocide*. Paris, Fayard, 1994, p. 32.

⁶ *Ibid*, p. 333.

⁷ Alain Destexhe, *Rwanda, essai sur le génocide*. Bruxelles, Editions Complexe, 1994, p. 62.

⁸ *Ibid*, p. 60.

⁹ *Ibid*, p. 61.

¹⁰ Jean-Paul Harroy, *op. cit.*, p. 62.

hutues dans leurs complexes d'infériorité »¹¹. Dans cette optique tous les postes administratifs ainsi que l'accès à l'enseignement supérieur sont réservés aux tutsis. Mais face à la difficulté de déterminer les tutsis des hutues, l'administration belge établit dans les années 1930 des cartes d'identité qui devaient mentionner l'appartenance « ethnique » de chacun. Outre ce soutien de l'administration belge, les tutsis sont aussi soutenus par les missionnaires « dans le but d'évangéliser par le haut »¹² la masse. D'ailleurs les hutues fréquentaient plus massivement les séminaires que les bancs des écoles.

A partir du début des années 1950, la situation au Rwanda évolue et on assiste à une véritable volte-face de l'administration belge mais également des missionnaires européens. La montée des nationalismes en Afrique amène une volonté tutsie de chasser les Belges tandis que les élites hutues souhaitent que les injustices à leur égard cessent. Les administrateurs coloniaux tentent alors une politique de démocratisation en offrant des postes de responsabilités aux hutues. Ces mesures ne font qu'aggraver le fossé entre tutsis et hutues. Les premiers se sentent menacés, alors que les seconds ne s'en satisfont pas. Au milieu des années 1950, les missionnaires prennent fait et cause pour les revendications hutues. La proximité avec les séminaristes hutues est sans doute pour quelque chose dans cet éveil de l'Église catholique face à une situation qui durait depuis près de 40 ans. Il fallait désormais soutenir cette lutte pour la liberté.

Au cours des années 1950, plusieurs formations politiques voient le jour dont le Parti du mouvement de l'émancipation des Bahutus (PARMEHUTU), composé exclusivement de hutues, autour de son chef Grégoire Kayibanda. En 1957, est publié le texte fondateur de la « révolution hutue » : le Manifeste des Bahutus. Il dénonce « le monopole politique, économique, social et culturel des tutsis »¹³ et réclame la fin de la féodalité. L'administration belge se range du côté des revendications hutu selon le principe démocratique de la majorité contre la minorité. Les alliés tutsis d'hier sont désormais considérés comme des ennemis.

¹¹ Colette Braeckman, *op. cit.*, p. 35.

¹² Alain Destexhe, *op. cit.*, p. 64.

¹³ Colette Braeckman, *op. cit.*, p. 43.

Du côté des traditionalistes tutsis l'indépendance est également souhaitée, tout comme le départ de la Belgique. En 1959 les tutsis s'organisent politiquement au sein de l'Union nationale rwandaise (UNAR). A la fin de cette même année, les violences politiques éclatent entre les tutsis et les hutus. Ces violences marquent véritablement le début de « la révolution hutue ». Comme cela sera souvent le cas au Rwanda un groupe attaque l'autre qui répond par la violence. Des centaines de personnes sont tuées au cours de ces affrontements et de nombreuses autres choisissent l'exil.

L'année suivante le Parmehutu remporte les élections communales et les élections législatives en 1961 ; 80 % de la population se prononce alors pour l'abolition de la monarchie. Le 1^{er} juillet 1962, la République du Rwanda est proclamée, en même temps qu'au Burundi. Son premier Président est Grégoire Kayibanda. Il faut signaler que les premiers exilés tutsis lancent des offensives contre le Rwanda depuis leur lieu d'exil. Ces incursions amènent des représailles de la part des autorités hutues contre les tutsis restés au Rwanda, accusés de collaborer avec l'ennemi. Seule une attaque en 1963 semble vraiment avoir menacé la nouvelle république rwandaise¹⁴. Ces attaques de la part des exilés tutsis se poursuivent jusqu'en 1967. Durant ces années on estime que près de 20 000 tutsis ont été tués en représailles aux attaques venant de l'extérieur et plus de 300 000 autres choisissent l'exil¹⁵.

2.1.2 Les régimes Kayibanda et Habyarimana

Le premier gouvernement de Grégoire Kayibanda maintient la mention hutu, tutsi et twa sur les cartes d'identité. Le nouveau régime choisit de distribuer les postes importants aux hutus du Sud, dont le président Kayibanda est originaire. Les hutus du Nord ressentent de plus en plus de frustration face à cette discrimination à leur égard. Ils ne disposent de postes importants qu'au sein de l'armée. Quant aux tutsis, ils sont minoritaires et ne disposent d'aucun moyen pour se faire entendre. Au début de l'année 1973, une campagne d'intimidation et d'agressions est lancée contre les tutsis. Plusieurs hypothèses tentent

¹⁴ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 53.

¹⁵ *Ibid.*

d'expliquer cette flambée de violence envers les tutsis : attaques lancées par les hutus du Sud afin d'unifier tous les hutus contre « l'ennemi commun » tutsi¹⁶ ou volonté des hutus du Nord de provoquer un désordre suffisant pouvant légitimer un coup d'État¹⁷. En juillet 1973, le plus haut gradé de l'armée rwandaise, Juvénal Habyarimana, hutu originaire du nord du Rwanda, renverse le gouvernement de Grégoire Kayibanda. Ce coup d'État s'accompagne de l'exécution d'une cinquantaine des plus importants dirigeants du précédent gouvernement et de l'emprisonnement du président sortant.

Le nouveau président promet de gouverner sous le signe de l'unité nationale. Il instaure un système de quotas. Les tutsis reçoivent 10% des postes dans l'administration et dans l'enseignement, tandis que les twas en reçoivent 1%. Ces quotas sont censés donner une représentation proportionnelle de chaque groupe en fonction de son importance numérique. Au niveau politique en 1975, le Rwanda devient un État à parti unique, le Mouvement Révolutionnaire National pour le développement (MRND), auquel tous les Rwandais doivent adhérer. Juvénal Habyarimana applique la même recette que son prédécesseur. Ainsi les hutus du Nord, en plus de leur omniprésence dans les rangs de l'armée, investissent désormais massivement les secteurs administratifs et de l'enseignement. L'Église catholique soutient fermement le nouveau régime. D'ailleurs de nombreux évêques sont membres actifs du MRND et n'hésitent pas à afficher leur soutien au président Habyarimana. Autour du président se forme un cercle de proches appelé l'Akazu (petite maison en kinyarwanda). Les membres de ce cercle dirigent les principales entreprises du pays. Au niveau économique, les premières années sous la présidence de Habyarimana sont un modèle du genre : jouissant d'une réputation d'intégrité à l'étranger, le président attire une aide considérable de la part des puissances occidentales. Cette aide « permet au gouvernement de construire une infrastructure impressionnante, en particulier des routes et un réseau de téléphone et d'électricité »¹⁸. Le Rwanda devient un modèle dans la région. Mais à la fin des années 1980 la donne change complètement. L'économie rwandaise tant louangée au cours des années précédentes se dégrade à la suite de la chute des cours du café, qui représente 75% des

¹⁶ Alain Destexhe, *op. cit.*, p. 69.

¹⁷ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 54.

¹⁸ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 59.

reentrées en devises du Rwanda¹⁹. Cet effondrement est accompagné par de mauvaises conditions climatiques, qui entraînent de graves problèmes alimentaires dans la majorité du pays. A la veille des années 1990, la situation économique du pays est donc au plus mal.

Sur le plan politique au début de l'année 1990, souffle un vent de revendications démocratiques. Cette volonté démocratique touche toute l'Afrique et est encouragée par les pays bailleurs de fonds, dont la France. Le président Habyarimana, très proche de François Mitterrand, cède peu à peu face aux revendications démocratiques qui touchent son pays. Cette volonté de démocratisation s'accompagne de la réclamation de la liberté de la presse dans tout le pays. Et c'est au moment où ce bouillonnement démocratique commence à porter ses fruits que le FPR entre en scène.

Les différentes vagues d'exils du Rwanda ont touché en grande majorité les tutsis, mais aussi des hutus qui n'adhéraient pas à l'idéologie officielle. L'Ouganda est le pays qui accueille la majorité des exilés rwandais. Ces populations rwandaises vivant en exil revendiquent le droit de revenir au Rwanda. D'ailleurs des réunions entre les gouvernements rwandais et ougandais ont lieu à partir de 1989 afin d'examiner l'idée du retour des Rwandais dans leur pays. Une solution satisfaisante semble devoir être prise mais le FPR, qui participe également aux négociations, impose le départ du président de la République et la mise en place d'un régime démocratique²⁰. Face au refus de ses exigences, le mouvement rebelle opte pour l'attaque et franchit la frontière entre les deux pays le 1^{er} octobre 1990. Le FPR compte 7000 soldats dans ses rangs, « dont la moitié [...] avaient déserté l'armée ougandaise en emportant leurs armes et du matériel »²¹. Des hutus comme Pasteur Bizimungu ou Alexis Kanyarengwe font partie des principaux responsables du mouvement. Paul Kagamé est à la tête des troupes du FPR au moment où elles pénètrent au Rwanda. Cette attaque venue de l'extérieur soude la majorité de la population rwandaise, y compris les tutsis et les opposants hutus, autour de Juvénal Habyarimana. Malgré leur soutien les tutsis du Rwanda sont accusés de soutenir l'ennemi et sont confrontés aux conséquences : arrestations massives, tortures et souvent la mort. La présidence Habyarimana avait été plutôt clément avec eux jusqu'à cette

¹⁹ *Ibid*, p. 60.

²⁰ *Ibid*, p. 63.

²¹ *Ibid*.

attaque du FPR. Face à l'avancée du mouvement rebelle, le gouvernement rwandais reçoit l'aide militaire de la Belgique et surtout de la France. Les troupes belges ne restent qu'un mois au Rwanda, pendant que les Français soutiennent l'armée rwandaise pendant toute la durée du conflit. L'aide militaire étrangère permet de l'armée rwandaise à faire reculer le FPR. Le mouvement est accusé par les agences de droits de l'homme de s'être livré à des tueries de civils. Parallèlement à la poursuite du conflit la démocratisation en marche dans le pays ne faiblit pas, bien au contraire.

En juin 1991, le multipartisme est légalisé au Rwanda dès lors les nouvelles formations politiques se multiplient. Les formations politiques ne se créent pas sur une base ethnique. Les nouveaux partis cherchent à convaincre le président de la nécessité de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Parallèlement aux négociations sur la formation de ce nouveau gouvernement, il faut signaler la formation de la Coalition pour la Défense de la République (CDR) en 1992. Ce parti prône la défense de la majorité hutue et affiche ouvertement son hostilité contre les tutsis. Le Gouvernement de coalition voit le jour en avril 1992. Les principaux partis d'opposition y participent mais le FPR et le CDR n'en font pas partie. La vie politique est marquée par la volonté de l'ancien parti unique du président Habyarimana, le MRND, de ne pas perdre tous ses avantages et par la naissance des groupes de jeunes attachés aux partis politiques dont les Interhamwe et les Impuzamugambi. Les premiers sont attachés au MRND et les seconds au CDR. Rapidement ces groupes de jeunes reçoivent des entraînements militaires et se transforment en milices. Au milieu de l'année 1992, le gouvernement entame des négociations avec le FPR afin de mettre fin au conflit qui secoue le pays. Les premiers accords sont signés en Juillet à Arusha, en Tanzanie. Le double langage est de mise de la part du président Habyarimana pour satisfaire d'une part la communauté internationale, qui exerce une pression afin que les accords soient signés et respectés, et d'autre part les hutus hostiles à toute négociation avec le FPR. Finalement en janvier 1993, le protocole des Accords d'Arusha est signé.

2.1.3 Les signes avant-coureurs et le génocide rwandais

Les années 1990 marquent un tournant majeur dans l'histoire rwandaise. L'attaque du FPR fait revivre au pays un retour en arrière, marqué par un discours réclamant l'unité hutue contre l'ennemi commun tutsi. Au départ il s'agit sans doute d'unifier le pays contre cette attaque venant de l'extérieur. La solution passe alors par la diabolisation du mouvement rebelle et de ses « alliés » de l'intérieur. La propagande se développe sur le retour des tutsis « chez eux », à savoir l'Éthiopie. Cette rhétorique sera constamment utilisée par les partisans d'un État hutu. Les tutsis sont qualifiés d'envahisseurs qui ne sont au Rwanda que dans le but de dominer les hutus comme ce fut le cas avant la révolution de 1959. Le FPR est présenté comme un mouvement de royalistes dont le seul objectif est le retour de la monarchie avec tout ce que cela implique pour les hutus. Ce retour à la monarchie devrait obligatoirement s'accompagner d'un massacre de grande ampleur de la population hutue, car le FPR ne pourrait « rétablir son contrôle sur la majorité sans tuer un grand nombre de hutus »²². La majorité se doit donc de rester vigilante et unie face à la menace tutsie. Le meilleur moyen d'émettre ces messages de haine passe par les médias. Les membres de l'Akazu financent la création de journaux dans cette optique²³. La dérive des journaux extrémistes commence au moment des premières négociations avec le FPR. En 1993, naît la Radio télévision libre des milles collines (RTLTM). Dans la liste des bailleurs de fonds de la RTLTM, on retrouve tous les membres de l'Akazu²⁴. Dès sa création le succès de la RTLTM est instantané. Son style informel, son interactivité, la qualité de ses animateurs et la musique diffusée en font le média préféré des Rwandais. Ce média s'applique à remettre en cause les Accords d'Arusha avec virulence et à « prévenir » la population sur le danger que constitue le FPR.

De 1990 à 1993, de nombreux massacres ont lieu sur le territoire rwandais. Pour plusieurs spécialistes, ces massacres n'étaient que des répétitions, à petite échelle, de ce qui allait se passer en 1994. Les attaques ont lieu dans des régions davantage identifiées au président et à ses partisans²⁵. Des assassinats ciblés d'hommes politiques en vue marquent

²² Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 97.

²³ Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda : les médias du génocide*. Paris, Karthala, 2002, 403 p.

²⁴ Colette Braeckman, *op. cit.*, p. 164.

²⁵ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 107.

également cette période, où on assiste aussi à la structuration des milices qui bénéficient dès lors de véritables entraînements militaires. Elles recrutent tout azimut parmi la population et ce mouvement s'accélère au cours des années 1993 et 1994. Le début de ces années 1990, voit également l'établissement de listes de tous les « sympathisants » et complices présumés du FPR. Dans le même état d'esprit des armes sont distribuées aux groupes d'autodéfense, mis en place pendant le conflit contre le FPR²⁶.

Les radicaux du pouvoir sont particulièrement actifs durant l'année 1993. Deux événements majeurs renforcent leur hostilité envers les tutsis. Le premier intervient à la suite de la signature du protocole des Accords d'Arusha en janvier 1993. En effet le 8 février 1993, le FPR viole le cessez-le-feu en vigueur depuis 1992 en lançant une attaque massive dans le nord du pays. Cette attaque est justifiée par des massacres sporadiques de tutsis, aux cours des années 1992 et 1993, restés impunis. Elle est un succès sur le plan militaire, mais la population et les partis d'opposition sont troublés par la rupture du cessez-le-feu. Les partisans de la ligne dure du régime prennent prétexte de cette attaque pour faire pression sur les partis de l'opposition. On assiste alors à une scission dans les partis de l'opposition entre ceux qui sont favorables à la poursuite d'une collaboration avec le FPR et ceux qui estiment qu'elle doit cesser. En mars 1993, un nouveau cessez-le-feu est conclu en Tanzanie, les pourparlers entre le FPR et le gouvernement reprennent et les troupes françaises sont peu à peu évacuées. Finalement en août 1993, l'ensemble des accords d'Arusha est signé.

Ces accords prévoient la mise en place d'un gouvernement de transition, incluant le FPR, jusqu'à l'organisation d'élections, le retour des réfugiés rwandais dans leur pays, l'intégration des deux forces armées opposées et l'arrivée d'une force de maintien de la paix des Nations unies dans les 37 jours suivant la signature des Accords. La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), dirigée par le Général Dallaire, n'arrive au Rwanda qu'en décembre 1993.

L'autre événement marquant pour les partisans d'une ligne dure intervient en octobre 1993 au Burundi. Le président de la République burundaise, Melchior Ndadaye, est assassiné

²⁶ Colette Braeckman, *op. cit.*, p. 158.

par des officiers tutsis. Melchior Ndadaye est le premier président hutu démocratiquement élu dans l'histoire du Burundi. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre le Burundi est dirigé depuis son indépendance en 1962 par les tutsis. Les tentatives hutues pour s'emparer du pouvoir ont toujours été réprimées sévèrement par l'armée, majoritairement tutsie. Cet assassinat et les massacres qui suivent au Burundi, donnent l'impression aux Rwandais que tutsis et hutus ne peuvent cohabiter pacifiquement. Cela accentue la scission des partis politiques d'opposition au Rwanda. À la suite de cet épisode burundais, le Hutu Power voit le jour. Ce mouvement regroupe tous les hommes politiques hutus « résolus à rejeter toute coopération avec le FPR »²⁷ avec un argument de poids pour la population hutue : si les tutsis du Burundi tuent un président démocratiquement élu, qu'est-ce que les tutsis du Rwanda sont capables de faire ?

En avril 1994, le gouvernement de transition n'a toujours pas été mis en place. Le président Habyarimana est pris entre deux feux : d'un côté la communauté internationale le somme d'appliquer les Accords et de l'autre les radicaux de son entourage lui reprochent « d'être prêt à céder »²⁸. Au Rwanda les incitations à la violence sont de plus en plus virulentes. Dans la nuit du 6 avril, de retour d'un sommet régional en Tanzanie où il semble qu'il ait fini par accepter la mise en place d'un gouvernement de transition, le président Habyarimana meurt dans l'attentat contre l'avion qui le ramenait à Kigali. Dans cet avion, abattu par des roquettes, se trouve également le président burundais, Cyprien Ntaryamira. Dès que l'avion présidentiel s'écrase, les membres de la garde présidentielle accourent sur les lieux et empêchent les Casques bleus de la MINUAR de s'approcher de l'épave. Le matin du 7 avril la première ministre, Agathe Uwilingiyimana, et son mari sont assassinés par des troupes de la garde présidentielle. Les dirigeants qui peuvent légitimement exercer le pouvoir à la place du président sont également assassinés. Ceux qui étaient favorables aux Accords d'Arusha sont recherchés. Certains réussissent à échapper à leurs poursuivants, comme Faustin Twagiramungu, présenté comme le premier ministre du gouvernement de transition selon les Accords d'Arusha. Ils sont tous hutus. Des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes sont également ciblés par la garde présidentielle, des gendarmes, des membres de

²⁷ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 164.

²⁸ Colette Braeckman. 1994, *op. cit.*, p. 169.

l'armée rwandaise et des milices. La RTLM donne à l'antenne les noms des « collaborateurs » hutus censé soutenir le FPR. Alors que les premiers massacres ont lieu à Kigali contre les civils, le FPR décide d'intervenir dans la capitale. Le 8 avril un nouveau gouvernement est mis en place. Tous les participants sont membres du Hutu Power. Les massacres dans les autres villes débutent le 7 ou le 8 avril, selon les régions. Certaines villes, à la suite du refus des autorités locales de participer au génocide, n'ont connu des massacres qu'à partir de la mi-avril. En date du 11 avril, on estime que environ 20 000 Rwandais ont été tués, en grande majorité des tutsis. C'est à partir de ce moment que les tutsis seront systématiquement pris pour cible.

Au moment où la première ministre Agathe Uwilingiyimana a été tuée, elle était protégée par des Casques bleus belges de la MINUAR. Ces 10 Casques bleus sont massacrés par les soldats rwandais. Cet événement pousse la Belgique à retirer son contingent de la force de maintien de la paix. Le général Dallaire perd ses éléments les plus expérimentés sur le terrain. Dès l'annonce de la mort du président Habyarimana les pays occidentaux décident d'évacuer leurs ressortissants. La France et la Belgique coopèrent alors afin d'évacuer les étrangers. Cette force d'évacuation franco-belge composée de 900 soldats est soutenue par 300 marines américains stationnés au Burundi. La consigne est claire : n'évacuer que les occidentaux. Les seuls Rwandais qui sont évacués sont la famille et les collaborateurs du président Habyarimana. Le 21 avril 1994, à la suite d'une décision des Nations Unies, la MINUAR déjà handicapée par un mandat restrictif est réduite de 2700 à 450 Casques bleus et observateurs. En mai 1994, l'ONU vote le déploiement de 5500 Casques bleus au Rwanda. Ces renforts, tant réclamés par le général Dallaire, arrivent au Rwanda à la fin du génocide. La communauté internationale se démarque par ses vains appels à l'arrêt des massacres ou par ses hésitations à reconnaître qu'un génocide est en cours alors que l'évidence saute aux yeux. La reconnaissance du génocide n'intervient qu'à la fin avril. La seule intervention étrangère au cours du génocide vient de la France sous la forme de l'Opération Turquoise. Cette intervention armée militaire, autorisée par l'ONU, a pour but de mettre fin aux massacres. Les troupes françaises pénètrent au Rwanda en juin 1994. Quant au FPR, il intervient dans tout le pays. Il ouvre plusieurs fronts et les succès sont très vite au rendez-vous sur les troupes gouvernementales. Mais la tactique du mouvement rebelle, si elle lui

garantissait la victoire militaire, est critiquée car « elle ne représentait pas le meilleur programme pour sauver des tutsis »²⁹.

Les massacres envers les tutsis ne sont pas nouveaux au Rwanda. Mais ce qui se passe de avril à juillet 1994 dépasse l'entendement. Les tueries n'ont épargné personne. Elles ont lieu dans des endroits qui avant 1994, étaient synonymes de protection, comme les églises. D'ailleurs tout au long du génocide le clergé a eu un discours ambigu. Aucune déclaration ferme pour condamner le génocide ne sera faite. Malgré le silence généralisé du clergé rwandais, des religieux perdront la vie en venant en aide à des tutsis menacés. Au Rwanda, il ne s'agissait pas seulement d'exterminer les tutsis par les machettes. Il fallait également les humilier, notamment les femmes qui furent systématiquement violées et mutilées. Rien n'a été épargné aux tutsis avant leur mise à mort. Les chiffres des victimes du génocide sont évaluées entre 500 000 et 1 million selon les ouvrages. Les soldats, les miliciens et la population hutue ont participé au génocide. Parmi la population certains l'ont fait par conviction, d'autres par cupidité, dans l'espoir de s'accaparer les biens des victimes, et d'autres encore parce qu'on ne leur a pas laissé le choix. Paradoxalement ce sont les images des colonnes de hutus fuyant l'avancée du FPR et vivant dans le plus grand dénuement dans des camps à l'extérieur du Rwanda qui font prendre conscience au monde qu'une tragédie a eu lieu au Rwanda.

Le Canada a été un des rares pays occidentaux à venir en aide aux Rwandais, au cours de ce génocide. Cette aide a surtout pris une forme humanitaire. Mais avant même que le Rwanda ne sombre dans la folie, le pays des milles collines ainsi que le continent africain avaient déjà créé des liens avec les Canadiens.

²⁹ Human Rights Watch, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, *op. cit.*, p. 814.

2.2 L'aide canadienne à l'Afrique

La présence canadienne en Afrique remonte au début du XX^e siècle. Elle n'est pas vraiment « officielle » car elle ne concerne que des missionnaires. L'Afrique apparaît comme un terrain propice à « leur œuvre humanitaire »³⁰. Leurs domaines de prédilection sont alors l'éducation, la santé et les œuvres sociales³¹. Les missionnaires anglophones protestants canadiens se dirigent vers les pays anglophones d'Afrique et les missionnaires canadiens francophones s'établissent dans les pays d'Afrique de langue française. A la veille de l'indépendance de la majorité des pays d'Afrique, on estime à 1500 le nombre de missionnaires canadiens francophones en Afrique³².

2.2.1 Pourquoi cet intérêt pour l'Afrique ?

Avant la vague de décolonisation en Afrique, au cours des années 1960, le Canada entretient déjà des rapports avec les pays africains anglophones du Commonwealth. Mais ces pays n'ayant pas le statut d'États indépendants, il faut attendre la décolonisation pour que le Canada transforme ces rapports en relations diplomatiques et commerciales³³. Les relations du Canada avec cette région du monde sont donc nouées « sous les auspices du Commonwealth »³⁴. On peut parler de relations naturelles du fait de la langue et des liens avec la couronne britannique. Il en est tout autrement en ce qui concerne les relations avec l'Afrique francophone. A cet égard l'intérêt canadien pour cette partie de l'Afrique suscite de nombreuses observations auprès des spécialistes, comme le démontre notre bilan historiographique. Certains estiment que le Canada s'est intéressé à l'Afrique francophone dans un but humanitaire et politique, tandis que d'autres soutiennent que cet intérêt n'est dû

³⁰ Maurice Honoré Mbeko, *Analyse des fondements de la coopération bilatérale entre le Canada et les pays en voie de développement : le cas de la coopération avec les Etats francophones d'Afrique (1961-1985)*. Mémoire, M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1985.

³¹ Myriam Gervais, « *Une contribution à l'étude des relations internationales du Québec : le cas de l'Afrique* ». Notes de recherches numéro 26, Science Politique, Université du Québec à Montréal, 1984, 47 p.

³² *Ibid*, p. 4.

³³ André Donneur et Soldatos Panayotis, *Le Canada entre le monde et les Etats-Unis : un pays en quête d'une politique étrangère renouvelée*. North York: Captus Press, 1988, 146 p.

³⁴ *Ibid*, p. 93.

qu'à la volonté économique et commerciale canadienne. Quoi qu'il en soit, les relations entre le Canada et l'Afrique francophone ne sont pas aussi élaborées que les relations entre le Canada et l'Afrique anglophone au début des années 1960 et elles ne se sont pas mises en place aussi naturellement. « La politique étrangère canadienne n'a été jusqu'en 1960 que l'expression de la dimension anglophone du pays. »³⁵

D'autres faits entrent en ligne de compte pour expliquer l'établissement des liens entre le Canada et l'Afrique francophone. Ainsi au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Canada veut renforcer sa présence sur la scène internationale. Dans cette optique « l'établissement des programmes d'aide en faveur des États francophones d'Afrique relevait essentiellement de cette responsabilité »³⁶. Face à ce constat le Premier ministre canadien John Diefenbaker confie en 1960 à l'ambassadeur du Canada en France, Pierre Dupuy, la mission d'évaluer en Afrique la possibilité pour Ottawa de venir en aide aux pays francophones nouvellement indépendants de ce continent³⁷. Ce périple mène l'ambassadeur Dupuy dans dix pays africains de langue française. Les recommandations de l'ambassadeur incitent le gouvernement fédéral à lancer en 1961 un vaste programme d'aide aux pays francophones d'Afrique.

Parallèlement à cette prise de conscience d'Ottawa, la société québécoise s'éveille et souhaite se doter d'une politique étrangère dans laquelle, naturellement, la France et les pays francophones d'Afrique joueront un rôle important³⁸. Le Québec multiplie les initiatives avec les pays d'Afrique francophone afin de mettre en place des relations diplomatiques et commerciales. Ainsi en 1961 on assiste à la création de l'Association des Universités entièrement ou partiellement de langue française ; en 1965, une entente de coopération est

³⁵ Gaetan Saint-Antoine, « *Les motivations de la politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone 1960-1990* ». Mémoire, M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1992.

³⁶ Maurice Honoré Mbeko, *op. cit.*, p. 144.

³⁷ Michel Houndjahoue. 1981. « La coopération bilatérale entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : une évaluation de l'offre entre 1961 et 1975 ». *Revue canadienne des études africaines*, volume 15, numéro 1, 1981, p. 77-91.

³⁸ Jean-Philippe Thérien. 1994. « Le Canada et l'Afrique francophone : jeu d'une puissance moyenne à la périphérie ». *Politique africaine*, numéro 53, 1994, p. 143-150.

conclue avec la France dans le domaine de l'éducation³⁹. Le gouvernement fédéral dénonce ce traité entre une de ses provinces et un État souverain. Une nouvelle étape est franchie en 1968, lorsque la province québécoise est invitée par le Gabon à participer à la conférence des ministres de l'éducation des pays de langue française. Ottawa ne peut concevoir que le Canada soit représenté par deux voix au niveau international. Cela l'incite alors à se pencher de façon plus concrète sur l'Afrique francophone. Le gouvernement fédéral se rapproche alors des « leaders » de la région, pour leur faire comprendre que le Canada constitue « une source d'aide potentielle beaucoup plus importante que le Québec et qu'il ne fournirait pas d'assistance aux pays d'Afrique francophone qui ne respecteraient pas les principes de base du fédéralisme canadien »⁴⁰. Cette politique porte ses fruits dans la mesure où les pays africains de langue française se montrent plus attentionnés aux exigences d'Ottawa. Les auteurs ne sont pas convaincus que le seul attrait du Québec pour l'Afrique francophone ait incité le gouvernement fédéral à faire évoluer sa politique en faveur de cette région. Certes le Québec a joué un rôle, mais il est plus souvent évoqué comme un vecteur convergent au moment où le Canada cherche « une zone d'intervention à privilégier »⁴¹.

2.2.2 Une politique d'aide qui ne se dément pas

En 1960, Ottawa crée le Bureau de l'aide extérieure dont la responsabilité est de gérer la politique d'aide canadienne en faveur de tous les pays en voie de développement. Mais en ce qui concerne l'Afrique on peut parler d'état de gestation pour définir les politiques d'aide canadienne aux pays africains au cours de la décennie 1960. Le Canada ne possède pas de programme précis et suivi pour l'Afrique. Pour les pays anglophones d'Afrique, un simple programme d'assistance concernant les infrastructures, les services publics et l'éducation est mis en place. Quant aux pays francophones, à la suite à la mission Dupuy le gouvernement fédéral leur accorde en 1961 un crédit de subventions de 300 000 dollars par an sur une période de trois ans. En 1965, sous le gouvernement de Lester Pearson

³⁹ Gaetan Saint-Antoine, *op. cit.*, p. 23.

⁴⁰ Jean-Philippe Thérien, *op. cit.*, p. 145.

⁴¹ Gaetan Saint-Antoine, *op. cit.*, p. 30.

cette subvention est augmentée. Au cours de la période de 1961 à 1969, « l'assistance canadienne fut très faible et généralement discontinuée »⁴².

A partir de 1968, sous le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau les choses commencent à changer. Le Canada s'engage plus fermement à fournir aux pays en voie de développement une aide humanitaire. Ce nouvel engagement passe par la création de l'Agence Canadienne de développement international (ACDI), en 1968, qui remplace le Bureau de l'aide extérieure. L'ACDI doit administrer l'essentiel du programme d'aide publique au développement du Canada. Cette nouvelle agence a comme objectifs :

- d'appuyer les efforts déployés par les pays en voie de développement en leur fournissant de l'aide au développement ainsi que de l'aide économique et sociale ;
- de soutenir les programmes des Nations Unies et des autres institutions de développement international qui oeuvrent dans le domaine de l'aide au développement ;
- d'appuyer des projets qui visent à relever le niveau de la formation scolaire et technique ;
- d'appuyer les projets d'aide au développement entrepris par le secteur privé et non gouvernemental ;
- de soutenir les travaux de recherche dans le domaine du développement international⁴³.

Le passage du Bureau de l'aide extérieure à l'ACDI traduit le nouvel état d'esprit qui anime Ottawa en matière d'aide aux pays en voie de développement, dont les pays africains font bien sûr partie. Les activités de l'ACDI se répartissent en trois grandes catégories. La première concerne les programmes bilatéraux qui concernent l'aide que le Canada fournit à un pays étranger sans passer par un programme ou un organisme. Ainsi Ottawa « conserve la haute main sur ses contributions »⁴⁴. La majeure partie de l'assistance économique canadienne destinée aux pays en voie de développement provient de l'aide bilatérale. La

⁴² Michel Houndjahoue, *op. cit.*, p. 81.

⁴³ Maurice Honoré Mbeko, *op. cit.*, pp. 100-101.

⁴⁴ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1975-1976*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1975.

seconde catégorie se compose des programmes multilatéraux qui concernent l'aide canadienne acheminée par l'entremise d'organismes internationaux (comme par exemple la Banque africaine de développement, créée en 1963). Enfin, les programmes spéciaux constituent la troisième catégorie et permettent l'administration de subventions d'appoint accordées aux organisations non gouvernementales ainsi que les programmes d'incitation aux entreprises et industries canadiennes intéressées à investir des capitaux privés dans les pays en développement.

Durant la période de 1969 à 1979, on assiste à un rééquilibrage de l'aide canadienne entre l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone. Au départ l'aide canadienne en Afrique anglophone se concentre essentiellement sur deux pays, le Ghana et le Nigeria. Puis cette aide est implantée dans toute la région. Parallèlement à l'augmentation des pays bénéficiaires de l'aide, le volume de cette dernière ne cesse d'augmenter. Ainsi de 1969 à 1979, on passe de 22⁴⁵ à 138.34 millions de dollars⁴⁶ d'allocations à l'aide bilatérale pour la région. Les programmes d'aide sont axés au début sur l'assistance technique. Ils se sont par la suite élargis aux grands projets d'infrastructure surtout dans les secteurs clefs des transports, des communications, de l'énergie électrique et du développement rural. Face au constat d'une population vivant à 90% dans les campagnes, le développement rural et l'accroissement de la production alimentaire absorbent une part importante de l'aide canadienne. Au milieu de la décennie l'accent est d'ailleurs mis sur la satisfaction des besoins essentiels des populations les plus démunies de la région. Ce réajustement est réclamé par les pays africains en réponse aux réalités de la conjoncture mondiale. La survivance nationale et l'indépendance économique sont visées par les pays de la région. Les secteurs pouvant répondre aux besoins essentiels de ces populations sont ciblés par l'aide canadienne à la veille des années 1980.

En Afrique francophone, la décennie est marquée par une véritable explosion de l'aide canadienne à la région. A la suite de la mission de Lionel Chevrier, représentant itinérant du Premier ministre Pierre-Elliott Trudeau, dans sept pays africains de langue

⁴⁵ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1970-1971*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1970.

⁴⁶ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1979-1980*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1979.

française en 1968, le Canada renforce ses liens avec l'Afrique francophone et finance de nombreux projets d'une valeur totale de 30 millions de dollars. Les allocations à l'aide bilatérale ne cessent d'augmenter de façon spectaculaire, au point que la région reçoit plus que l'Afrique anglophone. De 1969 à 1979, on passe de 32⁴⁷ à 147.73 millions de dollars⁴⁸ d'allocations à l'aide bilatérale. Les premières années, l'accent est mis sur l'établissement de structures permanentes de développement dans des secteurs clefs comme l'agriculture, l'exploitation des forêts ou l'éducation. A partir de 1974, le Canada amorce une coopération de type dynamique afin de stimuler les efforts des pays concernés par l'aide canadienne. Comme pour l'Afrique anglophone, les pays d'Afrique francophone réclament le réajustement de l'aide canadienne. Conscient de la situation mondiale, le Canada se penche alors sur le développement rural et accentue ses efforts envers les populations les plus pauvres de la région. Il faut également signaler que dans les deux régions, le Canada envoie de nombreux coopérants et accueille des étudiants africains. Grâce aux bourses de l'ACDI des étudiants africains peuvent poursuivre leur formation dans d'autres pays.

La sécheresse du début des années 1980 entraîne une grande famine qui touche toute l'Afrique et près de 150 millions de personnes. Le Canada est à la pointe du combat afin de venir en aide au continent africain. Avant même que les médias ne s'emparent de la tragédie, notamment en Ethiopie, Ottawa est déjà sur le front. Dès 1983, 50 millions sont versés par l'ACDI à titre de secours d'urgence⁴⁹. Le soutien canadien ne se dément pas tout au long de la période allant de 1980 aux années 1990. L'aide canadienne à l'Afrique ne cesse d'augmenter. Elle est estimée à 40% de l'aide totale du Canada aux pays du tiers monde en 1986⁵⁰. Face à la crise qui secoue l'Afrique, le gouvernement canadien prend des mesures visant à réduire la dette du continent. Les autres grandes puissances occidentales n'ont pas toutes agi de même. En effet on constate au milieu des années 1980, au moment où l'Afrique est au plus mal, que les ressources consacrées au développement du continent sont en baisse.

⁴⁷ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1970-1971*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1970.

⁴⁸ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1979-1980*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1979.

⁴⁹ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1983-1984*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1983.

⁵⁰ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1986-1987*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1986.

La politique canadienne dans les deux régions du continent est bien entendue basée sur le développement rural et sur les activités contribuant à la sécurité alimentaire. La lutte contre la pauvreté est constamment au cœur des préoccupations de l'aide canadienne en Afrique. Outre cette lutte, le Canada a à cœur la promotion du rôle des femmes sur le continent. Par le biais de l'initiative Afrique 2000, lancée en 1986, l'intégration de la femme dans le développement est mise de l'avant. Cette initiative a également pour but de permettre le développement de 2000 petits projets communautaires axés sur la recherche agricole, les problèmes de la sécheresse et de la désertification et l'autonomie alimentaire.

2.2.3 Le Canada au Rwanda

La coopération entre le Canada et le Rwanda est ancienne. Elle prend en compte des initiatives privées et des initiatives officielles. D'ailleurs depuis 1975, le Rwanda est un pays privilégié par l'aide canadienne en Afrique. Cette aide a été caractérisée pendant de longues années par des interventions ponctuelles. Ainsi depuis 1963, on estime à plus de 150 le nombre de projets canadiens mis en œuvre au Rwanda⁵¹. Le plus connu est l'œuvre du père Georges-Henri Lévesque, qui a institué l'Université nationale du Rwanda dans la ville de Butaré. « L'appui technique et financier à l'Université nationale du Rwanda fut également la première intervention bilatérale du Canada en Afrique francophone »⁵². Cette aide bilatérale à l'Université du Rwanda ne cesse de croître au cours des années. L'aide est augmentée de 750 000 dollars en 1970 et une allocation de 500 000 dollars est attribuée par le Canada à la construction de nouveaux locaux afin de loger les étudiants et le personnel enseignant⁵³. Au cours des années qui suivent, le Canada maintient un personnel enseignant et administratif au sein de l'université et finance son programme d'expansion. Au cours de la période allant de 1973 à 1978, la subvention canadienne pour l'université s'élève à 18,9 millions de dollars⁵⁴. Le Canada fait pratiquement vivre le fleuron de l'éducation rwandaise, tant son aide prend en

⁵¹ Sylvie Bélanger. « *L'aide alimentaire canadienne à l'Afrique : le cas du Rwanda* ». Mémoire, M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 1989.

⁵² *Ibid*, p. 164.

⁵³ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACIDI 1970-1971*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1970

⁵⁴ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACIDI 1973-1974*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1973.

charge tous les niveaux de fonctionnement de cette université. Outre l'Université nationale, le Canada initie d'autres projets de développement au Rwanda. Par exemple à partir de 1982, il lance le projet de développement rural du Mutara. Ce projet consiste en la mise en valeur de nouvelles terres dans les vallées marécageuses du Mutara afin d'y favoriser l'installation de populations provenant de zones surpeuplées du Rwanda. La première phase de ce projet a reçu 13.5 millions de dollars de l'ACDI⁵⁵. La seconde phase du projet, amorcée en 1985, permet l'installation de 613 familles de paysans et la mise en place de bonnes conditions agricoles. Ce projet contribue à associer les paysans à leur propre développement. Ces projets ne constituent qu'une infime partie de l'aide bilatérale canadienne au Rwanda. En effet, on constate que le Canada fournit des sommes considérables au Rwanda mais que cette manne n'est pas régulière (tableau 2.1) :

Tableau 2.1

AIDE BILATERALE CANADIENNE AU RWANDA (en millions de dollars)

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1.29	1.47	1.66	1.55	3.68	4.07	7.35	8.54	6.56	5.84
1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
8.06	11.44	12.28	14.45	11.81	6.52	8.02	12.34	15.09	22.25

Source : ACDI, *Rapports annuels, diverses années*.

Jusqu'en 1975, le Rwanda ne fait pas partie des priorités canadiennes en Afrique francophone, et en Afrique en général. En 1975, le Rwanda devient le 9^e pays bénéficiaire de l'aide canadienne en Afrique francophone. En 1976, il se hisse à la 3^e place dans la hiérarchie de la région. Les années 1978 et 1979 marquent un recul dans la valeur de l'aide canadienne.

⁵⁵ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1985-1986*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1985.

Ce recul n'est pas particulier au Rwanda, il touche toute l'Afrique. Les années 1980 soulignent une augmentation constante de l'aide canadienne au Rwanda et cela jusqu'en 1985. En 1986, on assiste à une baisse significative de l'aide bilatérale que reçoit le Rwanda. La fin des années 1980 voit une nouvelle hausse constante de l'aide bilatérale canadienne au Rwanda. Ces variations sont souvent consécutives aux fléaux qui touchent l'Afrique et qui font réagir le Canada, toujours prompt à venir en aide à ce continent. Mais également avec les réorientations de politique de l'ACDI, qui tendent vers les concentrations envers certains pays d'Afrique, dont le Rwanda. Et cela même si l'agence canadienne vient en aide à tous les pays d'Afrique.

Dans le cadre de l'aide bilatérale, l'aide alimentaire canadienne est acheminée vers le Rwanda depuis 1976. Il s'agit d'une aide allouée sur une base annuelle. Cette aide est de moins de 1 million de dollars avant le début des années 1980 : 100 000 dollars en 1976⁵⁶, 400 000 dollars en 1977⁵⁷, 360 000 dollars en 1978⁵⁸ et 520 000 dollars en 1979⁵⁹. Au cours des années 1980, l'aide alimentaire canadienne atteindra jusqu'à 3,5 millions de dollars en 1985. Cette explosion est sans doute due à la sécheresse et la famine qui touchent l'Afrique au cours de cette période. « Le programme d'aide alimentaire au Rwanda vise trois objectifs : combler le déficit alimentaire du pays, réduire les pressions sur la balance des paiements, et alimenter un fonds de contrepartie devant servir entre autres au financement de petits projets de développement »⁶⁰.

⁵⁶ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1976-1977*. Ottawa : Agence canadienne de développement internationale, 1976.

⁵⁷ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1977-1978*. Ottawa : Agence canadienne de développement internationale, 1977.

⁵⁸ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1978-1979*. Ottawa : Agence canadienne de développement internationale, 1978.

⁵⁹ Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1979-1980*. Ottawa : Agence internationale de développement international, 1979.

⁶⁰ Sylvie Bélanger, *op. cit.*, p 170.

2.3 Conclusion

Le Rwanda n'est pas une découverte pour les plus grandes instances canadiennes en 1994, bien au contraire. Le Canada est un soutien extérieur important de ce pays depuis son indépendance en 1962. La seule création de l'Université nationale du Rwanda en est la preuve. Par la suite l'aide canadienne, principalement par le biais de l'ACDI, ne s'est jamais démentie. Toutes les informations de ce chapitre, aussi bien sur l'histoire rwandaise que sur l'engagement canadien en Afrique, nous indiquent que le Rwanda n'était pas simplement connu en 1994 comme le pays le plus densément peuplé d'Afrique : la communauté internationale considérait le Rwanda comme un modèle de stabilité dans les années 1980. Un pays qui méritait d'être aidé et qui mettait à profit cette aide internationale pour se développer. Le Canada n'a pas été le dernier dans ce processus. Que l'action canadienne au Rwanda ait commencé bien avant avril 1994 est un fait établi.

Mais cette présence canadienne au Rwanda est-elle un gage de la façon dont la presse canadienne traitera du génocide de 1994 ? Il est certain qu'à la lueur des relations entre les deux pays le Rwanda n'est pas une terre inconnue pour les journalistes canadiens. En effet, le Canada s'est suffisamment investi au Rwanda pour que logiquement cet engagement soit pris en compte par la presse du pays. Même si le Rwanda demeure, pour une grande partie de la population canadienne, un pays inconnu avant 1994, cela n'est pas le cas pour les journalistes qui s'intéressent aux relations internationales du Canada. Ainsi, compte tenu des informations que ce chapitre apporte sur les liens entre les deux pays, on peut sans doute supposer que la presse canadienne ait informé la population au mieux des événements qui ont marqué le Rwanda de avril à juillet 1994. En effet, comment une telle présence pourrait-elle être ignorée de la presse canadienne ? Cela renforce le sentiment que le génocide a été traité en adéquation de cet engagement, même si aucune certitude n'est présente. En effet, la presse publie des informations susceptibles d'intéresser les lecteurs. Il sera donc nécessaire de vérifier s'il est fait mention des liens entre les deux pays dans le cadre de la couverture du génocide dans la presse canadienne.

CHAPITRE III

LA PRESSE ET LE GLOBE AND MAIL : UN RÉCIT DÉTAILLÉ

La Presse et le *Globe and Mail* sont associés dans ce chapitre car ces deux quotidiens offrent la meilleure couverture du génocide. Ils permettent une lecture des événements rwandais au jour le jour. L'utilisation des dépêches d'agences de presse n'y est pas étrangère. A cet égard, il est nécessaire de signaler que le quotidien de Montréal en a fait une utilisation plus systématique que le *Globe and Mail*. Mais au final, dans un cas comme dans l'autre le lecteur a été informé quotidiennement de ce qui se passait au Rwanda. Néanmoins l'utilisation de ces dépêches ne représente qu'une partie, certes importante sur le plan quantitatif, de l'information traitée par les deux journaux au sujet du génocide rwandais. *La Presse* et le *Globe and Mail* apportent une lecture complète grâce à la qualité de leurs reportages, de leurs articles de fond, de leurs éditoriaux et des avis qu'ils sollicitent de la part des spécialistes. Étant donné que seuls les articles allant au-delà de la simple information sont pris en compte, il ne sera pas ici question des dépêches. Mais néanmoins, il faut démontrer comment les deux quotidiens ont réussi le dosage des autres éléments de leur ligne éditoriale.

Dans un premier temps, il faudra aborder la façon dont les journalistes ont couvert le génocide rwandais. Cette partie s'appuiera uniquement sur les articles, les analyses et les éditoriaux. Puis, il sera nécessaire de se pencher sur l'apport des spécialistes. Sont

nommés ici spécialistes, ceux qui ont une connaissance approfondie du Rwanda ou qui y ont vécu. Ils apportent des précisions que les journalistes n'ont pas ou ne peuvent pas forcément fournir. Outre ces spécialistes, les Rwandais qui vivent au Canada apportent également leur pierre à l'édifice de l'information évoquant ce qui se passe dans leur pays. Enfin, les reportages permettront de se rapprocher de la réalité rwandaise, qui demeure assez abstraite pour les lecteurs.

La Presse et le *Globe and Mail* ont constamment évoqué le Rwanda du 7 avril au 18 juillet 1994. Mis à part les journées au cours desquelles les deux journaux ne sont pas parus, on ne compte que très peu de jours où les événements du Rwanda n'ont pas été évoqués dans leurs pages. Tout au long des mois d'avril et de mai plusieurs articles, incluant les dépêches, sont consacrés au Rwanda dans les deux journaux. Certains jours la majorité de la section internationale est uniquement occupée par le génocide. Par la suite le nombre d'articles sur le Rwanda sera moins important, mais cela n'empêchera pas que certains jours le génocide soit évoqué à raison de trois ou quatre articles dans le même numéro. Cette observation s'applique également aux unes consacrées au Rwanda. En effet au cours du mois d'avril et au début du mois de mai, la question rwandaise se trouve très souvent en première page de *La Presse* et du *Globe and Mail*. S'il n'est pas évoqué en première page, on consacre au génocide les premières pages de la section internationale. La seconde partie du mois de mai et les mois de juin et juillet verront les événements rwandais apparaître en première page seulement pour souligner un événement sortant de « l'ordinaire » comme un massacre à grande échelle, une évacuation de réfugiés réussie ou une intervention étrangère. Ainsi plus le temps avancera, plus le génocide au Rwanda sera noyé dans le reste de l'actualité.

3.1 Une ligne éditoriale qui suit la trame des événements

3.1.1 Des massacres qui trouvent leurs origines dans l'histoire

3.1.1.1 L'histoire vue par les journalistes

Les événements qui touchent le Rwanda d'avril à juillet 1994 trouvent logiquement leurs origines dans l'histoire du pays. Les journalistes des deux quotidiens se plongent dans celle-ci afin de donner aux lecteurs les clefs pour comprendre la situation. Une unanimité se dégage de ces articles pour désigner les « anciennes puissances coloniales »¹ responsables de la situation générale de l'Afrique et du Rwanda en particulier. Le constat est clair en Afrique avec un découpage géographique datant de l'époque coloniale qui ne correspondait pas aux réalités ethniques du terrain et dont les conséquences sont alors visibles ; et au Rwanda, où Allemands et Belges se sont appuyés tantôt sur les uns, tantôt sur les autres afin d'asseoir leur domination. Il ne fait aucun doute pour les journalistes que la situation au Rwanda en 1994 est en grande partie due à la politique coloniale allemande, mais surtout belge. L'administration coloniale a institutionnalisé les divisions entre tutsis et hutus. Et après s'être appuyée sur les tutsis, cette administration a soutenu le soulèvement hutu, qui découle « du bouleversement des rapports de force imposés par le colonisateur »².

Cette partie de l'histoire du Rwanda est présentée par les journalistes pour expliquer tout ce qui se passe par la suite dans ce pays et qui culmine en 1994 : la révolte hutue contre l'aristocratie tutsie et les massacres fréquents contre les tutsis, les différents exodes tutsis à la suite des massacres, les tentatives des exilés pour rentrer au Rwanda, la formation du FPR en exil. Un cercle vicieux qui atteint son paroxysme avec le génocide. Avec leur volonté de diviser les autochtones, les colonisateurs ont joué un rôle important dans la tragédie rwandaise. Voilà en substance ce qui ressort de la présentation de l'histoire rwandaise par les journalistes de *La Presse* et du *Globe and Mail* qui se sont penchés sur la question. Certes, la colonisation n'est pas la seule coupable mais on lui attribue une grande part de responsabilité.

¹F. Wagnière, « Au cœur du continent du désespoir », Editorial, *La Presse*, 8 avril 1994, page B2.

²C. David, « Au-delà des apparences simplificatrices de conflit ethnique », *La Presse*, 14 avril 1994, page C1.

On ne peut non plus parler d'exhaustivité dans les récits des journalistes. En effet, l'histoire du Rwanda n'est relatée que dans ses grandes lignes. La colonisation et les années 1990, au moment de l'attaque du FPR, sont les deux périodes sur lesquelles l'accent est mis. Les grandes lignes permettent au lecteur de saisir comment des habitants d'un même pays peuvent autant se déchirer.

En général, les journalistes présentent l'histoire de ce pays de la même manière. Mais outre une certaine superficialité dans le récit, du fait de la taille des articles, on peut également noter que les subtilités de l'histoire du Rwanda ne sont pas totalement intégrées par certains journalistes. Concernant surtout le FPR et les tutsis en général, cela peut être résumé dans cette phrase « la minorité ethnique des tutsis cherche toujours à prolonger sa domination sur la majorité des hutus »³. Cette affirmation constitue une erreur car mises à part les années 1960, au cours desquelles les partisans du régime aristocratique ont tenté de reprendre le contrôle du pays par la force, il n'est jamais fait mention dans l'histoire de la volonté des tutsis du Rwanda de s'imposer à la majorité hutue. Ce qui semble être le cas pour le Burundi durant les années 1990, ne doit pas être appliqué au Rwanda. Un autre exemple est celui du FPR : il est souvent décrit dans certains articles comme composé exclusivement de tutsis. Mais il est trop rarement mentionné que le mouvement rebelle s'est créé hors du Rwanda, avec des Rwandais, tutsis et hutus, issus des vagues d'exodes successives ou qui ont été obligés de fuir car ils s'opposaient au régime en place. D'ailleurs en 1994, le principal responsable du mouvement est hutu : Alexis Kanyarengwe, ancien opposant du président Habyarimana⁴.

3.1.1.2 Un aspect politique, puis ethnique

Les événements du Rwanda s'inscrivent dans deux objectifs bien précis : le premier concerne l'élimination des hutus opposés au président Habyarimana et le second a pour but l'élimination des tutsis. Dès les premiers jours du mois d'avril, cette réalité est comprise et relatée par les journalistes des deux quotidiens avec une grande lucidité. L'aspect politique

³ F. Wagnière, « Au cœur du continent du désespoir », Editorial, *La Presse*, 8 avril 1994, page B2.

⁴ R. Hazel et H. Twagiramungu, « Rwanda : le Réveil des démons », *La Presse*, 14 avril 1994, page B3.

est expliqué avec toutes ses subtilités. D'ailleurs cet aspect prime chez de nombreux journalistes pour expliquer la réalité des événements. Ainsi selon Charles David de *La Presse*, l'aspect ethnique ne servirait qu'à masquer une crise politique dont le but serait le pouvoir⁵. Cette hypothèse peut être corroborée par le fait que les Accords d'Arusha, qui prévoient la mise en place d'un gouvernement ouvert à tous les partis, ont été fortement contestés dans le propre camp du Président Habyarimana, «some hutus denounced President Habyarimana for agreeing to the deal »⁶.

Néanmoins l'aspect organisé et planifié des massacres ne semble pas évident pour tous les journalistes. Dans un éditorial, Frédéric Wagnière de *La Presse* déclare que «les massacres ont bien des causes politiques lointaines, mais leur horreur est due à la haine et à la peur et ne reflète aucun programme le moins cohérent »⁷. Les tueries sont mises sur le compte « des bandes à peine organisées »⁸. Cet éditorial paraît le 11 mai, soit un mois après le début de la campagne de terreur au Rwanda. A cette date, la majorité des journalistes et des spécialistes, toutes les agences de presse, toutes les organisations humanitaires sont d'accord sur l'aspect méthodique et organisé des tueries. Les tueurs sont identifiés comme faisant partie principalement des terribles milices Interhamwe. Même s'il est conscient que les premières victimes sont des hutus opposés à la politique gouvernementale, puis par la suite des tutsis, les raisons de ces tueries sont pour Wagnière uniquement dues à « la colère, la haine et la peur »⁹. L'éditorialiste apparaît quelque peu isolé dans la lecture quasi uniforme de ce qui se passe au Rwanda, car il suggère que cette flambée de violence est simplement spontanée alors que ses collègues l'inscrivent dans un vaste plan organisé.

Les certitudes des journalistes sur la situation au Rwanda sont confirmées par les témoignages des Rwandais qui ont survécu aux massacres. Leur lucidité démontre qu'ils ont vite compris ce qui se passait dans leur pays. Qu'ils soient hutus ou tutsis, ils disent tous la même chose : les massacres ont connu deux phases organisées. Un tutsi déclare « on a aussi

⁵ C. David « Au-delà des apparences simplificatrices de conflit ethnique », *La Presse*, 14 avril 1994, page C1.

⁶ J. Sallot, « The demonology of Rwanda », *The Globe and Mail*, 14 avril 1994, page D1.

⁷ F. Wagnière, « Guerre, haines, massacres et famine », Editorial, *La Presse*, 11 mai 1994 page B2.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

massacré des hutus qui s'opposaient à Habyarimana »¹⁰, tandis que pour un autre « l'élite du pays a été décapitée »¹¹, en faisant référence aux nombreux responsables qui ont été exécutés dès l'annonce de l'attentat contre l'avion présidentiel. Les tutsis sont bien conscients qu'ils ne sont pas les seules victimes des tueries et qu'il s'agit d'un vaste plan organisé. Mais ils savent aussi très bien que le mot d'ordre final est « tuer les tutsis »¹². L'ancien ministre des finances, le hutu Marc Rugenera, ne dit pas autre chose. Lui qui était promis à une mort certaine, analyse la situation avec l'expérience de l'homme politique qui sait de quoi il parle. Selon lui, « au-delà des clichés ethniques, il y a la clique d'Habyarimana, des extrémistes Hutus qui refusaient de partager le pouvoir »¹³. Par cette analyse, il rejoint ce que de nombreux journalistes soupçonnaient sur les motivations des membres du « Hutu power ». La doctrine des extrémistes hutus, basée sur l'ethnie, a pu permettre d'éliminer les hutus démocrates, puis la population tutsie considérée comme une ennemie héréditaire. « Au nom de l'ethnie, on peut faire n'importe quoi, comme des massacres par exemple »¹⁴.

Les deux aspects du génocide rwandais apparaissent rapidement dans les articles des deux journaux. La situation est expliquée aux lecteurs de telle façon que le doute n'est pas permis. L'apport des témoignages de ceux qui ont échappé aux tueries est un élément de poids. Rescapés hutus et tutsis vont dans le même sens concernant les responsabilités et les motivations des responsables.

3.1.1.3 Jugement sur les forces en présence au Rwanda

L'armée rwandaise composée majoritairement de hutus issus de la région natale du président Habyarimana et les milices, notamment les Interhamwe, sont pointées du doigt par les journalistes pour leur rôle dans les tueries. La garde présidentielle semble avoir été particulièrement active dès l'annonce de l'attentat. Elle est accusée d'être impliquée dans la mort des principaux dirigeants politiques hutus, qui auraient pu contrecarrer les plans des

¹⁰M. Ouimet, « Rescapés de l'enfer de Kigali », *La Presse*, 30 avril 1994, page A1.

¹¹*Ibid.*

¹²M. Ouimet, « On va t'épargner mais le bébé va mourir », *La Presse*, 5 mai 1994, page A1.

¹³M. Ouimet, « L'ex ministre des finances a survécu grâce à la radio qui a annoncé sa mort », *La Presse*, 6 mai 1994, page A1.

¹⁴*Ibid.*

extrémistes. Les témoignages des rescapés interrogés par les différents journalistes sont édifiants sur la participation de l'armée et des milices. Il ressort également des articles et des témoignages, que la population hutue a largement participé aux massacres et aux pillages. Cette participation découle de la volonté des « cerveaux » du génocide d'impliquer la population hutue entière contre les tutsis dans un schématique « nous contre eux » : unifier la population contre l'ennemi commun. Dans cette optique, l'utilisation des soi-disant différences entre hutus et tutsis a été très efficace, car elles étaient ancrées dans les mœurs : « the extremists try to use morphology to distinguish tutsis from hutus »¹⁵. Ceux qui refusent de participer aux massacres et aux pillages, sont considérés comme des ennemis de la cause hutue ; en cas de participation, la promesse de récupérer les effets personnels, les terres, les troupeaux des victimes est un facteur de motivation certain.

Face à l'appareil de liquidation hutu, des journalistes considèrent le FPR comme la seule alternative valable. Le mouvement rebelle apparaît dans les articles comme discipliné et efficace. La majorité des survivants doit son sauvetage à une intervention du FPR. Dans les zones qu'il contrôle, on n'assiste pas aux massacres qui ont cours dans les zones gouvernementales, « le FPR contrôle le nord du pays et il ne touche pas les civils »¹⁶. Mais le mouvement a aussi des détracteurs. Il est « coupable » par son intrusion armée dans le pays, au début des années 1990, d'avoir déclenché « le retour terrible des démons tribalistes là et au Burundi voisin »¹⁷. En un mot, d'avoir troublé le calme dans la région. Selon les journalistes qui le remettent en question, le mouvement n'est pas mis sur le même pied d'égalité que le gouvernement Habyarimana, alors que les deux ont été accusés d'atrocités. Cette accusation de massacres commis impunément reviendra à de nombreuses reprises dans le cas du FPR. Frédéric Wagnière lui prête des velléités de retour « à des rapports presque féodaux »¹⁸ en cas de victoire sur l'armée rwandaise. Il ne croit d'ailleurs pas, comme de nombreux observateurs, que le FPR puisse représenter une alternative démocratique crédible du fait de

¹⁵ J. Sallot, « The demonology of Rwanda », *The Globe and Mail*, 14 avril 1994, page D1.

¹⁶ M. Ouimet, « Expérience traumatisante pour les délégués de la Croix-Rouge », *La Presse*, 1^{er} mai 1994, page A2.

¹⁷ J. Khan, « Le flot des armes », *La Presse*, 27 avril 1994, page B4.

¹⁸ F. Wagnière, « Guerre, haines, massacres et famine », Editorial, *La Presse*, 11 mai 1994, page B2.

sa composition. En effet, le mouvement rebelle est composé en majorité par des tutsis qui ne représentent que 15% de la population totale du pays.

Ainsi on assiste à une unanimité chez les journalistes pour affirmer que l'armée rwandaise et les milices hutues constituent le bras armé du régime. Mais on ne retrouve pas cette unanimité dans le cas du FPR. Certains estiment que le mouvement est aussi responsable du chaos rwandais que l'armée et les milices, tandis que les autres le voient comme la seule force capable de mettre fin aux massacres. On retrouve ici les mêmes jugements sur le FPR que dans le chapitre précédent, notamment sur son implication dans le désastre rwandais. En effet, certains lui ont reproché sa stratégie d'encerclement. Si elle lui garantissait une victoire totale, elle a aussi permis que les massacres se poursuivent sans retenue.

3.1.2 L'attitude de la communauté internationale

3.1.2.1 Le monde tourne le dos au Rwanda

Les mots ne sont pas assez durs sous la plume des journalistes pour qualifier l'attitude des pays occidentaux et des organisations internationales face à la tragédie rwandaise. Dès la réduction drastique du nombre de Casques bleus au Rwanda, le général Dallaire ne cesse de réclamer des renforts qui lui permettraient de faire le minimum. Ses appels restent longtemps vains. L'attitude de la communauté internationale soulève de nombreuses questions de la part des journalistes, surtout lorsqu'ils constatent qu'au même moment la Yougoslavie est plongée en plein chaos et qu'elle reçoit toute l'aide possible, aussi bien militaire que matérielle. Sans vouloir faire une comparaison des tragédies, selon des estimations datées du 29 avril, le nombre de victimes en Bosnie (200 000) en deux ans pourrait être atteint en six semaines au Rwanda¹⁹. Certains articles posent alors un certain nombre de questions, qui pourraient se résumer à : pourquoi la Bosnie et pas le Rwanda ?

¹⁹J. Sallot, « Why Rwanda is not Bosnia », *The Globe and Mail*, 29 avril 1994, page A13.

Pour les journalistes les faits sont édifiants. Les Nations Unies autorisent l'envoi de 10 000 casques bleus supplémentaires en Bosnie, alors qu'au Rwanda le contingent est réduit à sa portion congrue. Les articles soulignent à juste titre que tous les pays occidentaux susceptibles de venir en aide au Rwanda ont de « bonnes » raisons de ne pas le faire : la Belgique, qui possède des liens étroits avec le Rwanda du fait de la colonisation, ne veut plus entendre parler d'envoyer des troupes à la suite de la perte de ses 10 Casques bleus au début des massacres ; l'Allemagne, premier pays européen à s'être impliqué au Rwanda, invoque des raisons constitutionnelles ; la France, soutien historique du régime Habyarimana, a déjà mobilisé de nombreux moyens en Yougoslavie ; même argument pour la Grande-Bretagne ; les États-Unis, sont traumatisés par leur expérience désastreuse en Somalie²⁰. De nombreux autres pays ne souhaitent pas faire intervenir des troupes tant que leur sécurité n'est pas assurée. Quant à l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), elle montre ses limites car elle ne dispose pas de moyens pour envoyer une force africaine sur place malgré sa bonne volonté. Dans ce marasme, il est mentionné que seul le Canada propose les services de 300 spécialistes en communication, en plus du seul avion des forces canadiennes qui continue de ravitailler Kigali en dépit des risques. D'ailleurs on souligne dans *La Presse* que le Rwanda et le Burundi ont toujours été bien vus au Canada, notamment au Québec, « parce que ces pays francophones ont de bons rapports avec le Québec »²¹.

Un éditorial du *Globe and Mail* laisse le choix des mots tant la situation est incompréhensible : « Pathetic. Shameful. Immoral. Irresponsible »²². Ce choix n'est pas anodin pour décrire le blocage que la communauté internationale s'impose. Chaque pays a ses raisons pour ne pas intervenir, mais certains journalistes y voient peut-être le « spectre of racism »²³. Selon les journalistes cette attitude découlerait surtout d'une indifférence envers une situation qui ne peut pas avoir de conséquences sur les pays occidentaux. En effet, la situation du Rwanda ne peut avoir aucune incidence sur ce qui se passe dans le monde, alors que celle en ex-Yougoslavie peut mettre le feu aux poudres à toute une région, voire à toute l'Europe. La différence entre les deux situations est bien exprimée par cette déclaration d'un

²⁰ « Who will help Rwanda », Editorial, *The Globe and Mail*, 8 juin 1994, page A22.

²¹ F. Wagnière, « Au cœur du continent du désespoir », Editorial, *La Presse*, 8 avril 1994, page B2.

²² « Where is the world? », Editorial, *The Globe and Mail*, 18 juin 1994, page D6.

²³ J. Sallot, « Why Rwanda is not Bosnia », *The Globe and Mail*, 29 avril 1994, page A13.

diplomate onusien, « We call them world wars when they break out in Europe. Africa ? They are little tribal conflicts »²⁴. En somme, selon les journalistes, le Rwanda ne représente quasiment aucun intérêt pour le monde occidental.

Personne ne comprend l'attitude de la communauté internationale et les journalistes encore moins. Le titre de l'éditorial du *Globe and Mail*, « Where is the World », résume à lui tout seul le sentiment journalistique sur cette attitude. Aucune circonstance atténuante ne vient adoucir les articles des deux journaux. Ce qui se passe en Afrique est-il moins important que ce qui se passe en Europe ? Ou le monde est-il blasé des éternelles guerres ethniques qui secouent les pays africains depuis leur indépendance ? Pour les journalistes, la réponse à ces deux questions est indiscutablement oui.

3.1.2.2 L'Opération Turquoise : du soulagement à la suspicion

Outre la Belgique, quel pays était le mieux placé pour intervenir au Rwanda ? La France. Depuis l'accession au pouvoir de Juvénal Habyarimana, les deux pays ont toujours eu des relations privilégiées. Sans la coopération française auprès de l'armée rwandaise, au début des années 1990, le FPR serait sans doute devenu maître du pays. A partir du 16 juin 1994, les deux quotidiens se font l'écho d'une initiative française de vouloir envoyer au Rwanda des troupes afin de protéger les civils des massacres, si la situation ne s'améliore pas sur le terrain. Il est également fait mention des nombreuses voix s'élevant contre cette intervention, notamment le FPR et l'OUA qui remettent en cause les liens entre la France et le régime Habyarimana. Mais cette intervention paraît logique, tant il est vrai que « la France est la seule puissance européenne à avoir gardé une véritable politique africaine tant économique et culturelle que politique et militaire »²⁵. Face à l'apathie généralisée, cette solution, si elle n'est pas la meilleure, a le mérite d'exister. Comme le souligne Frédéric Wagnière : « l'intervention française n'est certes pas la solution, mais le Rwanda ne peut se passer d'une intervention massive de l'étranger »²⁶. S'il comprend les craintes du FPR, le journaliste ne veut surtout pas voir d'aspect négatif dans l'intervention française : « son geste

²⁴ *Ibid.*

²⁵ F. Wagnière, « L'Afrique boude la France », Editorial, *La Presse*, 23 juin 1994, page B2.

²⁶ *Ibid.*

est notamment destiné à soulager les tutsis »²⁷. Ainsi la France s'engageait dans une mission assez complexe, en effet « it had trained the Rwandan army that has been implicated in some of the worst atrocities »²⁸. Dans le même ordre d'idée, les journalistes n'oublient pas que la France a été le principal soutien occidental financier et moral du régime Habyarimana, malgré les rapports négatifs des organisations des droits de l'homme.

A la question « que va faire la France au Rwanda ? », de nombreux journalistes répondent dans des termes qui ne rendent pas hommage au pays des droits de l'homme. Les quotidiens font état de nombreuses divergences au sein de la classe politique française à propos du bien fondé de l'Opération Turquoise, compte tenu du fait que la France se lance dans « l'aventure » quasiment seule, un peu comme les États-Unis l'avaient fait en Somalie. Une autre question revient assez souvent : pourquoi intervenir à ce stade, alors que près de 300 000 à 500 000 personnes ont été massacrées ? Deux hypothèses se dégagent selon Louis Robitaille de *La Presse*. La première suggère que la France intervient afin de « se faire pardonner »²⁹ sa politique passée au Rwanda. La seconde suggère que l'Opération Turquoise n'a pour but que d'empêcher la victoire du FPR ; car le mouvement est composé par des expatriés rwandais qui ont vécu en exil et qui s'expriment en anglais. Ainsi, il existe une crainte qu'en cas de victoire du FPR, le Rwanda passe sous influence anglo-saxonne. La France perdrait alors un allié fidèle en Afrique. Cette hypothèse est confirmée lorsque l'armée française brise la neutralité de sa mission en créant une zone humanitaire afin de recueillir les réfugiés, mais surtout d'empêcher l'avance du FPR. La crainte est que cette zone « could be an effort to protect some of the hutus responsible for atrocities »³⁰. Cette « intervention aussi grossière »³¹ donne raison à tous ceux qui se méfiaient de l'Opération Turquoise. Elle donne aussi l'occasion à ceux qui la trouvaient juste, de changer d'opinion. Selon Frédéric Wagnière, de *La Presse*, la France a sombré « dans le colonialisme »³². Il va même plus loin, en remettant complètement en cause l'attitude présente, mais aussi passée de

²⁷ *Ibid.*

²⁸ L. Hossie, « The French presence in Rwanda », *The Globe and Mail*, 8 juillet 1994, page A23.

²⁹ L. Robitaille, « Que vient donc faire la France dans la galère rwandaise ? », Editorial, *La Presse*, 26 juin 1994, page A2.

³⁰ L. Hossie, « The French presence in Rwanda », *The Globe and Mail*, 8 juillet 1994, page A23.

³¹ F. Wagnière, « Les mains sales », Editorial, *La Presse*, 6 juillet 1994, page B2.

³² *Ibid.*

la France au Rwanda : « sans elle, le Rwanda aurait probablement connu de multiples crises et révoltes, mais cet effroyable génocide lui aurait été épargné »³³. Le journaliste a complètement changé d'avis sur la nécessité de l'Opération Turquoise et sur la politique française au pays des milles collines.

Si dès le départ l'intervention française suscite des interrogations et des craintes chez les journalistes, elle apparaît néanmoins nécessaire vu la réponse passive du monde aux massacres rwandais. Mais l'évolution de l'Opération Turquoise amène même les plus optimistes à la remettre en cause. Il est intéressant de constater comment en quelques jours l'opinion de Frédéric Wagnière change radicalement sur le sujet. La France fait face à ses contradictions : organiser une intervention humanitaire, donc neutre, dans un pays dont elle est le principal soutien d'un régime accusé presque unanimement de génocide. Ses contradictions apparaissent assez vite aux journalistes et les renforcent dans leur sentiment que l'Opération Turquoise n'a d'humanitaire que le nom.

3.1.3 Les autres journalistes au diapason

Le *Globe and Mail* a utilisé des articles tirés du *New York Times* afin d'apporter un autre éclairage et de compléter son analyse des événements. En complément des articles sur l'indifférence du monde occidental envers le Rwanda, est publiée le 16 avril 1994, une analyse de Elaine Sciolino, sous le titre « West shuns Rwandan horror ». Si dans les années 1960 les puissances occidentales sont intervenues dans les pays africains en quête de leur indépendance, c'est qu'elles y trouvaient leurs intérêts. A titre d'exemple, on pourrait citer dans un contexte de guerre froide la lutte entre les États-Unis et l'ex-Union Soviétique en Afrique afin que tel ou tel pays nouvellement indépendant ne rejoigne pas le camp de l'autre.

Mais quel est l'intérêt d'intervenir au Rwanda ? Les puissances occidentales avaient toutes de « bonnes » raisons de ne pas s'impliquer. Aucun pays n'est disposé « to risk the lives of its troops for a failed Central African nation-state with a centuries-old history of

³³ *Ibid.*

tribal warfare »³⁴. Cette façon de voir les choses est surtout vraie aux États-Unis. D'ailleurs Sciolino souligne que Républicains et Démocrates sont d'accord sur l'inutilité d'une intervention américaine au Rwanda. Le « gendarme du monde », encore traumatisé par son échec en Somalie, use de tout son poids au sein des Nations Unies afin de bloquer toute proposition qui irait dans le sens d'une intervention. Cet article complète et rejoint ceux du *Globe and Mail*, traitant de l'attitude occidentale passive. L'attitude des États-Unis explique sans doute pourquoi de nombreux pays n'ont pas voulu ou pu imposer leur volonté concernant le Rwanda au sein de la communauté internationale.

Les autres articles du *New York Times* concernent l'Opération Turquoise, mais sont très différents. On y précise que les troupes françaises ont été accueillies en héros par la population et les autorités hutues car dans leur esprit, elles étaient venues pour arrêter définitivement le FPR. Ces troupes françaises qui étaient au Rwanda pour protéger les civils hutus pourchassés par le FPR et ses alliés tutsis. Mais elles ont été très vite confrontées à la réalité. « We were manipulated »³⁵, déclare un soldat français à la suite de la découverte de civils tutsis que les autorités hutues avaient fait passer pour des « rebelles ». Les troupes françaises découvrent des hommes, des femmes, des enfants mal en point qui résistent depuis un moment aux assaillants hutus. Cet article illustre le paradoxe des soldats français, qui arrivent et qui se rendent compte que certains soldats rwandais qu'ils ont formés sont devenus des tueurs. De sauveurs, ils sont devenus ennemis pour les hutus. Si la situation sur le terrain est devenue intenable pour les troupes, les journalistes évoquent une situation en France qui n'est pas meilleure. L'Opération Turquoise n'est plus neutre, elle est passée en mode offensif suite aux ordres de Paris d'éviter que le FPR ne poursuive son avancée dans le pays. Cette évolution de la mission humanitaire initiale délie les langues en France. De nombreuses informations embarrassantes sur les relations entre Paris et Kigali apparaissent dans la presse française. Ainsi dans le *Canard Enchaîné*, on apprend par exemple qu'après l'attentat contre l'avion présidentiel, le président français a envoyé des spécialistes de la sécurité à Kigali pour « search not only for the rocket launcher that shot down Mr

³⁴ E. Sciolino (*New York Times*), « West shuns Rwandan horror », *The Globe and Mail*, 16 avril 1994, page A17.

³⁵ R. Bonner (*New York Times*), « French protect suffering Tutsis », *The Globe and Mail*, 2 juillet 1994, page A13.

Habyarimana's aircraft but also for the Rwandan president's files »³⁶. Même au sein du gouvernement français, la mission ne semble pas faire l'unanimité. Elle aurait d'ailleurs été décidée sans débat parlementaire. Au Rwanda comme en France on se rend compte qu'en réalité l'Opération Turquoise n'est peut-être pas celle que les autorités avaient si bien présentée.

3.2 Des spécialistes aux vues divergentes

3.2.1 Les dérives des gouvernements Hutu

Certains spécialistes sont formels : il ne faut en aucun cas se laisser abuser par ce qui se passe au Rwanda. Il ne s'agit pas d'un simple cas de guerre tribale : la situation est plus complexe et on en trouve les origines dans l'histoire du pays. En s'appuyant eux aussi sur l'histoire, les spécialistes constatent que, à l'instar du génocide qui a eu deux phases, le Rwanda a également connu deux phases dans son histoire. La première est connue de tous et concerne les massacres et exodes des tutsis depuis 1959, date de la « révolution hutue », où le pouvoir monarchique et aristocratique tutsi a été renversé. Cette période prend fin en 1973, avec l'arrivée de Juvénal Habyarimana au pouvoir. Elle est donc caractérisée par une violence dirigée contre les tutsis « en tant que soi-disant membres de l'ex-élite dominante »³⁷. Puis à partir de 1973, on assiste à un tout autre genre de guerre d'influence. En effet, le nouveau président privilégie exclusivement les membres de sa région, le nord du Rwanda, ce qui attire le ressentiment des hutus du centre, du sud, de l'est et bien sûr des tutsis qui voyaient dans le nouveau régime un espoir de vie meilleure³⁸. Cette phase de mécontentement conduit au multipartisme.

³⁶M. Simons (*New York Times*), « A world power flexes muscles », *The Globe and Mail*, 5 juillet 1994, page A8.

³⁷R. Hazel et H. Twagiramungu, « Rwanda : le Réveil des démons », *La Presse*, 14 avril 1994, page B3.

³⁸*Ibid.*

A un autre niveau de responsabilité, ces spécialistes désignent les Occidentaux. En premier lieu, les colonisateurs qui ont trouvé une collectivité dans laquelle hutus et tutsis étaient des « composantes [...] bien différenciées du même peuple »³⁹. Ensuite les pays qui ont continué à soutenir le Rwanda malgré ses dérives ont permis aux différents dirigeants du Rwanda, « un des enfants gâtés de la coopération internationale »⁴⁰, de continuer leur politique antidémocratique et violente. Robert Hazel, ex-coopérant au Rwanda et docteur en anthropologie et Hermégilde Twagiramungu, docteur vétérinaire et ancien vice-doyen de la Faculté d'agronomie de l'Université nationale du Rwanda, sont particulièrement critiques envers le Canada dont certaines institutions ont « soutenu les deux régimes rwandais à se succéder depuis l'indépendance »⁴¹. Ces pays occidentaux qui sont les principaux fournisseurs de l'aide internationale à l'Afrique en général et au Rwanda en particulier ont, selon ces deux spécialistes, un devoir de responsabilité envers le Rwanda.

Les gouvernements rwandais successifs ont utilisé la manipulation à tous les niveaux. Il fallait que toute la population soit impliquée dans cette violence. Et comment impliquer toute une population dans des massacres de voisins, d'amis, de collègues qui avaient le malheur de ne pas être hutu ou de ne pas plaire au gouvernement ? Selon Roger Winter, directeur d'une agence humanitaire privée américaine, cette implication passait par la manipulation car dans la réalité « les déchaînements de violence ne font en aucune façon partie de la culture traditionnelle du peuple rwandais »⁴². Dans cette société hiérarchisée, la parole du pouvoir est parole d'évangile. Au Rwanda où 90% de la population est paysanne, comment ne pas se fier à la parole venue des autorités ? La manipulation des médias étrangers est également prisée. Combien de journalistes connaissent les réalités et subtilités du Rwanda en avril 1994 ? Il n'est donc pas difficile pour le pouvoir en place de faire passer les événements qui suivent la mort du Président Habyarimana comme « little more than the unavoidable by product of Africa's hot ethnic passions »⁴³.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ R. Hazel et H. Twagiramungu « Rwanda : le Réveil des démons », *La Presse*, page B3, 14 avril 1994.

⁴² *Ibid.*

⁴³ R. Winter, « Power, not tribalism, stokes Rwanda's slaughter », *The Globe and Mail*, 14 avril 1994, page A25.

Roger Winter était au Rwanda trois jours avant l'attentat contre l'avion présidentiel. Il met en doute l'énième manipulation du régime en place, qui consiste à accuser le FPR d'être responsable de l'attentat. Selon lui, les « hardliners »⁴⁴ hutus sont responsables de la violence et du chaos au Rwanda. Pour preuve dès que la mort du président a été connue, la garde présidentielle a pris les choses en main, en assassinant les hutus modérés et les principaux responsables de l'opposition. Pour ce spécialiste qui se trouvait dans le territoire commandé par le FPR, les soldats rebelles « were clearly not preparing to launch a military offensive »⁴⁵. Il apporte un témoignage direct quelques jours avant le déclenchement de la tragédie rwandaise. Il n'a remarqué aucun signe d'agitation dans les rangs du FPR faisant croire à une quelconque préparation d'attentat ou de prise de contrôle du pays.

3.2.2 D'autres responsables du chaos

D'autres spécialistes visent ouvertement les tutsis pour expliquer la situation rwandaise, dont Marie Roger Biloa, journaliste camerounaise directrice de l'hebdomadaire *Africa International*.

C'est « l'hégémonisme tutsi »⁴⁶ qui explique l'attaque du FPR sur le Rwanda en octobre 1990. Telle est en substance l'analyse de la journaliste camerounaise. Cet « hégémonisme tutsi » fait aussi référence à la situation au Burundi où en 1993 le premier président hutu élu démocratiquement fut renversé par l'armée, à dominante tutsie. Cet amalgame qui touche les deux pays reprend un thème de prédilection du gouvernement rwandais et fait référence à la volonté tutsie d'asservir les hutus. Le FPR apparaît comme le pion des Anglo-Saxons dans leur lutte pour supplanter l'influence française en Afrique. Quel meilleur moyen, en effet, que de faire passer le Rwanda dans le giron anglo-saxon ?

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ J. Khan, « Le poids des Ingérences dans les hécatombes Hutus-Tutsis », *La Presse*, 11 mai 1994, page B12.

Le FPR a, comme le gouvernement rwandais, utilisé la manipulation afin que la presse puisse avoir une image positive de son combat. L'Ouganda, allié traditionnel du mouvement rebelle, par la voix de son président Museveni, a également joué sa partition en accusant Juvénal Habyarimana d'être un « obstacle »⁴⁷ à la paix au Rwanda.

Les tutsis sont soutenus par les puissances anglophones, que ce soit au Rwanda ou au Burundi, selon la spécialiste camerounaise. Dans le premier cas ce soutien a pris la forme des Accords d'Arusha et de l'imposition du mouvement rebelle « comme interlocuteur de Habyarimana »⁴⁸. Dans le second cas, cela s'est traduit par le refus de secourir le gouvernement démocratiquement élu contre l'armée. Ce soutien de la part des puissances anglophones, ainsi que de la part des institutions mondiales et des organisations non gouvernementales, est responsable de la riposte hutue dans les deux pays. En effet, les milices hutues ont été créées en réponse au sentiment que seule la force pouvait répondre à la force. Les milices ont donc vu le jour pour répondre à l'attaque du FPR sur le Rwanda en 1990 et au coup d'État de 1993 au Burundi. L'argument de la victoire impossible à long terme du FPR du fait de la composition ethnique du pays est repris par la journaliste camerounaise. Elle fait le même raisonnement pour le Burundi.

Le « petit paradis »⁴⁹ est devenu l'enfer. Christiane Bergevin, qui a vécu au Rwanda, brosse le portrait d'une société presque parfaite. Un pays où même le président participait au travail collectif du samedi. Certes, cette « petite Suisse »⁵⁰ où la corruption n'existait pas connaissait quelques problèmes comme les rivalités entre tutsis et hutus qui ne se percevaient qu'au « niveau politique »⁵¹. Ce témoignage apporte le regard d'une touriste, dans tout ce que cela implique. Un pays en paix avant l'intrusion de l'horreur. Un pays qui pouvait se targuer d'être un modèle dans une région où les « lugubres voisins »⁵² ne manquent pas. Depuis le crash de l'avion présidentiel, Christiane Bergevin déplore que les journaux, dont *La Presse*,

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ C. Bergevin, « Rwanda : comment le paradis a-t-il pu enfanter l'horreur », *La Presse*, 11 mai 1994, page B3.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

ne parlent du Rwanda qu'en termes de massacres. Que pouvaient-ils faire d'autre dans la mesure ou à longueur de journée, des tueries étaient perpétrées dans tout le pays ? Selon elle, il serait plus judicieux de raconter « comment le paradis a pu enfanter l'enfer »⁵³.

Les spécialistes estiment parler en connaissance de cause pour avoir vécu au Rwanda ou étudié le pays. Comme pour les journalistes qui pointent du doigt soit le régime en place, soit le FPR, les spécialistes se « partagent » en deux camps. Ils mettent clairement en cause les régimes successifs hutus ou le FPR. Il est d'ailleurs frappant de constater que les spécialistes prennent si ouvertement parti pour l'un ou l'autre des belligérants. Le témoignage de Christiane Bergevin permet de montrer comment certains perçoivent le Rwanda : avant 1994, ce pays ne semblait pas avoir de problème majeur. L'horreur n'a fait son apparition qu'avec le début du génocide, comme si avant cela il n'y avait jamais eu de massacres et que de 1990 à 1993 une guerre civile n'avait pas vu le jour. Cette vision idyllique de la réalité apparaît quelque peu naïve et faussée tant son auteur ne fait ressortir que des clichés très « touristiques »... A travers ce témoignage, les lecteurs canadiens peuvent se rendre compte que le génocide n'est pas une réalité pour tout le monde. Si le Rwanda a si mauvaise presse en 1994 cela incombe totalement aux journalistes qui ne montrent que le côté négatif de ce pays : telle est l'opinion de Christiane Bergevin.

3.3 Les Rwandais prennent parti

Les ressortissants Rwandais qui interviennent dans les deux quotidiens résident au Canada, mais ils ont une vision très précise de ce qui se passe dans leur pays d'origine.

3.3.1 Un appel pour le Rwanda

Dans une lettre adressée au ministre des Affaires extérieures du Canada, André Ouellet, le coordonnateur du collectif des Associations rwandaises du Canada, Jean-Paul Kimonyo, lance un appel pour dénoncer les exactions commises au Rwanda et en appelle à

⁵³ *Ibid.*

l'aide canadienne pour son pays. Cet appel à l'aide doit être pris en compte par les autorités canadiennes du fait de la « longue tradition de coopération et d'amitié entre le Canada et le Rwanda »⁵⁴. L'auteur est parfaitement au fait de ce qui se passe au Rwanda. Ses accusations sont précises et étayées. « Tous ceux qui s'opposent à la transition démocratique »⁵⁵ sont cités : à savoir la faction radicale du parti du président décédé, le Mouvement Républicain National pour le Développement et la Démocratie (MRND), la Coalition pour la Défense de la République (CDR), la Garde présidentielle, une grande partie de l'armée et les milices. Là encore, l'auteur signale que les premières victimes font partie de l'opposition politique, puis que la population tutsie a systématiquement été prise pour cible. Selon lui des organisations de droits de l'homme avaient lancé un signal d'alarme sur ce qui risquait de se passer au Rwanda bien avant 1994.

L'attentat contre Juvénal Habyarimana est déploré, mais il n'en demeure pas moins responsable de ce qui arrive au Rwanda par sa politique et son refus de la démocratie. Le gouvernement mis en place, dès la mort du président, ne trouve pas grâce aux yeux de l'auteur, bien au contraire. Les membres de ce gouvernement ne font aucun mystère de leurs intentions. Le Canada a un rôle à jouer dans ce qui se passe. Il doit intervenir auprès des Nations-Unies afin qu'une condamnation unanime des événements intervienne et il doit envoyer une aide humanitaire, médicale et alimentaire au Rwanda. Il est frappant de constater que dès le 19 avril, les événements et les responsabilités soient dénoncés si précisément.

3.3.2 Communauté internationale et FPR dans la ligne de mire

Des hutus, Burundais et Rwandais, s'associent afin de mettre la communauté internationale devant ses contradictions et les injustices qu'elle a causées au Burundi et au Rwanda. En effet, selon eux les droits de la majorité sont bafoués dans les deux pays et la communauté internationale ne fait rien pour que cela s'arrange. Il n'y en aurait que pour les tutsis. Les défenseurs des droits de l'homme ne font pas mieux. Ils ne condamnent que les

⁵⁴ J-P. Kimonyo, « Rwanda : Ottawa est prié de s'impliquer à fond dans la lutte contre les criminels de Kigali », *La Presse*, 19 avril 1994, page B3.

⁵⁵ *Ibid.*

massacres du gouvernement Habyarimana, mais ceux du FPR sont passés sous silence alors que « toute vie est sacrée »⁵⁶. Les Rwandais interrogés précisent bien qu'ils parlent au nom de l'Association des étudiants rwandais de Montréal et qu'elle ne comprend pas de tutsis. Cela serait dû à la volonté des tutsis de ne pas se mêler au reste de la population rwandaise.

On retrouve le même argumentaire utilisé plus haut par la spécialiste camerounaise, sur le fait que le FPR ait été imposé comme interlocuteur au gouvernement rwandais. Les Accords d'Arusha ne sont pas justes car « les tutsis, 10% de la population au Rwanda, ont eu jusqu'à 50 % des postes ministériels et d'officiers, et 40% des troupes »⁵⁷. Là encore, le même argument revient sous une autre forme. Ainsi les tutsis ne mériteraient pas autant d'égards du fait qu'ils soient minoritaires au Rwanda.

Si certains journalistes et spécialistes estiment que le gouvernement Habyarimana, puis celui qui lui a succédé ont été épargnés par la communauté internationale et les médias en général, pour d'autres c'est au sujet du FPR que la presse ne fait pas son travail. Ainsi « la complicité »⁵⁸ des puissances occidentales, que ce soit dans l'attentat présidentiel ou dans son action au Rwanda, est un thème récurrent. « L'image angélique »⁵⁹ du FPR dans les médias est largement erronée, car le mouvement est à mettre sur le même pied d'égalité que le régime en place en ce qui concerne les atrocités commises. Jean Demascène Habarurema, étudiant rwandais au Canada, trouve surprenant que quand il s'agit du FPR les journalistes n'approfondissent pas leur travail. Selon lui, le FPR assassine autant de hutus que les milices hutues de tutsis. Cela ne serait pas nouveau, étant déjà un fait reconnu au cours de la guerre civile de 1990 à 1993 et les médias n'en avaient pas non plus fait état. Le terme de « double génocide »⁶⁰ doit devenir une réalité pour les politiciens occidentaux qui se sont trop longtemps voilé la face. Pour l'étudiant, les médias et les pays occidentaux sont coupables de laisser le FPR agir impunément. L'étudiant met encore le FPR en cause car le mouvement ne

⁵⁶ J. Khan, « Rwanda et Burundi : débandade honteuse de l'ONU », *La Presse*, 20 avril 1994, page E10.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ J. D. Habarurema, « Rwanda : d'autres pays doivent intervenir », *La Presse*, 2 juillet 1994, page B3.

⁶⁰ *Ibid.*

souhaite pas l'intervention française et cela devrait ouvrir les yeux au monde. Sans l'Opération Turquoise, le FPR pourra continuer à tuer impunément.

3.3.3 Des positions extrêmes

Les 13 et 26 mai 1994, s'affronte deux visions complètement opposées de l'histoire et des événements du Rwanda dans le *Globe and Mail* : une voix officielle du régime rwandais au Canada et le responsable du FPR à Montréal. Les deux responsables ne sont évidemment pas d'accord sur de nombreux points, mais il est intéressant de constater que chacun emploie des arguments et des thèmes qui ont déjà été évoqués à de nombreuses reprises dans ce chapitre.

Le 13 mai, Ronald Heynneman, consul honoraire et responsable du Consulat du Rwanda à Toronto, tente d'expliquer les raisons du bain de sang au Rwanda. L'auteur estime que les graines ont été plantées il y a dix siècles, avec l'arrivée des tutsis au Rwanda depuis la corne de l'Afrique, région de l'est de l'Afrique qui comprend la Somalie, Djibouti et des parties de l'Éthiopie et de l'Érythrée. Ils ont alors mis en place un royaume féodal. Les Allemands, puis les Belges se sont appuyés sur les tutsis et les ont installés à tous les postes de responsabilité. Les révoltes ont commencé dès 1928 et elles ont abouti en 1961 à l'abolition de la monarchie. Selon le diplomate, le président Kayibanda ne réussit pas à unifier les hutus, tutsis et twas, contrairement à Juvénal Habyarimana qui pacifie le pays entre ces trois composantes. Cet état de grâce est stoppé par l'invasion de « rwandan expatriates, soldiers in the Uganda army »⁶¹.

Le diplomate rejette toutes les accusations de dictature contre Juvénal Habyarimana. N'a-t-il pas pacifié le pays ? Il a signé les Accords d'Arusha avec répugnance. Plusieurs hypothèses sont avancées par le consul pour expliquer les réticences d'Habyarimana sur les Accords d'Arusha : crainte que le FPR ne respecte pas les principes démocratiques ; retour de

⁶¹R. Heynneman, « The seeds of Rwanda's bloody conflict », *The Globe and Mail*, 13 mai 1994, page A17.

200 000 expatriés Rwandais, dans un pays qui manque cruellement de place. Ronald Heyneman est conscient que les hutus favorables aux Accords d'Arusha ont été éliminés, ainsi que la majorité des tutsis, par les milices hutues. A ses yeux le FPR apparaît comme anti-démocratique, du fait de sa volonté de vouloir s'imposer par les armes. D'ailleurs malgré sa discipline, son action est vouée à l'échec car « they are outnumbered at least 10 to one and cannot hold off forever the advance of democracy »⁶².

John Nkongoli, responsable du FPR à Montréal, répond au consul treize jours plus tard. Selon lui, l'action des milices et de la garde présidentielle s'apparente à un « génocide »⁶³. Contrairement au diplomate qui ne semble voir le Rwanda que sous l'optique ethnique, il estime qu'il faut voir l'aspect politique afin de comprendre ce qui se passe au Rwanda. À leur arrivée, les colons européens ont trouvé une société où trois clans, hutu, tutsi et Ttwa, vivaient en harmonie totale en parlant la même langue, en partageant les mêmes traditions et la même religion. Les Européens « divided this groups into ethnic classifications based merely on physical appearance, social standing and supposed chronological arrival in Rwanda »⁶⁴. Le système avant l'arrivée européenne était basé sur le respect entre le souverain et ses sujets selon le responsable du FPR.

Juvénal Habyarimana n'est pas l'homme sans tache dépeint plus haut, selon le responsable du FPR. En effet, avant de devenir président en 1973, il était ministre de la défense sous la présidence de Grégoire Kayibanda et, à ce titre, il fut responsable de la mort de milliers de civils tutsis. A son accession au pouvoir, il a également provoqué la mort de son prédécesseur et de nombreux anciens responsables politiques, issus de la même région que Grégoire Kayibanda.

Dans son article, le consul laisse croire que les soldats du FPR semblent avoir eu la vie facile en Ouganda. Son contradicteur apporte un démenti formel. Au contraire, ils n'ont

⁶² R. Heyneman, « The seeds of Rwanda's bloody conflict », *The Globe and Mail*, 13 mai 1994, page A17.

⁶³ J. Nkongoli, « The Rwandan slaughter had a political trigger », *The Globe and Mail*, 26 mai 1994, page A31.

⁶⁴ *Ibid.*

fait que survivre. Le FPR n'a d'ailleurs pas attaqué le Rwanda du jour au lendemain. En effet, il a d'abord tenté de convaincre le gouvernement rwandais de permettre un retour de tous les réfugiés, avec les mêmes droits pour tous. En vain... « When these peaceful efforts failed, the RPF use its only remaining option, force, tempered by negotiations »⁶⁵.

Ce débat est l'exemple type de ce que chaque camp pense. Les autorités rwandaises estiment que les événements de 1994 découlent de « l'invasion » ancienne des tutsis depuis la corne de l'Afrique. Pour sa part, le FPR déplore que la situation rwandaise ne soit considérée que sous le prisme ethnique. Il met l'accent sur la volonté des radicaux hutus de ne pas vouloir partager le pouvoir. Loin du Rwanda, en l'occurrence au Canada, les deux camps continuent de vouloir imposer leur vision respective de l'histoire.

3.4 Des reportages qui illustrent la réalité

3.4.1 L'horreur au quotidien

Les reportages concernent les articles réalisés au Rwanda par les envoyés spéciaux des deux quotidiens ou d'autres journaux, mais repris par *La Presse* et le *Globe and Mail*. Le journal de Toronto publie davantage de reportages de journalistes d'autres rédactions en plus de ceux de ses envoyés spéciaux. Des deux journaux, c'est également le *Globe and Mail* qui a le plus recours aux reportages. Néanmoins il faut signaler que les reportages ne sont pas majoritaires dans les deux journaux, notamment dans *La Presse* où ils ne représentent que 1% des articles. Alors que pour le *Globe and Mail*, on peut parler d'une proportion de 5 à 10 %. De même les reportages d'autres journaux et publiés par le *Globe and Mail* sont plus longs que ceux de leurs propres correspondants ou que ceux de *La Presse*.

⁶⁵ *Ibid.*

3.4.1.1 Comment décrire l'indicible ?

Il est difficile de décrire les ravages d'un massacre sans être taxé de sensationnalisme. Christiane Bergevin l'exprime très bien, quand elle déclare « l'horreur on la tapisse tous les jours »⁶⁶ en faisant référence à la façon dont la presse traite les événements rwandais. Mais quelle est la meilleure méthode quand on doit faire part aux lecteurs des ravages d'un massacre ? Il n'existe sans doute pas de façon appropriée de décrire l'indicible. Et cela est encore plus vrai en ce qui concerne le Rwanda.

Dans ces reportages, un constat revient souvent dans la bouche des journalistes, des Casques bleus ou des membres des organisations humanitaires : « c'est pire que la Bosnie, pire que la Somalie »⁶⁷ ou « le Rwanda avait réussi en trois semaines ce que le Cambodge a fait en trois ans »⁶⁸. Ces déclarations parlent d'elles-mêmes. « The sickeningly sweet smell of death »⁶⁹ imprègne tous les reportages. Les articles mentionnent que la haine du tutsi est tellement intense, qu'il ne s'agit plus de simplement de l'éliminer mais aussi de le marquer jusque dans la mort. Les supposées différences physiques entre hutus et tutsis, le hutu trapu et le grand tutsi, expliquent le vocabulaire employé au cours du génocide : il fallait « couper », « raccourcir » le tutsi. Dans cette même optique, la mort devait toucher toutes les classes d'âge, afin de ne pas « recommencer les mêmes erreurs que dans le passé », à savoir laisser fuir l'ennemi vers l'étranger. Hommes, femmes, enfants, personnes âgées, personne ne devait être épargné. La pitié n'avait plus sa place : « ils attachaient les gosses et ils les jetaient dans le lac »⁷⁰.

Des voisins, des collègues qui vivaient et travaillaient en harmonie, s'entretenaient du jour au lendemain parce qu'ils étaient devenus uniquement hutu et tutsi. Dans cet embrasement généralisé, il n'y avait plus aucun respect pour les victimes. Les cadavres

⁶⁶C. Bergevin, « Rwanda : comment le paradis a-t-il pu enfanter l'horreur », *La Presse*, 11 mai 1994, page B3.

⁶⁷M. Ouimet, « Expérience traumatisante pour les délégués de la Croix-Rouge », *La Presse*, 1^{er} mai 1994, page A1.

⁶⁸M. Ouimet, « Sur les routes dangereuses du Rwanda », *La Presse*, 14 mai 1994, page B4.

⁶⁹H. McCullum, « Life becomes nightmare for survivor of massacre », *The Globe and Mail*, 17 juin 1994 page A2.

⁷⁰M. Ouimet, « On va t'épargner mais le bébé va mourir », *La Presse*, 5 mai 1994, page A1.

étaient laissés à la vue de tous. « There are always fresh bodies at dawn for the wild dogs »⁷¹. Le respect du mort ne signifiait plus rien. Les amoncellements de cadavres côtoyaient les écoles ou les églises.

Aucun des tutsis ayant pu échapper aux massacres rwandais n'en est sorti indemne. Sans parler des séquelles physiques infligées par armes blanches, il faut signaler que chaque survivant a perdu au moins un membre de sa famille, si ce n'est toute sa famille. Tous ceux qui ont pu s'en sortir énumèrent dans les articles des deux journaux les membres de leurs familles qui n'ont pas eu cette chance.

3.4.1.2 Un schéma récurrent

Par rapport aux massacres qui ont jalonné l'histoire du Rwanda, les récits font ressortir que de nombreux tutsis ont eu la vie sauve car ils se sont réfugiés dans les églises. En 1994, même Dieu n'a rien pu faire pour ceux qui pensaient sauver leur vie dans les églises. Comme il ne fallait pas faire les mêmes erreurs que dans le passé, les milices, l'armée ou la garde présidentielle ont très vite compris que ces rassemblements allaient servir leur cause. D'ailleurs un schéma revient souvent dans les témoignages publiés dans les deux quotidiens: les rassemblements de tutsis dans les lieux publics et les attaques jusqu'à ce qu'il ne reste aucun survivant : « l'église et l'école sont remplies de corps »⁷². Les attaques pouvaient durer plusieurs jours car les tueurs devaient rentrer se reposer. La banalisation des massacres ressort bien des reportages. La population participait largement aux massacres. Des tutsis ont reconnu certains de leurs voisins, tout comme des prêtres ont reconnu certains de leurs paroissiens parmi les tueurs. Ces témoignages émanent de ceux qui ont survécu aux massacres. Les hutus interrogés au cours des reportages sur leurs actes, ne semblent pas avoir de remords. Ils ont accompli ce qu'on leur demandait de faire : « they are just puppets of the government »⁷³.

⁷¹ J. Sallot, « Rwanda a land stalked by death », *The Globe and Mail*, 5 mai 1994, page A1.

⁷² M. Ouimet, « Le pire, c'est l'odeur de la mort », *La Presse*, 4 mai 1994, page A1.

⁷³ M. Fritz (Associated Press), « Rwanda peasants murder innocence », *The Globe and Mail*, 16 mai 1994, page A8.

Il ressort également des articles que les milices et les populations locales se relayaient, encadrées par l'armée, la gendarmerie ou la garde présidentielle et tuaient sans relâche. Des responsables politiques locaux tenaient des listes qui recensaient tous ceux qui devaient être éliminés. L'organisation était minutieuse et efficace. « This little farming village [...] was simply wiped out »⁷⁴, comme ce témoignage l'atteste, de nombreux villages ont été effacés car tout simplement vidés de leur population : les tutsis ont été exterminés et les hutus ont fui devant l'avancée du FPR.

3.4.1.3 Un contact direct avec la réalité

Les journalistes qui ont réalisé ces reportages sont confrontés à la réalité rwandaise. Ils sont en contact avec des rescapés, les deux belligérants, à savoir d'un côté l'armée rwandaise et les milices hutues et de l'autre le FPR et des Casques Bleus de la MINUAR. Ils vivent des situations dangereuses dans des conditions précaires et sont témoins d'événements dramatiques.

Michèle Ouimet, la seule journaliste de *La Presse* à s'être rendue au Rwanda, a beaucoup côtoyé les soldats du FPR. Cela lui a permis de circuler dans les zones que le mouvement rebelle avait gagné sur le terrain. Elle a pu constater la difficulté des journalistes de circuler dans un pays en guerre. L'obtention d'un laissez-passer nécessite des trésors de diplomatie. Mais le danger n'est jamais loin et peut se matérialiser sous la forme d'un barrage Interhamwe par exemple. Le fait d'être dans la zone FPR sous-entend aussi qu'il faudra se contenter des informations données par le mouvement rebelle et subir certaines mises en scène destinées à le montrer sous un jour favorable⁷⁵.

Jeff Sallot était au Rwanda pour le compte du *Globe and Mail*. Il a vécu des moments assez tendus au Rwanda, notamment le 6 mai. Il a en effet assisté à une tentative d'évacuation de certains Rwandais réfugiés à l'Hôtel des Mille Collines à Kigali, vers des pays étrangers qui leur avaient fourni des visas. Le convoi, sous l'escorte de la MINUAR, a

⁷⁴J. Sallot, « Rwanda a land stalked by death », *The Globe and Mail*, 5 mai 1994, page A1.

⁷⁵M. Ouimet, « Rwanda: des rebelles trop heureux de jouer à la guerre », *La Presse*, 7 mai 1994, page A11.

subi les contrôles des milices et si le véhicule dans lequel les journalistes avaient pris place a pu passer après ce qui a « seemed like eternity »⁷⁶, les camions des candidats au départ ont dû rebrousser chemin. Toute l'impuissance des Casques bleus au Rwanda est résumée dans cet épisode.

3.4.2 Victimes et bourreaux réunis dans le même dénuement

3.4.2.1 Le FPR à l'image de ses camps de réfugiés

La doctrine du FPR est claire : il combat pour tous les Rwandais qui souhaitent la démocratie. Il ne fait aucune différence entre hutus et tutsis. Ceux qui veulent se mettre sous sa protection sont les bienvenus. Les civils qui ont participé aux massacres ont des excuses car ils agissaient sous l'ordre des autorités. Cette doctrine est à la base de la vie dans les camps de réfugiés que le mouvement rebelle dirige. Ainsi on peut croiser dans les reportages, à quelques mètres de distance, des hutus qui ont pris part aux tueries et des tutsis qui en ont réchappé. Malgré le sentiment naturel de vengeance chez les uns et le manque de remords chez les autres, le but est de les faire cohabiter. Cela passe par la rééducation : ne plus écouter les appels aux massacres contre les tutsis, intégrer le principe d'unité nationale. Certains journalistes le ressentent comme une mise en scène tant le discours est répété mécaniquement, autant par les « re-educators »⁷⁷ que par les victimes et les bourreaux. Aucune violence n'est faite à ces derniers, du moins par le FPR.

Tout est mis en œuvre afin que les habitants des camps se responsabilisent. Ils doivent suivre des règles, choisir des chefs, former des comités de travail afin de construire des huttes et de récolter de la nourriture, résoudre leurs griefs sans violence⁷⁸. Mais le plus important, ils doivent laisser leur appartenance ethnique à l'extérieur : ils ne sont plus que

⁷⁶ J. Sallot, « Red tape and terror in flight from Kigali », *The Globe and Mail*, 6 mai 1994, page A27.

⁷⁷ M. Fritz (Associated Press), « Rwanda peasants murder innocence », *The Globe and Mail*, 16 mai 1994, page A8.

⁷⁸ M. Fritz (Associated Press), « Why Rwanda may come back to life », *The Globe and Mail*, 19 mai 1994, page A18.

Rwandais. La violence est bannie des camps. Tout cela est bénéfique pour le FPR, car « it is the best interests [...] to portray itself as representing the greater whole »⁷⁹. Néanmoins la gestion du mouvement rebelle ne fait pas l'unanimité. Les organisations humanitaires se plaignent régulièrement quand elles sont interrogées par *La Presse* ou le *Globe and Mail* de l'obsession sécuritaire du FPR dans les régions qu'il contrôle. Ainsi les réfugiés ne peuvent pas sortir des camps situés dans ces régions, malgré la proximité de champs qui pourraient être moissonnés. Les organisations ont peu accès à certains de ces camps au point de se demander si l'idéologie du mouvement « is purely one of discipline »⁸⁰, comme si le seul souci du FPR est de simplement rééduquer les réfugiés. Une obsession de rééducation qui fait passer les besoins élémentaires au second plan.

3.4.2.2 Des conditions de vie extrêmes

La vie dans les camps de réfugiés est extrêmement difficile. Une telle évidence ne devrait n'y être dite n'y être écrite, mais il est nécessaire d'en témoigner. Les reportages regorgent de récits sur les difficultés des réfugiés dans ces camps. Dès le début des massacres, les mouvements de population sont observés, particulièrement dans le *Globe and Mail*. La bataille de Kigali entre l'armée rwandaise et le FPR accentue le phénomène au point de vider la capitale. Autre facteur qui aggrave ce phénomène : l'avancée du FPR dans tout le pays. Les populations hutues par peur de représailles se jettent sur les routes. Cette peur des représailles est accrue par la RTLM, qui ne cesse de répéter que les soldats du FPR viennent se venger. Malgré les dénégations de ces derniers, rien n'y fait. Plus le FPR gagne du terrain plus l'exode est massif.

Les camps de réfugiés se forment aux frontières des pays limitrophes : Burundi, Ouganda, Tanzanie, Zaïre. Les organisations humanitaires sont rapidement débordées. Ainsi au camp de Ngara, en Tanzanie, début mai, on assiste en 25 heures à l'arrivée de près de 250 000 Rwandais. Les réfugiés vivent les uns sur les autres, dans le dénuement le plus

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ « Death squads form refugee police force », Observer News Service, *The Globe and Mail*, 14 juin 1994, page A14.

complet : « people scrounge for food and firewood for cooking wherever they can »⁸¹. L'aide alimentaire est réduite à son minimum. Les risques d'épidémie sont très sérieux. Les appels à l'aide se multiplient de la part des organisations humanitaires. On parle de la plus grande tragédie humanitaire de l'histoire.

Certaines tensions entre hutus et tutsis sont présentes et font craindre à tout moment un risque d'embrasement généralisé. Malgré cela, la majorité des réfugiés se sent en sécurité. Au moins ils savent que si la mort survient, elle ne sera pas due à une machette ou une hache.

Les journalistes et les reportages du *Globe and Mail* font beaucoup état du sort des réfugiés et de leurs conditions de vie. Dès que le mouvement des réfugiés a pris de l'ampleur, le quotidien a publié des reportages et des articles sur cette conséquence de la guerre. *La Presse* n'en fait mention qu'à travers les reportages de Michèle Ouimet. Ces reportages se déroulent derrière les lignes du FPR et ne concernent que ceux qui ont survécu aux massacres et qui se retrouvent sous la protection du mouvement rebelle. Les reportages du *Globe and Mail*, quant à eux, portent aussi bien sur les survivants des massacres que sur les hutus qui fuient devant l'avancée du FPR et qui se retrouvent dans des camps hors du Rwanda.

3.5 Conclusion

Malgré les similitudes dans la façon de décrire le génocide, deux grandes différences existent entre les deux quotidiens. Tout d'abord le *Globe and Mail* a davantage mis l'accent sur le sort des réfugiés, alors que *La Presse* s'est centrée presque exclusivement sur le génocide sans vraiment se pencher sur la situation des camps hors du Rwanda. L'autre différence majeure réside dans le fait que le journal de Toronto a puisé dans le *New York Times* afin d'apporter un autre éclairage sur la situation internationale liée au Rwanda (l'indifférence occidentale et le rôle de la France).

⁸¹J. Sallot, « Rwanda a land stalked by death », *The Globe and Mail*, 5 mai 1994, page A1.

L'histoire du Rwanda est très présente dans les articles des deux quotidiens. Journalistes et spécialistes y font référence afin de pouvoir étayer leurs hypothèses. Que les événements rwandais soient d'ordre politique ou ethnique, l'histoire du pays est là pour le prouver. Il était donc nécessaire de préciser son utilisation chaque fois qu'elle était mentionnée dans les articles. De même, des thèmes reviennent fréquemment. Cela arrive le plus souvent lorsque que les journalistes évoquent les extrémistes hutus ou le FPR. Ainsi le mouvement rebelle est souvent associé au fait que sa composition ethnique ne peut lui permettre de s'imposer démocratiquement.

Globalement la situation a été retranscrite de façon claire dans les deux quotidiens, malgré un certain manque de nuance. Quelques jours après le début des massacres, la situation était clairement exposée par les journalistes ou les spécialistes : les deux phases du génocide, les responsabilités, l'impuissance de la MINUAR, l'inaction occidentale. Les relations entre le Canada et le Rwanda sont peu évoquées dans les articles des deux quotidiens, mais permettent néanmoins de dégager assez précisément que le second n'est pas un inconnu pour le premier et que les liens sont assez solides. Ce sont surtout les Rwandais qui évoquent les liens entre les deux pays, afin d'inciter les autorités canadiennes à agir auprès des organisations internationales ou directement au Rwanda. Par contre les actions canadiennes en faveur des Rwandais et du Rwanda sont très peu évoquées dans les deux quotidiens.

Les deux journaux, surtout *La Presse*, sont rigoureux dans la présentation des faits. Sans l'apport des reportages, on pourrait peut être dire de façon trop « journalistique ». On assiste ainsi à une lecture des événements efficace, mais sans doute aussi un peu froide et mécanique. Hormis quelques reportages, l'aspect humain n'est pas souvent mis de l'avant. Les éditoriaux jouent également ce rôle de contrepoids. Les deux quotidiens y laissent transparaître des émotions. Voilà ce qui caractérise la couverture que *La Presse* et le *Globe and Mail* font du génocide rwandais.

Les événements qui ont eu lieu au Rwanda d'avril à juillet 1994 constituent un génocide. Dès que cela est devenu évident, les deux quotidiens ont constamment insisté sur

ce fait dans leurs articles. En effet, la situation pouvait être mise en parallèle avec les massacres que le pays avait si souvent connus. Mais l'ampleur et la durée de ces massacres ont très vite fait comprendre que cela n'était pas le cas. Les journalistes, les spécialistes et les témoins en ont été conscients et cela se ressent dans la façon dont le génocide a été présenté par les deux quotidiens. La prise de conscience s'est faite rapidement.

CHAPITRE IV

LA GAZETTE, LE *VANCOUVER SUN* ET LE *HALIFAX DAILY NEWS* CENTRÉS SUR L'ASPECT HUMAIN

La *Gazette*, le *Vancouver Sun* et, à un degré moindre, le *Halifax Daily News* se démarquent par l'importance de l'aspect humain qu'ils développent. Dans un premier temps, il faut signaler l'abondance d'articles issus de publications étrangères. Cela constitue la première caractéristique de ces journaux. Ces articles proviennent de quotidiens américains et de quotidiens anglais. Ils apparaissent très régulièrement dans les pages des trois quotidiens étudiés. On remarque une complémentarité entre les articles des trois journaux canadiens et ceux qui proviennent des publications étrangères. Autre caractéristique, on retrouve très souvent les mêmes articles dans la *Gazette*, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News*. Les titres sont différents, mais le contenu est le même.

Mais l'association de ces trois journaux dans ce chapitre ne provient pas de ces constats. Elle est plutôt liée à la façon dont ils ont traité du génocide rwandais dans la forme. L'aspect documentaire est en effet frappant. On le constate dans la multitude de reportages publiés dans la *Gazette*, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News*. Cela constitue une façon différente de présenter le génocide rwandais. En effet le lecteur est informé autant sur le génocide, que sur ses « à-côtés ». Les reportages abordent ainsi des sujets variés. À la lecture

des trois journaux, on se rend clairement compte qu'un génocide est en cours, mais aussi qu'une grande partie de la population rwandaise fuit le pays. Le génocide et ses conséquences tiennent une part égale dans les trois quotidiens. Ces reportages abordent les mêmes sujets que dans le chapitre précédent. La différence de ces trois journaux provient de l'utilisation massive qu'ils en font. Là où *La Presse* et le *Globe and Mail* publiaient des reportages presque en complément de leurs articles et analyses sur le génocide, les trois journaux de ce chapitre privilégient l'aspect plus humain du drame rwandais. Comment justement l'aspect purement journalistique, caractérisé par une information axée uniquement sur les faits, côtoie-t-il cette particularité émotionnelle, qui s'attache au côté humain du génocide ?

L'aspect génocide sera d'ailleurs présenté dans une première partie. Cet aspect aborde la façon dont les journalistes font le lien entre l'histoire du pays et les événements de 1994. Puis la focalisation sur le côté humain, à travers des témoignages et des reportages, sera illustrée. Enfin, à partir de la tragédie qui secoue le Rwanda, la *Gazette* et le *Vancouver Sun* ont publié des articles qui analysaient plus largement des situations données. Ces réflexions constituent la troisième partie de ce chapitre.

Dans la *Gazette*, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News*, l'absence du Rwanda dans l'actualité au cours de la période étudiée est beaucoup plus importante que dans les deux journaux du chapitre précédent. Ainsi de nombreux numéros seront publiés sans que le Rwanda ne soit évoqué. Le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News* ne font pas référence au Rwanda dans leurs pages dès certains numéros du mois d'avril, tandis que cela n'intervient que vers la mi-mai dans le cas de la *Gazette*. Mais cette absence est compensée par le nombre d'articles par jour. Jusqu'en juillet 1994, il est rare que le Rwanda ne soit évoqué que dans un seul article. Cela s'explique par la référence continuelle au rôle du Canada et des Canadiens dans la tragédie rwandaise. Des trois journaux de ce chapitre, c'est dans la *Gazette* que le Rwanda a été le plus souvent évoqué en première page. Tout le mois d'avril et la première partie de mai ont vu régulièrement l'actualité liée au génocide faire la une. Puis au cours du reste de la période, le Rwanda est revenu en première page uniquement pour un événement sortant de « l'ordinaire » comme l'arrivée d'orphelins rwandais au Canada, un accrochage entre les forces françaises et le FPR ou la situation préoccupante des réfugiés. Le *Vancouver*

Sun suit le même schéma, mais à un degré moindre. Le Rwanda y fait moins la une que dans le quotidien de Montréal. Par contre le *Halifax Daily News* ne fera pratiquement jamais sa une avec l'actualité rwandaise. Elle sera constamment reléguée dans les pages internationales du quotidien.

4.1 Des événements qui laissent peu de doutes

4.1.1 L'histoire en cause

Comme dans les deux journaux précédents, les causes profondes du génocide rwandais de 1994 sont cherchées dans l'histoire du pays. Elle est le point de départ qui explique, en partie, pourquoi le Rwanda a sombré dans l'horreur. Les journalistes se rejoignent sur les grandes lignes de cette histoire. Néanmoins on remarque certaines nuances pouvant passer pour des divergences sur le rôle des principaux acteurs de l'histoire du Rwanda. Ainsi dans un éditorial du *Vancouver Sun*, le Rwanda apparaît comme un pays dans lequel les hutus auraient imposé leur volonté aux twas, puis où les tutsis, « migrated south from what is now Sudan »¹ se seraient à leur tour imposés aux hutus à la fin du XIV^e siècle. A partir de l'installation de cette domination de l'aristocratie tutsie sur la majorité hutue, on peut constater que les journalistes ne vont pas tout à fait dans le même sens. Irwin Block, de la *Gazette*, évoque un pays où règne l'harmonie² alors que l'éditorial du *Vancouver Sun* parle d'exploitation des seconds par les premiers³. L'arrivée des Allemands, puis des Belges, n'aurait fait que maintenir le statu quo au Rwanda. Cette colonisation, en particulier à l'époque belge, est comme dans la chapitre précédent fortement remise en cause par les journalistes : « Belgium's colonial experience was an economic, political and human-rights

¹ « The blood rivers of Rwanda can't be ignored by the world », Editorial, *The Vancouver Sun*, 13 mai 1994 page A18.

² I. Block, « Don't abandon us, Rwandan exile pleads », *The Gazette*, 16 avril 199, 4page B3.

³ « The blood rivers of Rwanda can't be ignored by the world », Editorial, *The Vancouver Sun*, 13 mai 1994 page A18.

disaster, and that its policies were at least partially responsible for the present chaos »⁴. Outre ce jugement sans appel, la Belgique est accusée, dans l'article de Irwin Block, d'être en partie responsable de la fin de la stabilité au Rwanda par son soutien à la politique d'émancipation hutue dans les années 1950. Concernant l'histoire du Rwanda, un autre article retient l'attention. Il paraît dans le *Halifax Daily News* le 15 mai 1994⁵. L'auteur Charles Saunders, évoque le « romantic myth »⁶ sur la supposée grande taille des tutsis. Il parle de « heightocracy »⁷ pour définir la société que les tutsis auraient mis en place au Rwanda : les plus grands, tutsis, au sommet ; les hutus, de taille « normale », au milieu ; les twas, plus petits, en dessous. Les interprétations des journalistes sur l'histoire du Rwanda sont ici plus divergentes que dans le chapitre précédent. La façon dont vivaient les Rwandais avant l'arrivée des colons provoque notamment débat.

Seules les grandes lignes de l'histoire rwandaise sont évoquées. Les articles ne font pas forcément référence aux mêmes épisodes, mais au final on constate que l'histoire du pays des milles collines proposée aux lecteurs est bien condensée. Néanmoins il est nécessaire de signaler que certains articles font le parallèle entre l'histoire du Rwanda et celle du Burundi. Au mois d'avril 1994 cela pouvait s'expliquer par l'incertitude qui pesait sur les deux pays, à la suite de la mort de leurs présidents dans l'attentat du 6 avril. Plus tard, cela sera justifié par la composition ethnique identique au Rwanda et au Burundi. Néanmoins, ne baser des articles que sur ces ressemblances ne semble pas très judicieux, car comme nous l'avons déjà vu les situations dans les deux pays ont toujours été opposées et cela dès leur indépendance.

Ainsi sur l'histoire du Rwanda, les journalistes sont unanimes sur le fait que la colonisation a joué un rôle dans les événements de 1994. A cet égard, un débat d'idées évoquant le sujet doit être signalé. Il a lieu dans la *Gazette* et oppose Peter Millar, journaliste du journal anglais *The European*, et le représentant du FPR à Montréal, John Nkongoli, ce même représentant qu'on a déjà croisé dans le chapitre précédent dans un autre débat. Le journaliste remet en cause la vision de certains historiens qui blâment les Belges pour leur

⁴ « History curses the Belgians », (*The Guardian*), *The Vancouver Sun*, 14 avril 1994, page A15.

⁵ C. Saunders, « Rwanda: Past, Present—Future? », *The Halifax Daily News*, 15 mai 1994, page 23.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

action au Rwanda. Selon lui, les seuls responsables du chaos rwandais sont uniquement les Rwandais. Et cela remonterait à l'histoire ancienne du Rwanda, au début de l'ère monarchique avec les tutsis, « a tribe with origins amid the ancient races of the Nile and who had considered themselves a natural ruling aristocracy in central Africa since the 16th century »⁸, et les hutus, « a Bantu tribe »⁹, qui étaient leurs sujets. Cette organisation monarchique dominée par l'aristocratie tutsie s'est poursuivie pendant des générations et rien ne prouve qu'elle n'aurait pas été maintenue sans la présence belge. D'ailleurs cette dernière n'a duré que 40 ans et les premiers conflits ont commencé après son départ. Il élargit sa vision aux reproches faits aux Européens en général dans les conflits post coloniaux. Selon lui, dans la majorité des cas ces reproches n'auraient pas lieu d'être et les responsables seraient à chercher parmi les autochtones. Pour le représentant du FPR, la Belgique a bien joué un rôle important dans l'histoire du Rwanda. Contrairement aux Allemands qui avaient maintenu le système traditionnel en place, les Belges ont introduit des lois dans le but de « divide and rule »¹⁰. Les politiques répressives belges devaient éloigner les chefs tutsis des masses rwandaises. Pour John Nkongoli, le cycle des massacres contre les tutsis fait suite aux refus belges de se soumettre aux propositions de l'ONU de 1960 et 1961, qui tentaient de reporter et de contrôler les élections illégales au Rwanda. D'un quotidien à l'autre, on remarque que le FPR n'hésite pas à répondre lorsque sa vision de l'histoire du Rwanda est remise en cause.

L'histoire du Rwanda amène diverses interprétations. En général, les journalistes abondent dans le même sens, mais certains épisodes les amènent à voir les choses de façon différente. Ces épisodes portent souvent sur l'organisation rwandaise avant l'arrivée des Européens. Comment les tutsis géraient-ils le Rwanda et surtout comment les hutus étaient-ils traités ? Le Rwanda était-il alors un royaume monarchique dans lequel les ethnies vivaient en harmonie ? Les réponses à ces questions peuvent justifier la façon dont les uns et les autres considèrent l'histoire du Rwanda jusqu'au génocide de 1994.

⁸ P. Millar (*The European*), « Live and let die: we should fight in Rwanda, but we won't », *The Gazette*, 28 mai 1994, page B5.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ J. Nkongoli, « Foreign military force won't solve Rwandan crisis », *The Gazette*, 17 juin 1994, page B3.

4.1.2 Des responsabilités clairement définies

4.1.2.1 Conflit ethnique ou politique ?

Compte tenu de la brutale intrusion du Rwanda dans l'actualité en avril 1994 et de son lourd passé de conflits ethniques, il aurait été compréhensible que les événements qui s'y déroulent soient catalogués comme une énième phase de massacres ethniques à la suite de la mort du président Habyarimana. Mais les choses ne sont pas aussi simples et quelques jours après le début des massacres une autre hypothèse est développée par les journalistes. Les premières victimes reconnues sont des hutus « who were opponents of Mr. Habyarimana »¹¹, dont « Prime Minister Agathe Uwilingiyimana »¹². Cette situation est confirmée par de nombreux spécialistes et des observateurs des associations des droits de l'homme. Ces hutus étaient des démocrates favorables à l'application des Accords d'Arusha. Ils avaient également la particularité d'être susceptibles de prendre en charge la direction du pays, après la mort de Juvénal Habyarimana. Après les hutus démocrates, les cibles furent les tutsis quels que soient leur condition et leur âge. Les bourreaux sont également très vite identifiés dans les articles: « members of the Presidential Guard composed almost entirely of men loyal to Habyarimana »¹³ et « two militia groups organized as "youth wings" of hutu political parties »¹⁴. Ces bourreaux sont tellement efficaces qu'ils font dire à un membre du FPR « they make Amin look like an amateur killer »¹⁵, en référence au sanguinaire dictateur Ougandais Didi Amin Dada. La Garde présidentielle, les milices et l'armée étaient les instruments des radicaux hutus qui ne souhaitaient en aucun cas le partage du pouvoir. En définitive, pour les journalistes le « myth »¹⁶ du conflit ethnique n'a été utilisé que par les radicaux hutus ; et cela afin de brouiller la lisibilité de leur plan en deux parties. Ces extrémistes sont aidés dans leur entreprise par le silence de l'Église rwandaise, qui refuse de

¹¹ « Rwandans left behind need help », Editorial, *The Gazette*, 12 avril 1994, page B2.

¹² *Ibid.*

¹³ I. Block, « Don't abandon us, Rwandan exile pleads », *The Gazette*, 16 avril 1994, page B3.

¹⁴ K.B. Richburg (*Washington Post*), « Campaign of killing in Rwanda was pre-planned », *The Gazette*, 8 mai 1994, page B.

¹⁵ A. Hartley (Reuter), « Rain turns refugee camp into living hell », *Vancouver Sun*, 6 mai 1994, page A13.

¹⁶ V. Brittain (*The Guardian*), « Horror in Africa », *The Gazette*, 29 juin 1994, page B3.

« condemn Rwanda's genocide »¹⁷ et ceux qui en sont les auteurs. Elle préfère mettre en cause l'avancée du FPR pour expliquer la crise humanitaire dans le pays. Rien d'étonnant selon les journalistes, étant donné que l'église rwandaise a toujours soutenu les régimes de Grégoire Kayibanda puis de Juvénal Habyarimana.

Ce génocide « in two distinct stages »¹⁸ semble selon les journalistes avoir été préparé de longue date. Plusieurs indices sont développés dans les trois quotidiens afin d'étayer cette affirmation comme la formation des milices qui s'apparente à une « final solution »¹⁹, ou les appels répétés de la RTLM, avant et pendant le génocide, pour l'élimination des hutus démocrates et des tutsis. Les organisations des droits de l'homme avaient prévenu que des choses terribles se préparaient, en se basant sur ce qu'elles savaient et les événements de 1992 à 1993 : assassinats d'hommes politiques en vue ou massacres de tutsis par les milices, qui semblent être de l'avis de certains journalistes, une répétition de ce qui allait se passer à l'échelle de tout le pays. L'organisation était telle, qu'un membre du FPR cité dans un article parle de « plan of genocide »²⁰.

4.1.2.2 Le FPR : entre admiration et crainte

La *Gazette* et le *Vancouver Sun*, contrairement au *Halifax Daily News*, ont porté une attention particulière au FPR. En effet les questions sur ce mouvement, connu uniquement des spécialistes et des Rwandais avant 1994, étaient nombreuses. Quelles sont ses origines ? Quels sont ses objectifs ? Qui sont ses soutiens ?

Les journalistes remontent aux années 1950, avec les premiers exodes des tutsis hors du Rwanda, pour trouver les origines du mouvement. Les journalistes estiment à 200 000 le nombre de Rwandais, en grande majorité des tutsis, en Ouganda dans les années 1980. Plusieurs de ces Rwandais rejoignent la rébellion ougandaise de Yoweri Museveni dans ses

¹⁷ M. Huband (*London Observer*), « Church rides to defence of Rwandan government », *The Gazette*, 7 juin 1994 page E7.

¹⁸ K.B. Richburg (*Washington Post*), « Campaign of killing in Rwanda was pre-planned », *The Gazette*, 8 mai 1994, page B1.

¹⁹ Associated Press, « Rwanda massacres 'planned' », *The Halifax Daily News*, 22 mai 1994, page 10.

²⁰ *Ibid.*

luttres contre les régimes de Didi Amin Dada et Milton Obote. Selon les journalistes, c'est dans cette rébellion ougandaise qui prend finalement le pouvoir en Ouganda en 1986, que le FPR se développe. Cela explique plusieurs choses pour les journalistes comme le fait que plusieurs rebelles parlent anglais, que des chefs du FPR, Fred Rwigyeme et Paul Kagame, soient des anciens lieutenants de Museveni ou que l'Ouganda soit considéré comme le principal soutien moral et financier du FPR.

Dans *The Gazette*, David Lamb, du *Los Angeles Times*, présente le mouvement comme faisant partie de la longue tradition africaine de mouvements rebelles ayant combattu les colonisateurs, puis les régimes dictatoriaux africains. Néanmoins ces mouvements ont le plus souvent mauvaise presse, car ils affichent de grands principes au départ et à l'arrivée ils se comportent comme ceux qu'ils délogent du pouvoir. Le FPR jure « we are different »²¹ et le journaliste a tendance à le croire tant le mouvement est une « disciplined, organized military force »²². Le FPR ne souhaite rentrer au Rwanda que dans le but de participer à la démocratisation du pays.

Malgré ses nobles déclarations, le mouvement aura constamment une double image. D'un côté celle d'une armée qui sauve les civils, qu'ils soient tutsis ou hutus, et de l'autre celle d'un mouvement incapable de gérer des troupes qui se livrent à des représailles envers les civils hutus. Cette double image est parfaitement exprimée à la suite de la mort de 13 ecclésiastiques rwandais, soupçonnés de soutenir le génocide, qui se trouvaient sous la garde de membres du FPR. Dès que l'évènement a lieu, le mouvement déclare que des éléments incontrôlables ont tué des religieux et seront punis pour cela. Le journal anglais *The Independent* reconnaît qu'il est « remarkable that the RPF has owned up to the killings »²³. Mais ces meurtres « destroy the image of the RPF as the good guys trying to seize the country in order to stop the killings »²⁴. La majorité des journalistes semblent penser que le FPR est un mouvement discipliné qui peut mettre fin au chaos qui touche le Rwanda. D'un

²¹D. Lamb (*Los Angeles Times*), « Boy rebels appear to be winning », *The Gazette*, page A12, 25 mai 1994.

²²*Ibid.*

²³*The Independent*, « 13 catholic clergy slain by rebels », *The Gazette*, page A17, 10 juin 1994.

²⁴*Ibid.*

autre côté, ils semblent s'en méfier du fait des accusations de massacres de la part de certains réfugiés hutus, du gouvernement en place et surtout du Haut Commissariat aux réfugiés et de certaines organisations humanitaires, suite à des rapports sur la guerre civile de 1990 à 1993.

L'intérêt des journalistes porté au FPR est évident. Les recherches poussées sur le mouvement le prouvent. Cet intérêt réside sûrement dans le fait qu'ils considèrent le mouvement rebelle comme la seule alternative valable aux massacres. Il semble que l'espoir que des « guérilleros » en Afrique ne soient pas seulement motivés par le pouvoir et ses avantages en tous genres, excite la curiosité des journalistes. Cela peut s'expliquer par l'histoire du FPR à travers les batailles menées aux côtés de Yoweri Museveni et par la volonté de ses membres de revenir dans un pays qu'ils ne connaissent pas.

4.1.3 Un échec mondial

4.1.3.1 Une exhortation à l'action

Au cours des mois d'avril à juillet 1994, la communauté internationale est restée plutôt inactive au Rwanda. Tout au long de cette période, les journalistes des quotidiens n'ont cessé de dénoncer cette inaction et de lancer des appels à l'action. Au nom du « moral imperative »²⁵, les journalistes suggèrent de façon pressante des interventions à la communauté internationale. Cela constitue une particularité de la *Gazette*, du *Vancouver Sun* et du *Halifax Daily News*. Là où les autres journalistes constatent de façon virulente l'apathie générale, les trois journaux proposent des actions. Les journalistes appuient une intervention au Rwanda. Le départ des ressortissants étrangers ne doit pas impliquer un oubli du Rwanda, pays sans signification stratégique ou économique pour les grandes puissances mondiales. Le *Vancouver Sun* pense d'ailleurs que les Occidentaux font plus attention aux « gorillas-in-the-mist »²⁶ de Dian Fossey qu'aux Rwandais. Une « strong action »²⁷ est nécessaire afin de

²⁵ « Rwandans need protection and aid », Editorial, *The Gazette*, 6 mai 1994, page B2.

²⁶ « The blood rivers of Rwanda can't be ignored by the world », Editorial, *The Vancouver Sun*, 13 mai 1994, page A18.

²⁷ « Rwandans need protection and aid », Editorial, *The Gazette*, 6 mai 1994, page B2.

mettre fin aux atrocités commises. Selon certains journalistes l'ONU doit prendre ses responsabilités et aller au-delà de son mandat, car c'est un « duty to save the lives of innocent civilians »²⁸. L'idée de venir en aide au FPR, qui combat depuis le début du génocide l'armée rwandaise et les milices hutues, est également mise de l'avant dans certains articles. Quoi qu'il en soit, les journalistes pensent qu'une action doit être engagée et que le monde ne peut continuer à se trouver des excuses pour ne pas intervenir.

Outre cette inaction, le courroux des journalistes est dirigé vers les marchandages de la communauté internationale afin de savoir comment et quand intervenir au Rwanda. La « United Nations impotence »²⁹ se caractérise par les petits calculs faits par les grandes puissances sur le coût d'une éventuelle mission au Rwanda, par le manque de prise de conscience de la gravité de la situation au Rwanda, par l'alignement de la plupart des pays sur l'attitude frileuse américaine à la suite du fiasco somalien. Le monde a tergiversé et, selon Mark Huband de *The Independent*, s'il avait vraiment voulu arrêter les massacres « it should have avoided getting bogged down in such topics as precisely what the word 'genocide' means »³⁰.

En plus de son inaction et de ses inutiles marchandages, certains journalistes reprochent durement à l'ONU d'avoir sa part de culpabilité dans les événements rwandais. Matthew Fraser, de la *Gazette*, rappelle que c'est l'ancêtre de l'ONU, la Société des Nations (SDN), qui a placé le Rwanda sous protectorat belge en 1923³¹. Protectorat belge dont une des conséquences serait le génocide de 1994, selon certains. Et le Secrétaire Général de l'ONU en 1994, Boutros Ghali est le plus fervent partisan de l'intervention française au Rwanda. Or ce dernier est mis en cause dans l'échec du dialogue entre le FPR et le gouvernement rwandais, sous les auspices des hommes forts de la région, les présidents ougandais et tanzaniens, par Victoria Brittain dans son article « Horror in Africa »³². L'ONU

²⁸ « Un delay on Rwanda costs lives », Editorial, *The Gazette*, 16 juin 1994, page B2.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ M. Huband (*London Observer*), « Presence of French force in bloody Rwanda is unsettling », *The Gazette*, 25 juin 1994, page B5.

³¹ M. Fraser, « Hidden motives », *The Gazette*, 26 juin 1994, page B1.

³² V. Brittain (*The Guardian*), « Horror in Africa », *The Gazette*, 29 juin 1994, page B3.

et la communauté internationale ne sont pas ménagées par les journalistes pour leur action, ou inaction, au Rwanda en 1994.

4.1.3.2 La méfiance et l'hostilité envers la mission française

L'annonce de la volonté française d'envoyer des troupes au Rwanda ne suscite dans un premier temps que la méfiance de la part des journalistes. En effet, les pays européens se montrent sceptiques et la Belgique remet même en cause la mission française en raison de ses liens avec le régime Habyarimana. Face à ce manque de confiance des partenaires de la France, comment pourrait-il en être autrement pour les journalistes ? Puis les articles deviennent vite très critiques, voire hostiles. Cette hostilité non dissimulée et quasi immédiate constitue une autre caractéristique de la façon dont les trois journaux ont traité cet épisode du génocide rwandais. Ce sont les liens si particuliers entre les deux régimes qui sont critiqués par les journalistes : l'entraînement, par des instructeurs français, des escadrons de la mort rwandais au début des années 1990 ; la présence de soldats français auprès de l'armée rwandaise pendant la guerre civile contre le FPR de 1990 à 1993 ; les fournitures d'armes françaises ; le soutien français au régime Habyarimana ; les relations privilégiées entre les familles Mitterrand et Habyarimana. L'aspect humanitaire de l'Opération Turquoise ne convainc pratiquement aucun journaliste de ces trois quotidiens. Ils formulent donc des hypothèses sur les véritables buts de la mission française. Un de ces objectifs revient souvent dans les articles: montrer que la « French "gloire" »³³ n'est pas morte. Cette gloire, qui s'est le plus souvent exprimée en Afrique, ne pourrait trouver meilleur endroit pour redorer son blason qu'un pays abandonné par le monde. La France pourra ainsi rejouer son rôle de « Africa's premier gendarme »³⁴. Dans le même état d'esprit, on prête aux pays des droits de l'homme la seule volonté de maintenir son influence post-coloniale en Afrique francophone³⁵ par son intervention au Rwanda.

³³ M. Fraser, « Hidden motives », *The Gazette*, 26 juin 1994, page B1.

³⁴ Peter Maser (Southam News), « France repeats familiar role as Africa's premier gendarme », *Vancouver Sun*, 14 juillet 1994, page A10.

³⁵ C. Saunders, « Can France rescue Rwanda », *Halifax Daily News*, 7 juillet 1994, page 18.

Peu d'articles signaleront les vies sauvées par les soldats français. Par contre le passage d'intervention humanitaire en opération militaire sera bien souligné, car cela confirmait tous les doutes émis par les journalistes sur l'Opération Turquoise. Il est également frappant de constater que les jugements sur la Communauté internationale, l'ONU et surtout la France soient aussi virulents. L'Opération Turquoise est raillée sur ses objectifs humanitaires, tout comme le fait que la France se présente comme la seule nation qui se soucie du Rwanda. Les journalistes ne prennent pas de gants blancs pour qualifier l'inaction du monde et la mission française.

On remarque de grandes similitudes avec les journaux étudiés au chapitre précédent. La démarche des journalistes est la même dans leur volonté de se pencher sur l'histoire rwandaise afin d'y trouver les causes des événements de 1994. Le même constat s'applique dans les sujets abordés comme l'intérêt porté au FPR, la dénonciation de l'inaction internationale et de l'Opération Turquoise. À ce sujet, les journaux analysés ici sont plus virulents dans leurs écrits.

4.2 Une attention particulière à l'aspect humain

4.2.1 La détresse rwandaise

4.2.1.1 Au Rwanda, la souffrance est partout

Au début des massacres, il n'était pas rare que des civils hutus soient tués par l'armée rwandaise ou les milices. Les cartes d'identité ont sauvé de nombreux Hutu de la mort. « Thank God the cards said we were hutus »³⁶ cette déclaration d'un hutu, qui faillit être tué du fait de son physique, résume très bien cette situation. Sans carte d'identité, la mort était assurée. Et ce n'est pas la présence des troupes étrangères, belges et françaises notamment,

³⁶ « Survivor's story of horror: slaughter in Rwanda was beyond imagination », (Associated Press), *The Gazette*, 29 avril 1994, page A8.

qui aurait pu changer quelque chose. Elles étaient au Rwanda afin d'évacuer leurs ressortissants et non pour venir en aide aux civils rwandais. D'ailleurs la présence de ces troupes étrangères n'empêche nullement les miliciens de mettre à mort des civils³⁷. Cette politique des pays occidentaux est fortement remise en cause par les journalistes. Le mot d'ordre de ces troupes « it's not our mandate »³⁸ aux demandes d'aide des civils rwandais qui attendaient la mort aux barrages des milices hutues, dépasse l'entendement des journalistes et des travailleurs humanitaires. Cette « particularité » du génocide rwandais n'est pas la seule relevée par les journalistes. En effet, les enfants sont au même titre que les adultes, des victimes potentielles des escadrons de la mort : « in this war we've seen children targeted and killed »³⁹. Les enfants qui ont survécu aux massacres n'ont eu la vie sauve que grâce à leur instinct de survie. Certains ont déclaré être hutu, tandis que d'autres ont dû se cacher sous les cadavres. Ils ont tous assisté à la mise à mort des membres de leurs familles. Les articles soulignent le travail effectué par les organisations humanitaires auprès de ces enfants qui ont tout perdu.

Ce travail consiste à recueillir les enfants rwandais victimes du génocide. Dans ce domaine, les orphelinats du FPR sont très actifs. On y inculque aux enfants que « Rwanda's suffering must stop with theirs »⁴⁰. Le message véhiculé est que ces enfants doivent se sentir rwandais et non pas tutsi ou hutu. Mais, comme il est souligné dans les articles, ce n'est pas facile, car les orphelins sont bien conscients que leurs malheurs proviennent du fait qu'ils sont nés tutsi. Intégrer le message qu'on tente de leur inculquer n'est pas évident quand le sentiment d'injustice est présent et que la vengeance est réclamée. Kabelo, 14 ans, déclare « hutus are bad [...] They should be punished »⁴¹. Ce sentiment est répandu chez de

³⁷ A. Allen, « Kigali: The most terrifying place on earth », *Halifax Daily News*, 18 avril 1994, page 12.

³⁸ M. Huband (*The Guardian*), « Frenzy of killing continues under eyes of foreign troops », *Vancouver Sun*, 13 avril 1994, page A10.

³⁹ L. Sly (*Chicago Tribune*), « For Rwanda's children, the nightmares are real », *The Gazette*, 19 juin 1994, page B1.

⁴⁰ P. Watson (*Toronto Star*), « Rwanda's future in hands of its brutalized kids », *Vancouver Sun*, 24 mai 1994, page A14.

⁴¹ L. Sly (*Chicago Tribune*), « For Rwanda's children, the nightmares are real », *The Gazette*, 19 juin 1994, page B1.

nombreux enfants, mais il est contrebalancé chez d'autres enfants qui estiment que tous les Rwandais doivent vivre ensemble.

Le sort des réfugiés a beaucoup préoccupé les trois quotidiens. Et cela dès que les premiers civils ont commencé à fuir le Rwanda. Ce phénomène tient une place presque aussi importante dans les trois journaux que le génocide en lui-même. Les conditions de vie de ces réfugiés sont incroyablement mauvaises : nourriture insuffisante, eau infectée, maladies, manque de soins. On retrouve cette situation dans tous les camps de réfugiés décrits dans les articles parus dans la *Gazette*, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News*. Les réfugiés fuient les combats, mais surtout l'avancée du FPR. En effet la majorité des réfugiés sont hutus et fuient d'éventuelles représailles du mouvement rebelle. Malgré les conditions de vie difficiles, ils se sentent en sécurité dans ces camps car ils y craignent moins la mort qu'au Rwanda. Les réfugiés tentent de d'organiser des commerces afin de retrouver un semblant de normalité. Ce qui ressort des articles est la vitesse avec laquelle les Rwandais ont investi les camps de réfugiés dans les pays limitrophes. Par exemple la ville de Goma au Zaïre était une ville de 20 000 habitants avant avril 1994. En juillet 1994, elle compte 500 000 habitants avec l'apport des réfugiés rwandais: « That is quite a big European city, and coming into a small town in remote area in 24 hours »⁴². Les chiffres des Rwandais réfugiés ne cessent d'augmenter et le flot ne semble pas près de s'arrêter. Soldats et civils fuient toujours autant le Rwanda. Les autorités des pays qui accueillent ces flots de réfugiés ne sont pas préparées à ce raz de marée humain; tout comme les agences humanitaires qui ne s'attendaient pas à devoir gérer autant de réfugiés.

Outre les réfugiés, la *Gazette* et le *Vancouver Sun* ont publié des articles et reportages sur des individus, afin que le génocide rwandais ne se résume pas simplement à des chiffres. Ainsi dès les 12 et 14 avril, la *Gazette* s'interroge sur le sort de la directrice de l'Association rwandaise des droits de l'homme : Monique Mujawamariya. Cette activiste connue dans le monde avait déjà été la cible des autorités rwandaises à de nombreuses reprises. Cette

⁴²R. Bonner (*New York Times*), « No end to flood of Rwandan refugees », *The Gazette*, 16 juillet 1994, page A1.

« legend »⁴³ a disparu suite au raid d'un escadron de la mort dans sa maison. Les organisations internationales des droits de l'homme sont d'ailleurs outrées par le comportement de la MINUAR qui ne lui aurait pas porté secours. Finalement, Monique Mujawamariya après « a miraculous escape »⁴⁴ réussit à s'échapper du Rwanda vers l'Europe sous la protection diplomatique du Canada.

Fany Mukakirani n'a pas cette chance. Cette mère de famille tutsie se retrouve avec d'autres réfugiés à Kigali dans l'hôtel Méridien. Elle n'a pas vu ses deux enfants depuis 10 semaines. Le 6 avril 1994, elle est partie rendre visite à des amis. Dès que l'avion présidentiel a été abattu, « Rwanda was dripping in blood »⁴⁵. En tant que tutsie, elle ne pouvait plus se balader dans la ville. Elle a dû se résoudre à vivre sans nouvelles de ses enfants. Finalement elle en a reçu de la part d'amis, qui lui ont annoncé que ses enfants avaient été recueillis par une famille amie. Malgré ces nouvelles rassurantes, elle vit tous les jours dans la crainte.

Chrysologue Munyakyanza ne vit plus dans la crainte, car il a perdu ses quatre fils afin que le drapeau canadien continue de se dresser dans le ciel rwandais. En tant que chef de la sécurité, il se sentait « responsible for the embassy »⁴⁶ canadienne au Rwanda. Après le départ du personnel canadien de l'ambassade, ce tutsi a mis un point d'honneur à empêcher que le drapeau canadien ne soit enlevé malgré une barrière de contrôle des milices hutues devant l'ambassade. Chrysologue Munyakyanza et sa famille ont été protégés par un lieutenant de l'armée rwandaise jusqu'au 23 mai, date à laquelle la frénésie meurtrière a pris le dessus. Ses fils ont alors été massacrés par des miliciens sous ses yeux. Afin de protéger sa vie et celle du reste de sa famille, il a remis l'équivalent de 150 dollars canadiens aux miliciens. Le journaliste est choqué que le pauvre homme n'ait pas reçu une seule fois la visite des membres canadiens de la MINUAR, alors qu'il vit dans le plus complet dénuement. Ces trois portraits illustrent le sort de ceux qui ont du subir les violences au Rwanda en

⁴³ D. Todd (Southam News), « Rights activist vanishes after soldiers raid », *The Gazette*, 12 avril 1994, page B3.

⁴⁴ D. Todd (Southam News), « Right leader from Rwanda safe in Europe », *The Gazette*, 14 avril 1994, page A1.

⁴⁵ G. Burkins (*Knight-Ridder Newspapers*), « Mother cries out for her children trapped behind enemy lines », *The Gazette*, 25 juin 1994, page A14.

⁴⁶ P. Watson (*Toronto Star*), « Tutsi risked his life on guard for Canada », *Vancouver Sun*, 13 juillet 1994, page A1.

1994 : des tutsis et une femme ne partageant pas les idéaux du pouvoir. Ces portraits personnalisent l'horreur.

4.2.1.2 Les Rwandais de l'étranger : entre peine, peur et espoir

Quel que soit l'endroit où ils se trouvent, les Rwandais sont touchés par les événements qui secouent leur pays. « Almost everybody here who has family in Rwanda has lost somebody »⁴⁷. Les quelque 400 Rwandais du Québec sont surpris par l'ampleur des massacres. Ils ont l'habitude des mauvaises nouvelles, liées à la situation rwandaise, mais des tueries aussi longues, aussi systématiques les dépassent. La crainte de voir le monde oublier les Rwandais confrontés directement à la mort, est exprimée par Fidèle Makombé, activiste des droits de l'homme et exilé au Canada depuis 1985 : « the situation is dramatic, yet I have the impression that the world is abandoning us »⁴⁸. Cette crainte s'accompagne d'une grande lucidité sur la situation rwandaise. Ils sont conscients que l'opposition hutue est la première cible des massacres. Les Rwandais de Montréal rendent d'ailleurs hommage à « the heroism of the moderate hutu democrats »⁴⁹, au cours d'une manifestation contre le génocide à Montréal et relatée par la *Gazette*. Ces protestants, hutus et tutsis, dénoncent les responsables des massacres et soutiennent le FPR. Ce sentiment d'être avant tout Rwandais est partagé par celui qui est considéré comme le roi rwandais, Kigeli. Vivant en exil aux États-Unis, il déclare qu'il est au dessus des distinctions ethniques⁵⁰. Il souhaite que la paix revienne et qu'il puisse rentrer au Rwanda en tant que roi ou en tant que citoyen rwandais. Les trois quotidiens ont donné la parole à des hutus et des tutsis qui partagent la même vision des choses. On ne trouve pas trace de voix rwandaises discordantes, mises à part celles de quelques paysans qui ont, semble-t-il, participé aux massacres sous la contrainte des miliciens ou des soldats.

⁴⁷ G. Hamilton, « Local Rwandans fear news from home », *The Gazette*, 10 avril 1994, page A3.

⁴⁸ I. Block, « Don't abandon us, Rwandan exile pleads », *The Gazette*, 16 avril 1994, page B1.

⁴⁹ A. Norris, « Protesters against massacre in Rwanda say race is not issue », *The Gazette*, 8 mai 1994, page A3.

⁵⁰ B. Dart (Cox News Service), « Exiled King calls a world to stop horror in homeland », *Vancouver Sun*, 26 mai 1994, page A18.

Par contre, il semble qu'un ancien proche collaborateur de Juvénal Habyarimana se trouve confronté à son passé. Léon Mugesera vit au Québec depuis août 1993 avec le statut de réfugié. A partir de juin 1994 la *Gazette* se fait l'écho de plaintes d'organisations des droits de l'homme et de Rwandais installés au Canada auprès des autorités canadiennes pour incitation au génocide à l'encontre de Léon Mugesera. Il est accusé pour un discours prononcé au Rwanda en novembre 1992. Selon Alison Desforges, spécialiste du Rwanda et directrice de l'organisation des droits de l'homme Africa Watch, ce discours reprendrait les principaux thèmes chers aux extrémistes hutus : « decimate sympathizers of the Tutsi-dominated Patriotic Front »⁵¹ ; ne pas refaire la « fatal error »⁵² de 1959, en référence à l'exode des tutsis ; extermination de tous les sympathisants du FPR ; référence aux origines éthiopiennes des tutsis ; le châtement pour les politiciens hutus qui prônent le dialogue avec le FPR. Léon Mugesera nie ces accusations, « saying the recording speech was doctored by unnamed political opponents in order to distort its meaning »⁵³.

Un Rwandais ayant fait ses études au Canada et de passage en Saskatchewan pour rendre visite à sa famille, encourage le Canada à faire plus pour le Rwanda dans un article publié dans la *Gazette*. Ce Rwandais, n'est autre que le numéro trois du FPR, Patrick Mazimhaka. Les liens culturels, religieux et commerciaux entre les deux pays doivent inciter le Canada à s'investir encore plus au Rwanda car « Canada isn't doing enough to help Rwanda »⁵⁴. D'ailleurs le fait que des « fugitives from justice »⁵⁵ comme Léon Mugesera se réfugient au Canada montre les liens entre les deux pays. Les pays qui auraient pu accomplir la tâche d'aider le Rwanda, la France et la Belgique, n'ont plus aucune crédibilité selon lui. Le Canada doit donc occuper cette place, comme il l'avait fait lors de la famine éthiopienne. Avec une action plus forte, le Canada inciterait les autres grandes puissances à sortir de leur torpeur vis-à-vis du Rwanda. Cette demande de Patrick Mazimhaka rappelle surtout les liens anciens entre le Canada et le Rwanda. D'ailleurs au cours du génocide, le Canada est l'un des

⁵¹ A. Norris, « Deport Rwandan who urged genocide, Ottawa told », *The Gazette*, 10 juin 1994, page A1.

⁵² *Ibid.*

⁵³ A. Norris, « Rights group prosecution of Rwandan ex-official living here », *The Gazette*, 17 juin 1994, page A4.

⁵⁴ A. Norris, « Canada not doing enough to help Rwanda recover, rebel leader says », *The Gazette*, 15 juillet 1994, page A7.

⁵⁵ *Ibid.*

rares pays à avoir multiplié les actions en faveur du Rwanda. Et cela tant au niveau gouvernemental, qu'au niveau des simples citoyens.

Les journaux de ce chapitre s'intéressent au sort des Rwandais que ce soit au Rwanda ou ailleurs. Cet intérêt n'est pas motivé par l'assurance de recevoir l'avis de « spécialistes », mais surtout parce que ces quotidiens ont la volonté de montrer la détresse de ces gens. Tous les Rwandais sont concernés par la tragédie qui touche leur pays : telle est l'information distillée par les trois journaux. En publiant des articles sur les Rwandais du Canada, les trois quotidiens font clairement le lien entre le Canada et le Rwanda. Patrick Mazimhaka et Léon Mugesera en sont les parfaites illustrations : un responsable du FPR qui a fait ses études au Canada et un proche du président Habyarimana venu se réfugier au Québec. Les relations entre les deux pays sont davantage mises en relief dans cette section que dans tout le chapitre précédent.

4.2.2 Des Canadiens concernés

4.2.2.1 Un intérêt pour le Rwanda

Si l'intérêt canadien pour le Rwanda est présent depuis le début du génocide, ce n'est qu'à partir du mois de mai que des articles de la *Gazette*, du *Vancouver Sun* et du *Halifax Daily News* le soulignent. Selon un officiel de la Croix Rouge canadienne, les habitants de Colombie-Britannique n'ont pris conscience de ce qui se passait au Rwanda qu'avec les reportages sur les civils rwandais fuyant le génocide. Ces reportages télévisuels ont joué un grand rôle dans l'évolution des mentalités. En effet, auparavant les habitants de la Colombie-Britannique « had impression that Rwanda was just another war-torn African country in which each side of the conflict was equally to blame »⁵⁶. Les gens semblaient fatigués de l'Afrique et de ses tragédies. Cette prise de conscience s'exprime dans la lettre d'une Canadienne travaillant pour le programme alimentaire mondial des Nations-Unies à son fiancé, publiée par la *Gazette*. Elle y décrit son incrédulité lorsque l'une de ses collègues

⁵⁶ D. Todd, « Red Cross urges aid as TV brings horror home », *Vancouver Sun*, 6 mai 1994, page A13.

rwandaises lui déclare «I've lost my family»⁵⁷. En effet, cette réflexion concerne le fait de perdre d'un coup 16 personnes de sa famille. Elle n'arrive pas à se mettre à la place de son amie. Elle prend alors conscience, même si elle a du mal à l'intégrer, que la vie des Rwandais, et d'autres Africains, peut être traversée par de telles tragédies.

Aux critiques sur son inaction, le gouvernement canadien répond qu'il « is already doing more than most countries »⁵⁸. Outre ses efforts financiers, qui s'élèvent à 118 millions de dollars en aide humanitaire tout au long du génocide⁵⁹, le Canada s'investit en accueillant des orphelins rwandais, afin de les sauver des « killing fields »⁶⁰. Ces enfants seront recueillis en majorité par des familles francophones, du fait de la langue française officiellement parlée au Rwanda. Les efforts du gouvernement canadien de ne pas paraître indifférent sont mis de l'avant dans les articles publiés par les deux journaux. Ces actions répondent clairement aux détracteurs. Les journaux se font l'écho des actions gouvernementales. Un exemple de ces adoptions est matérialisé par l'arrivée de Uzabaho, qui signifie « celle qui vivra » en kinyarwanda, dans sa famille d'adoption originaire de Chicoutimi. Ce « miracle baby »⁶¹ a traversé de nombreuses épreuves, selon Susan Semenak de la *Gazette*. Elle doit la vie sauvée aux religieuses canadiennes et rwandaises qui l'ont prise sous leur protection au Rwanda. Elle a survécu à la mort de sa mère et à l'agonie de son père.

Les Canadiens se mobilisent pour le Rwanda par leurs actions. Les adoptions d'enfants rwandais touchés par la tragédie sont nombreuses au cours de cette période. Les quotidiens mettent l'accent sur cette prise de conscience canadienne du drame qui se joue à des milliers de kilomètres de chez eux. La focalisation sur ces gestes qui sauvent des vies rwandaises prend sa place dans cette volonté de ne pas simplement réduire le génocide à des massacres. On remarque une différence avec les journaux analysés au chapitre précédent. En

⁵⁷ C. Hodge, « One day, one family, dead in Rwanda », *The Gazette*, 14 mai 1995, page B5.

⁵⁸ M. Farrow, « 7 Canadians hailed as heroes in Rwanda capital », *Vancouver Sun*, 6 mai 1994, page A2.

⁵⁹ A. Norris, « Canada not doing enough to help Rwanda recover, rebel leader says », *The Gazette*, 15 juillet 1994, page A7.

⁶⁰ E. Kenny (Canadian Press), « Canada saving orphans from 'killing fields' », *The Gazette*, 15 mai 1994, page A10.

⁶¹ S. Semenak, « Rwandan baby begins new life in Quebec », *The Gazette*, 26 juin 1994, page A1.

effet, ce genre de gestes n'était qu'évoqué dans des articles de *La Presse* et du *Globe and Mail* tandis que les quotidiens de ce chapitre leur consacrent des articles entiers.

4.2.2.2 Des Canadiens au secours du Rwanda

L'évacuation des Canadiens du Rwanda, à la suite de la mort de Juvénal Habyarimana et des premiers massacres qui ont suivi, aurait dû laisser le pays vidé de civils canadiens. Mais la *Gazette*, et surtout le *Vancouver Sun*, suivent et recueillent les témoignages de Canadiens volontaires pour aller au Rwanda. « While hundreds of Canadians have been fleeing the bloodbath »⁶², Michael Priest, ophtalmologiste en Colombie-Britannique, décide de se rendre utile et de se joindre à Médecins Sans Frontières au Rwanda. Il a déjà connu les désastres internationaux, comme les catastrophes naturelles en Inde et au Mexique ou les conflits en Somalie et en ex Yougoslavie. Selon lui, il peut se rendre utile.

Carrie Morrison, de Vancouver, est une autre volontaire. Cette infirmière a aussi proposé ses services à Médecins Sans Frontières et a été affectée au Camp de réfugiés Benaco, en Tanzanie. Elle fait face aux conditions de vie extrêmes des réfugiés rwandais et à des conditions de travail difficiles dans une situation d'urgence permanente. L'afflux ininterrompu de réfugiés n'aide pas la cause. Moira Farrow, du *Vancouver Sun*, réalise un premier entretien avec l'infirmière le 14 mai⁶³, puis un second un mois plus tard. Au cours du second entretien on apprend que le nombre de réfugiés est passé de 250 000 à 300 000 et des rumeurs font état de 100 000 à 300 000 réfugiés sur les routes rwandaises en direction de la Tanzanie. Malgré des conditions encore difficiles, l'infirmière déclare que « international response to the situation in Rwanda has been excellent »⁶⁴. On constate ici le décalage entre la déclaration de l'infirmière, sur place au Rwanda, et les articles des journaux qui reprochent aux autres pays de ne pas aider le Rwanda.

⁶² M. Farrow, « B.C doctor heads for tribal strife », *Vancouver Sun*, 12 avril 1994, page A9.

⁶³ M. Farrow, « Vancouver nurse faces Rwanda horror », *Vancouver Sun*, 14 mai 1994, page A1.

⁶⁴ M. Farrow, « Vancouver aid worker finds hope essential for Rwandans », *Vancouver Sun*, 14 juin 1994, page B3.

Un autre habitant originaire de Vancouver se distingue dans la région des Grands Lacs : Rod Forrest travaille en Ouganda dans un projet de lutte contre le sida. Il est administrateur d'une communauté religieuse de Vancouver. Il n'était pas censé être confronté à la réalité rwandaise, car comme il le dit lui-même « Here I am a Western Canadian from the yuppy »⁶⁵. Mais bientôt, le lac Victoria est envahi par de nombreux cadavres en provenance du Rwanda. Les corps sont affreusement mutilés et on dénombre en majorité des femmes et des enfants. Face à l'entassement des corps, Rod Forrest utilise l'argent envoyé par son Église pour acheter des gants, des masques et des bottes afin d'équiper les volontaires, dont il fait partie. Ils doivent envelopper les corps dans des sacs plastiques avant de les enterrer décentement. Ces Canadiens ne donnent pas d'avis sur le génocide ou ses responsables, au contraire du docteur Jacques Ramsay au cours d'un entretien paru dans la *Gazette*. Il a traversé le Rwanda avec Médecins Sans Frontières. Il est allé au Rwanda car « somebody has to do it »⁶⁶. Il parle d'un génocide, et évoque l'avenir du Rwanda avec pessimisme vu les promesses répétées des Nations Unies qui restent vaines. Selon lui, « hutus and tutsis must share blame for the carnage »⁶⁷.

Ces volontaires ne sont pas les seuls Canadiens présents au Rwanda. La MINUAR compte dans ses rangs des Casques bleus canadiens ; en premier, le commandant de cette force internationale, le général Roméo Dallaire. Le *Vancouver Sun* s'emploie à suivre les traces de ces soldats canadiens tout au long de leur présence au Rwanda. C'est le cas d'un « brave little band of seven Canadian soldiers »⁶⁸. Ils sont responsables des communications au sein de la MINUAR et à ce titre ils jouent un rôle fondamental dans le ravitaillement de Kigali par le seul avion autorisé. Cet avion, un Hercule canadien, avait pour mission de ravitailler la MINUAR et les réfugiés sous sa protection en nourriture et médicaments. Leur mission n'est pas sans danger, comme le soulignera le quotidien au cours de tous ses articles en rapport avec les Canadiens de la MINUAR. D'ailleurs ces derniers le font eux-mêmes :

⁶⁵ M. Farrow, « Grisly flow of mutilated bodies from Rwanda shocks B.C man », *Vancouver Sun*, 28 mai 1994, page A13.

⁶⁶ E. Cherney, « Rwanda slaughter beyond understanding », *The Gazette*, 15 juin 1994, page A4.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ M. Farrow, « 7 Canadians hailed as heroes in Rwanda capital », *Vancouver Sun*, 6 mai 1994, page A2.

« every time I leave the compound, I say a Holy Father »⁶⁹. Malgré leur expérience, ces Casques bleus sont choqués par ce qu'ils voient et vivent au Rwanda. En plus le sentiment d'abandon est total. Après un bombardement dans un stade à Kigali, où les civils s'étaient réfugiés sous la protection onusienne, le major Jean-Guy Plante déclare qu'il est arrivé la même chose en Bosnie et que l'attention du monde avait été attirée sur le conflit. Mais pour le Rwanda, il ne se souvient pas d'avoir vu quelque chose sur le sujet. Ce sentiment est renforcé par l'attente des nouveaux Casques bleus que les Nations-Unies ne cessent de promettre et qui font terriblement défaut sur le terrain. L'espoir se reporte alors sur les 300 spécialistes canadiens en communication que le gouvernement d'Ottawa promet d'envoyer. « They'll be a great help »⁷⁰, toujours selon le major Plante. Il semble que les Casques bleus canadiens souhaitent la venue de leurs compatriotes car leur aide serait la bienvenue...mais aussi afin d'être en compagnie de Canadiens. Car le sentiment d'éloignement et de solitude de la part des Casques bleus canadiens perce dans les articles.

La *Gazette* et le *Vancouver Sun*, surtout le second, donnent la parole aux Canadiens qui s'impliquent au Rwanda. Entretiens et reportages sur ces derniers sont légion. Cela souligne encore une fois la volonté de donner un visage humain au génocide rwandais et de montrer que le Canada se démarque des grandes puissances en se portant au secours du Rwanda. En suivant les civils et militaires canadiens, quasiment au jour le jour pour les seconds, ces quotidiens font un double emploi de l'information. Ils permettent aux lecteurs canadiens de suivre leurs compatriotes dans l'enfer rwandais, mais surtout ils valorisent l'action canadienne au Rwanda. En effet, peu de pays peuvent se targuer d'avoir envoyé au Rwanda des civils volontaires et des militaires. Et cela dès le début du génocide. En plus d'insister sur le rôle des Canadiens au cours du génocide, l'accent mis sur cet aspect est également le moyen de souligner l'aspect humain développé par les quotidiens de ce chapitre. Encore une fois on constate la différence avec les quotidiens du chapitre précédent. Les informations sur les Canadiens dans ces journaux ne concernaient que les soldats de la

⁶⁹ « UN peacekeepers targeted as Rwandan civil war rages », M. Trickey (Southam News), *Vancouver Sun*, page A6, 16 mai 1994.

⁷⁰ M. Farrow, « Canadian officers in killing fields hope Ottawa sending more troops », *Vancouver Sun*, 2 juin 1994 page A12.

MINUAR et étaient noyées dans des articles généraux, à une ou deux exceptions près dans le *Globe and Mail*.

4.3 De vastes réflexions inspirées par le Rwanda

4.3.1 L'Afrique : continent du désespoir ?

La situation rwandaise rappelle aux journalistes de la *Gazette* et du *Vancouver Sun* que le continent africain a toujours été traversé par des guerres civiles, des conflits tribaux et des révoltes en tout genre depuis les années 1960 et l'indépendance de la plupart des pays africains. Quels sont les problèmes qui font que ce continent, si prometteur, soit si en retard par rapport aux autres ? Cette question résume toutes celles que se posent les journalistes à propos de l'Afrique. Ce continent n'a atteint sa « majorité » que depuis une quarantaine d'années. Mais il se dégage de ces années une impression de stagnation, voire de recul. Surtout que comme le soulignent les journalistes, en 1994, parallèlement au génocide rwandais, se profilent les premières élections démocratiques en Afrique du Sud. « South Africa is our dream, Rwanda our nightmare »⁷¹, selon les mots du prix Nobel de littérature 1986, le nigérian Wole Soyinka. En plus d'une Afrique en retard, le thème d'une Afrique à deux vitesses apparaît dans les articles.

Le premier facteur évoqué dans les articles pour expliquer la situation du continent africain est le découpage colonial des frontières qui n'a pas tenu compte de la réalité des autochtones. Il faut alors « sit down with square rule and compass and redesign the boundaries of African nations »⁷². L'Afrique « is a patchwork of more 50 states struggling to find ways of containing the pressures of ethnicity »⁷³. Les politiques se basent le plus souvent

⁷¹ « Not a nation, a slaughterhouse », Interview (*Los Angeles Times*), *The Gazette*, 11 mai 1994, page B3.

⁷² Idem.

⁷³ « Rwanda doesn't make Africa a lost continent », Editorial (*The Independent*), *Vancouver Sun*, 14 avril 1994, page A15.

sur les appartenances ethniques et la règle de la majorité signifie alors la domination d'une tribu ou d'une ethnie sur une autre. Il est nécessaire de considérer « Africa's ethnic problems in their global context »⁷⁴. Autre problème que l'on retrouve dans le monde entier, mais sans commune mesure en Afrique, l'enrichissement personnel par le pouvoir politique. Alors que dans les pays occidentaux participer à la vie politique revient à servir le peuple, selon les journalistes en Afrique il ne sert qu'à enrichir quelques privilégiés au détriment des masses.

Le meilleur semble toujours côtoyer le pire sur ce continent: « the line between peace and war, between normality and abnormality, is blurred »⁷⁵. Mais le continent africain n'est pas vraiment aidé par les grandes puissances. Comme l'indique une partie du titre de l'article de Martin Woollacott de *The Guardian* et paru dans le *Vancouver Sun*, « The West must look beyond individual wars to the process that causes them ». Le désengagement des puissances occidentales pour l'Afrique a pris toute son ampleur au Rwanda et au Burundi. L'Afrique doit justement être considérée dans son ensemble et ne pas voir que d'un côté le Rwanda sombre dans la folie, et que de l'autre l'Afrique du Sud est en voie de devenir une démocratie à part entière. Tous les articles plaident pour que le continent ne soit pas abandonné à son sort.

4.3.2 L'évolution du monde et de ses institutions

La catastrophe rwandaise n'est pas la seule situation inquiétante dans le monde en 1994. Et cela se répète chaque année. Comme si l'humanité n'apprenait jamais de son histoire. Le journaliste Charles Madigan du *Chicago Tribune*, dont l'article est reproduit dans la *Gazette*, voit des parallèles dans toutes ces situations. En plus de ces parallèles, il explique que ces situations ont deux points communs : la paranoïa politique et l'économie. La paranoïa politique concerne l'opposition de deux groupes traditionnels. Et cette opposition doit être telle, que le conflit ne pourra se régler qu'avec l'extermination totale d'un des

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ M. Woollacott (*The Guardian*), « What to do about Africa: The West must look beyond individual wars to the process that causes them », *Vancouver Sun*, 16 avril 1994, page B3.

groupes. « The paranoid view is that there can never be security so long as those exist »⁷⁶. On retrouve cette explication dans le conflit rwandais où les extrémistes hutus veulent éliminer tous les tutsis, afin de pouvoir construire un État hutu et assurer sa survie. L'Irlande du nord, où catholiques et protestants sont en conflit, peut également illustrer ce concept. Le « modern ethnic strife »⁷⁷ doit également prendre en considération l'aspect économique. Selon cette hypothèse, toutes les causes des conflits observés en 1994, Rwanda, Bosnie ou Irlande, sont économiques. Les différences religieuses et ethniques diminuent quand l'argument économique est appliqué. Au Rwanda, les Rwandais auraient été influencés par les colons et ils auraient reproduit le modèle colonial en considérant le territoire comme source de compétition. Les démons rwandais peuvent être appliqués aux conflits dans le monde.

Le Rwanda pourrait être considéré comme la goutte d'eau faisant déborder le vase. En effet, il est la preuve des « inadequacies of the international community »⁷⁸. Le Rwanda doit permettre des réévaluations majeures de la politique onusienne dans les régions en guerre. Même si le rôle humanitaire de l'ONU a changé depuis 1991, il a encore montré au Rwanda le long chemin qu'il reste à parcourir. L'utilisation de la force pour la distribution de l'aide humanitaire en Bosnie ou en Somalie a montré les difficultés que cette politique instaurée en 1991 avait créées. Avec de telles interventions, les belligérants dans les conflits se sont permis de prendre pour cible les travailleurs et les convois humanitaires. La mort de 13 volontaires de la Croix Rouge au Rwanda a forcé pour la première fois l'organisme à demander un soutien militaire pour ses interventions. L'ONU a tenté de faire évoluer sa politique humanitaire, en même temps que les conflits devenaient plus religieux, plus tribaux, plus cruels. Au-delà de cette réflexion sur l'ONU inspirée par la situation rwandaise, son secrétaire général, Boutros Ghali, a aussi eu droit à son analyse inspirée par le même sujet. Boutros Ghali a été raillé de façon ininterrompue au cours de la période du génocide rwandais. Il a ainsi été traité de « mandarin without a mandate, a meddler without a

⁷⁶C. Madigan (*Chicago Tribune*), « Understanding 'tribalism'; In Rwanda, Bosnia or Israel, ethnic rivalries share a common root: paranoid politics », *The Gazette*, 23 avril 1994, page B1.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ « Taking aid past the killings fields », (*The Guardian*), *The Gazette*, 12 mai 1994, page B3.

method »⁷⁹ par l'éditeur étranger de *The Guardian*. De telles railleries proviennent des États-Unis, d'Angleterre ou de France. Selon Jonathan Power ces critiques sont alimentées par l'administration Clinton qui utiliserait les Nations Unies selon ses besoins ou comme bouc émissaire dans les situations difficiles. Devant la grogne de l'opinion publique américaine suite à l'échec de l'opération en Somalie, les États-Unis ont placé l'ONU en première ligne ; en omettant de préciser que c'était une opération unilatérale américaine à laquelle les Nations Unies avaient été obligées de se soumettre. Au Rwanda, la réduction du contingent onusien serait due aux manœuvres des Américains, soucieux de ne pas avoir à participer à une nouvelle mission incertaine en Afrique. La seule personne blâmée pour ce retrait a été Boutros Ghali. « His hands are tied »⁸⁰, alors que l'échec rwandais est une tragédie épouvantable pour lui. Pour l'auteur, l'échec rwandais est d'abord celui des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU avant d'être le sien. Boutros Ghali apparaît comme un secrétaire général plein de bonne volonté, mais qui n'est suivi dans ses décisions que quand cela arrange les grandes puissances de ce monde.

4.4 Une façon artificielle de traiter le génocide : *Le Droit*

Un dernier quotidien a été étudié : *Le Droit* d'Ottawa. Ce quotidien se distingue cependant par sa superficialité, d'où sa place à part dans cette étude. Les événements rwandais sont relatés aux lecteurs essentiellement à travers les dépêches d'agences de presse. Elles représentent 90 % de l'actualité sur le Rwanda. *Le Droit* n'a pas envoyé de correspondant au Rwanda, les spécialistes sont peu intervenus dans les colonnes du journal. Les articles de la rédaction ne développent pas les analyses. Le plus souvent ils se contentent d'énumérer les faits, sans aller au-delà des apparences. *Le Droit* a des articles en commun, exclusivement des dépêches, avec l'autre quotidien francophone étudié, *La Presse*.

⁷⁹J. Power, « Boutros Ghali unites his foes at least: The United Nations boss and the United States are talking themselves into a showdown », *Vancouver Sun*, 29 juin 1994, page A12.

⁸⁰ *Ibid.*

Le quotidien évoque le Rwanda dans ses pages de façon très régulière au cours de la période. Bien que des numéros paraissent sans que l'actualité rwandaise ne soit évoquée, le génocide est le sujet de un à deux articles par jour. Dans un seul numéro au cours de la période étudiée l'actualité rwandaise est développée dans plus de deux articles. La une est consacrée à la tragédie rwandaise surtout en avril. Au cours des mois suivants, le Rwanda a l'honneur de la une à seulement deux reprises.

Dès que l'avion présidentiel est abattu à Kigali dans la nuit du 6 au 7 avril 1994 et que les premiers massacres ont lieu, tous les quotidiens font état d'affrontements entre la majorité hutue et la minorité tutsie. *Le Droit* ne fait pas exception à la règle. Mais là où on constate une évolution dans les autres quotidiens, tel n'est pas vraiment le cas pour le quotidien francophone. Si le journal constate bien que des massacres ont lieu, il les met systématiquement sur le compte du « drame qui oppose les deux ethnies »⁸¹. Début avril cette simplification des événements est courante et compréhensible, mais au mois de juin cela devient plus incongru. Les massacres entre hutus et tutsis semblent être la cause de tous les morts rwandais de avril à juillet 1994 selon *Le Droit*.

Cette simplification n'est pas vraiment contrebalancée par une analyse précise des événements rwandais. Certes des éléments explicatifs sont mis de l'avant pour tenter de comprendre comment le Rwanda en est arrivé à ce chaos, mais ils sont trop superficiels. Ainsi on apprend que les tutsis « revendiquent [...] une plus grande part d'influence et d'attention »⁸² depuis que les hutus sont au pouvoir, ou que les hutus « ont fait un gouvernement autoritaire »⁸³. Ces éléments sont mis à la disposition des lecteurs sans approfondissement. Ce pays qui « a été un des enfants gâtés de la coopération internationale »⁸⁴, est surtout évoqué selon les termes de sa longue coopération de trente ans avec le Canada⁸⁵. Le mal rwandais s'inscrit dans un cycle meurtrier africain selon Fulgence Charpentier. Comme en Afrique du Sud, en Somalie ou au Libéria, le Rwanda est victime

⁸¹ F. Charpentier, « Le Rwanda à feu et à sang », *Le Droit*, 14 avril 1994, page 15.

⁸² *Ibid.*

⁸³ D. Côté, « Le Rwanda mis à feu à sang », *Le Droit*, 18 avril 1994, page 20.

⁸⁴ F. Charpentier, « L'ONU peut-elle arrêter le carnage », *Le Droit*, 2 juin 1994, page 17.

⁸⁵ *Ibid.*

d'une crise économique qui le fait retourner à ses ethnies et à son identité nationale⁸⁶. En un mot, le Rwanda est victime d'un mal typiquement africain.

Les éléments explicatifs insuffisants sont accompagnés d'approximations sur l'histoire du Rwanda et sur sa situation en 1994. Mamadou Djibo et Boniface Kaboré, membres du département de philosophie de l'Université d'Ottawa, tentent d'apporter « un regard d'observateur attentif »⁸⁷ aux événements rwandais. Ils interviennent en tant qu'Africains choqués par la situation de ce pays d'Afrique. Selon eux, les massacres doivent être imputés au manque de vision de la classe politique rwandaise dans son ensemble et cela englobe autant le gouvernement Habyarimana que le FPR. Ils accusent également les pays occidentaux qui ont parrainé les accords d'Arusha, la France et la Belgique, de ne pas avoir soutenu leur application. Dans le cas de la Belgique les « responsabilités historiques »⁸⁸ que visent les auteurs ne concernent que le soutien aux tutsis au cours de la période coloniale. Mais Mamadou Djibo et Boniface Kaboré ne mentionnent pas le soutien belge à la majorité hutue quelques années avant l'indépendance du pays. Cette volte-face intervient lorsque les Belges se rendent compte que les Tutsis songent à l'indépendance du pays. Les auteurs n'ont pas évoqué cet épisode de l'histoire coloniale du Rwanda, qui a son importance. Dans le même ordre d'idée, on peut citer l'annonce du retrait du contingent français de la MINUAR en même temps que celui du contingent belge⁸⁹ dans un article. La France n'envoya jamais de soldats au Rwanda dans le cadre de la MINUAR. Elle n'enverra des troupes qu'au cours de l'Opération Turquoise, qui est d'ailleurs bien accueillie dans le journal. *Le Droit* estime que cette intervention a au moins le mérite d'exister malgré les critiques et le moment de sa mise en place. Ces deux exemples sont symptomatiques de la façon dont le génocide rwandais a été traité dans *Le Droit*. En effet, les petites erreurs et le manque de profondeur des analyses ne permettent pas de classer ce quotidien aux côtés des cinq autres. Son compte rendu du génocide est insuffisant en comparaison.

⁸⁶ F. Charpentier, « Le Rwanda à feu et à sang », *Le Droit*, 14 avril 1994, page 15.

⁸⁷ M. Djibo et B. Kaboré, « Rwanda: le sauve-qui-peut des Occidentaux », *Le Droit*, 26 avril 1994, page 17.

⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁹ F. Charpentier, « L'ONU peut-elle arrêter le carnage », *Le Droit*, 2 juin 1994, page 17.

Le journal publie de nombreux reportages sur la vie quotidienne des Rwandais au cours du génocide. Ce quotidien qu'on peut qualifier de calvaire, tant il se déroule dans des conditions extrêmes. Les Rwandais qui ont survécu aux massacres côtoient ceux qui n'ont pas eu cette chance. Les survivants vivent au contact des cadavres qui ne sont pas enterrés. On évoque les « charniers à ciel ouvert »⁹⁰ pour parler de certaines régions sinistrées du Rwanda. Les soldats et les miliciens s'en donnent à cœur joie en tuant allègrement les tutsis, dans les régions sous contrôle gouvernemental. La « fièvre »⁹¹ qui les anime n'a aucune limite. Les orphelins « chanceux »⁹² n'ont eu la vie sauve qu'en se cachant sous les corps suppliciés. Les vagues de réfugiés hutus ne sont pas oubliées dans ces reportages. Mais la grande préoccupation des reportages est en grande partie concentrée sur la situation de la capitale, Kigali. Les combats entre l'armée rwandaise et le FPR y font rage, le FPR menant une guerre d'encerclement contre l'armée régulière⁹³. La population de la ville fuit ou se cache. Tous les points stratégiques de la ville donnent lieu à de violents combats entre les deux factions. La sécurité n'est assurée pour personne. Les bombardements touchent autant les objectifs militaires que les bâtiments civils. D'ailleurs l'aéroport de Kigali sera bombardé à de nombreuses reprises par les tirs du FPR ou de l'armée, délibérément ou non, en fonction du message que les belligérants veulent faire passer à la MINUAR⁹⁴.

4.5 Conclusion

Il est nécessaire de signaler que le *Halifax Daily News* ne se situe pas au même niveau que les deux autres quotidiens. Au même titre qu'eux, il se démarque par l'attention portée à l'aspect humain. Néanmoins son analyse des événements rwandais est relativement succincte et on retrouve moins d'éléments permettant d'humaniser le génocide même si ils

⁹⁰ M. Wrong (Reuter), « Charniers à ciel ouvert au pays des Milles Collines », *Le Droit*, 4 juillet 1994, page 15.

⁹¹ A. Hartley (Reuter), « Les orphelins 'chanceux' du Rwanda », *Le Droit*, 9 mai 1994, page 1.

⁹² *Ibid.*

⁹³ J. Clayton (Reuter), « Rwanda : l'exode se poursuivra », *Le Droit*, 12 mai 1994, page 24.

⁹⁴ P. Smerdon, « Avion canadien en danger », *Le Droit*, 6 juin 1994, page 15.

existent. A titre d'exemple, son premier article évoquant l'histoire du Rwanda est publié le 15 mai 1994, soit plus d'un mois après le début des attaques massives.

L'aspect documentaire des trois journaux, au détriment d'un style journalistique plus classique, peut nuire à la lecture des événements en ne permettant pas un suivi chronologique de l'actualité rwandaise par les lecteurs. Mais sa faiblesse fait aussi sa force, car cela permet également au lecteur de ne pas être enfermé dans une lecture rigide des événements.

Cet aspect documentaire entraîne une focalisation sur l'aspect humain : des reportages sur des acteurs du génocide ; le plus souvent des victimes, des volontaires canadiens ou des soldats de la MINUAR. Cette focalisation sur l'aspect humain est là encore une force, mais également une faiblesse. En effet, donner la parole ou mettre en avant des personnes qui vivent ou ont vécu les événements rwandais est certainement un apport non négligeable pour les lecteurs au niveau émotionnel. L'aspect humain permet de « donner corps » aux mots et aux chiffres. Mais globalement l'intérêt ne se porte que sur les « gentils » de la tragédie rwandaise : le FPR, principale force d'opposition au génocide, les victimes ou les Canadiens qui sont sur place pour aider les Rwandais. La parole est très peu donnée aux membres du gouvernement rwandais, aux soldats de l'armée rwandaise, aux miliciens ou aux hutus qui estiment que leur sort est plus terrible que celui des tutsis. Certes ils sont évoqués, mais pas de la même façon que ceux qui sont mis de l'avant.

Globalement les trois journaux ont couvert autant le génocide que l'exode massif de la population rwandaise vers les pays limitrophes. Autant d'articles sur l'un que sur l'autre. Il est vrai que l'aspect spectaculaire de centaines de milliers de personnes entassées sur les routes et dans des camps de réfugiés a de quoi frapper l'imagination. Comme dans le chapitre précédent, on peut souligner que très vite les événements rwandais ont été relatés avec lucidité : un génocide en deux parties, avec des responsables clairement identifiés.

Les relations entre le Canada et le Rwanda sont beaucoup plus développées dans les journaux de ce chapitre, que dans les journaux étudiés dans le chapitre précédent. Elles prennent tout leur sens quand sont évoqués le sort des Canadiens, soldats ou civils, qui se

trouvent au Rwanda, les Rwandais du Canada et l'aide globale du Canada envers le Rwanda pendant le génocide. Les liens entre les deux pays apparaissent plus clairement dans ce chapitre. Et cette différence découle de la volonté des quotidiens de ne pas traiter le génocide rwandais simplement comme tel. Ils font en effet, la part belle aux acteurs de cette tragédie en leur consacrant des articles. La *Gazette*, le *Vancouver Sun* et le *Halifax Daily News* ont traité le génocide rwandais d'une façon différente que *La Presse* et le *Globe and Mail*. Ils ont choisi d'évoquer cette tragédie du point de vue de l'être humain. Les Rwandais et les Canadiens ont la possibilité de s'exprimer, non pas en tant que spécialistes, mais en tant qu'acteurs et témoins de ce qui se passait.

On peut également noter la particularité de la *Gazette* et du *Vancouver Sun* dans la réflexion que leur inspire le génocide rwandais. Cette tragédie amène les deux rédactions à se pencher sur les grandes questions touchant l'Afrique et le monde. Cette démarche est à relier à leur volonté de ne pas seulement rendre compte du génocide en termes de massacres. On peut parler de démarche plus humaine dans la façon de traiter l'information.

Il y a eu un génocide au Rwanda. *Le Droit* le dit bien, mais sans plus. Les reportages apportent aux lecteurs une plongée dans la tragédie rwandaise, mais l'analyse qui en est faite est sommaire. Certes l'essentiel est dit, mais les approximations et le manque d'articles plus étoffés sont un frein essentiel à une compréhension globale des événements décrits. Le journal se contente du minimum. L'ensemble est nettement plus superficiel au regard des cinq autres quotidiens étudiés. Sans l'apport des dépêches, le génocide rwandais serait sans doute passé inaperçu pour les lecteurs du quotidien. Au mieux, ils auraient constaté qu'une autre guerre ethnique avait débuté dans un pays africain, qui semble avoir des relations avec le Canada.

CONCLUSION

Nous arrivons à la fin de cette étude sur le génocide rwandais dans la presse canadienne. Le premier constat concerne le fait que les six quotidiens ont dans l'ensemble rendu compte du génocide tel qu'il s'est déroulé. A l'exception du *Droit*, les cinq autres quotidiens se sont rapidement avancés pour annoncer à leurs lecteurs qu'un génocide était en cours au Rwanda. A la lecture de ces journaux il ne subsiste aucun doute sur la façon dont s'est déroulé ce génocide et sur la responsabilité des uns et des autres. Il faut signaler que les journalistes ont tous eu la même démarche de rechercher les causes profondes du génocide dans l'histoire agitée du Rwanda. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de s'appuyer sur l'histoire de ce pays, afin d'y trouver les germes de la haine entre Rwandais. Cela crée d'ailleurs dans cette étude un certain nombre de répétitions, mais elles sont nécessaires pour rendre compte de la clairvoyance dont a fait preuve la presse canadienne. Il a fallu à *La Presse*, au *Globe and Mail*, à la *Gazette* et au *Vancouver Sun* en moyenne une semaine pour publier un article clef permettant aux lecteurs de comprendre la situation ancienne et récente du Rwanda, ainsi que les enjeux des premiers massacres. Il n'en a pas été de même pour *Le Droit* et le *Halifax Daily News*. De même on retrouve dans les quotidiens, à un degré moindre dans le *Halifax Daily News* et encore une fois à l'exception du *Droit*, une virulence à peine masquée envers la communauté internationale et l'Opération Turquoise. On a même assisté, à l'image de Frédéric Wagnière de *La Presse*, à une évolution du mode de pensée concernant l'opération française. En effet, de nombreux journalistes l'ont louée avant de se rendre

compte que la réalité n'était pas aussi rose que Paris voulait le faire croire. Ainsi on assiste à une certaine uniformité dans l'information générale. Les différences interviennent principalement dans la forme.

Comme on a pu le constater deux lignes directrices se dégagent après l'analyse des quotidiens de notre corpus. En laissant de côté *Le Droit*, peut-être victime de son format, qui se démarque par sa superficialité, deux groupes se forment. Dans le premier on retrouve *La Presse* et le *Globe and Mail*, tandis que le *Vancouver Sun*, la *Gazette* et le *Halifax Daily News* se placent dans le second. Il est nécessaire de rappeler que le quotidien de Halifax se distingue des deux autres sur certains points. Le premier groupe se caractérise par une approche purement « journalistique ». L'accent est principalement mis sur le génocide. Certes les deux quotidiens ont également eu recours aux reportages, notamment le journal de Toronto, mais dans l'ensemble le sort des réfugiés et des rescapés du génocide n'a pas été la préoccupation majeure de leur ligne éditoriale. Les deux journaux se sont attelés à présenter le génocide sous son aspect le plus « clinique ». Ce terme signifie simplement que ce qui a entouré le génocide n'a presque pas été pris en compte. Les journalistes des deux rédactions ont présenté aux lecteurs les événements rwandais avec rigueur. *La Presse* et le *Globe and Mail* ont fait intervenir de nombreux spécialistes dans leurs colonnes. Là encore on peut parler de rigueur pour caractériser leurs interventions, à quelques exceptions près. Les accusations, qu'elles soient dirigées contre les hutus ou contre les tutsis, sont étayées avec conviction par des faits et des raisonnements. Par contre on peut noter que le rôle du Canada et des Canadiens au Rwanda n'est évoqué que par bribes et cela ne permet pas d'introduire les liens entre les deux pays.

Le groupe de journaux composé du *Vancouver Sun*, de la *Gazette* et du *Halifax Daily News* se caractérise par une attention portée au génocide, mais sous un angle plus humain que les deux quotidiens précédents. On peut clairement avancer qu'ils ont privilégié une autre approche de la tragédie. Cet intérêt pour le côté humain se manifeste par la prépondérance des reportages axés sur les réfugiés hutus ou sur les rescapés du génocide. Les réfugiés hutus sont autant mis en avant que les victimes tutsis des massacres. Cela a pu créer une confusion chez les lecteurs dans la mesure où l'exode des populations hutues vers les

pays voisins du Rwanda a sans doute plus attiré l'attention que les victimes des massacres. L'idée n'était certainement pas de faire une comparaison entre les colonnes de réfugiés fuyant le Rwanda et les tutsis morts au cours des massacres, mais cette façon de présenter les choses y a sûrement contribué dans certains esprits.

Les trois quotidiens, surtout les deux premiers, ont particulièrement souligné le rôle du Canada au Rwanda, à travers les soldats canadiens de la MINUAR. Ainsi des portraits du général Dallaire et de ses subordonnés canadiens ont orné les pages du *Vancouver Sun* et de la *Gazette*. Le quotidien de Colombie-Britannique a également beaucoup insisté sur les bénévoles canadiens engagés volontairement au Rwanda au cours de ce génocide. Il faut quand même préciser que ces derniers étaient tous originaires de Colombie-Britannique. Ces trois quotidiens n'ont pas cessé de répéter que le Canada a fait de nombreux dons au Rwanda au cours du génocide, que l'avion qui ravitaille la MINUAR et Kigali est canadien, qu'Ottawa étudie la possibilité d'envoyer 300 spécialistes en télécommunications au Rwanda et que de nombreux orphelins rwandais sont adoptés par des familles canadiennes. Les liens entre les deux pays sont constamment rappelés aux lecteurs. On remarque également la forte proportion d'articles d'autres journaux dans les trois quotidiens de ce groupe. Ces articles sont des contributions importantes tant par leur nombre que par leur qualité. Le génocide rwandais n'est pas seulement l'occasion de décrire les horreurs vécues au jour le jour par la population locale, il sert aussi à se pencher sur la situation de l'Afrique et du monde. Le *Vancouver Sun* et la *Gazette* se lancent dans de profondes réflexions à ce sujet. Preuve que le génocide rwandais sert aussi aux journalistes à remettre en cause la situation mondiale.

Cette étude démontre qu'il existe de sérieux arguments pour avancer que le traitement du génocide rwandais par la presse canadienne est lié aux bonnes relations que le Canada entretient avec l'Afrique et le Rwanda. Mais il ne faut pas non plus négliger le fait qu'une tragédie comme le génocide rwandais n'aurait pas pu passer inaperçue pour les journalistes canadiens. La différence réside dans la qualité de la couverture et selon notre étude, c'est à ce niveau que les bonnes relations entre le Canada et l'Afrique interviennent. Tout d'abord, un tel engagement ne peut passer inaperçu. Le Canada s'est donné pour mission depuis de longues années d'aider l'Afrique. Cet engagement ne fait pas l'unanimité

car on estime qu'il n'est pas totalement désintéressé, mais il a le mérite d'exister. Il permet de soutenir le développement des pays qui en bénéficient. Les journaux de notre corpus ont tous fait mention des liens entre les deux pays. Même si certains les ont évoqués d'une façon beaucoup plus énergique que d'autres, ils existent bel et bien. Le numéro trois du FPR en 1994, Patrick Mazimhaka, ne dit pas autre chose dans les colonnes de la *Gazette*. La remarquable couverture des événements rwandais par la presse canadienne amène à dire que le traitement du génocide rwandais pourrait avoir été tributaire de l'engagement canadien au Rwanda. Il serait plausible de croire que la qualité de cette couverture va de pair avec l'engagement toujours plus soutenu du Canada en Afrique et au Rwanda. Cette étude tord également le cou au préjugé de départ. A travers, les six quotidiens de cette étude, malgré la différence de traitement, il est permis de dire que la presse canadienne a informé ses lecteurs qu'un génocide était en cours en même temps qu'il se déroulait. Cette couverture n'a pas été parfaite. Avec le recul il est facile de pointer les erreurs et les approximations. Mais il est certain que de avril à juillet 1994, le lecteur canadien a été mis au courant de ce qui se passait au Rwanda de la meilleure façon possible.

Notre étude est la première à retracer le génocide rwandais à travers la presse canadienne. Elle fait une analyse pointue des journaux du corpus dans leur traitement de la tragédie rwandaise. Elle évoque la façon dont la presse canadienne a traité des « épisodes » du génocide : les massacres des tutsis, l'inaction de la communauté internationale, l'Opération Turquoise. Mais aussi, du fait du sujet qui met de l'avant la presse canadienne, est évoquée la participation des soldats canadiens au sein de la MINUAR ou l'implication de certains citoyens canadiens au Rwanda. Même si notre travail n'est pas axé sur ce sujet, il permet de se rendre compte que l'État canadien n'est pas le seul à s'être inquiété du sort du Rwanda car la population canadienne y a également été très sensible. Les liens entre les deux pays et le traitement de la tragédie rwandaise par la presse canadienne y sont pour beaucoup.

D'autres études pourraient affiner le traitement du génocide rwandais par la presse canadienne. Elles pourraient tenter de comparer la façon dont les quotidiens anglophones et francophones l'ont fait. Notre étude n'a pu le faire, étant donné la disparité entre les quotidiens, quant à leur taille et leur importance. Il faudrait prendre des quotidiens ayant un

rayonnement similaire. Enfin, une comparaison entre la presse canadienne et la presse américaine pourrait également être envisagée. Nous avons eu au cours de cette étude un bref aperçu de la façon dont la presse américaine a traité le génocide rwandais. Elle a beaucoup mis l'accent sur l'inaction de son gouvernement envers la situation rwandaise, contrairement à la presse canadienne. Les pistes ne manquent pas et notre étude semble être un premier instrument idéal pour se lancer dans une telle entreprise.

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES IMPIMÉES

La Presse

The Globe and Mail

The Gazette

The Vancouver Sun

The Halifax Daily News

Le Droit

Du 7 avril au 18 juillet 1994

La Presse, 147 articles consultés dont 26 analysés.

The Globe and Mail, 124 articles consultés dont 33 analysés.

The Gazette, 130 articles consultés dont 46 analysés.

The Vancouver Sun, 120 articles consultés dont 33 analysés.

The Halifax Daily News, 107 articles consultés dont 12 analysés.

Le Droit, 95 articles consultés dont 14 analysés.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1967-1968*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1967.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1970-1971*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1970.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1971-1972*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1971.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1973-1974*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1973.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1974-1975*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1974.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1975-1976*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1975.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1976-1977*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1976.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1977-1978*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1977.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1978-1979*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1978.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1979-1980*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1979.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1983-1984*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1983.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1984-1985*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1984.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1985-1986*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1985.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1986-1987*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1986.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1987-1988*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1987.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1988-1989*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1988.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1989-1990*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1989.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1990-1991*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1990.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1991-1992*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1991.

Canada, Agence canadienne de développement international. *Rapport annuel ACDI 1992-1993*. Ottawa : Agence canadienne de développement international, 1992.

2. OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, *Les journaux du Québec de 1764 à 1964*. Paris, Armand Colin, 1965, 329 p.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, (dir.). *La presse québécoise des origines à nos jours. 1764-1944*. 10 tomes. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1987-.

3. ÉTUDES

ABDEL KADER, Mona. *Évolution de la politique canadienne de coopération : Le cas de l'Afrique francophone de 1988 à 1996*. Mémoire M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, Montréal, 1998, 89 p.

BÉLANGER, Sylvie. *L'aide alimentaire canadienne à l'Afrique : Le cas du Rwanda*. Mémoire M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, Montréal, 1989, 220 p.

BIZIMANA, Jean Damascène. *L'Église et le génocide au Rwanda : Les Pères blancs et le négationnisme*. Paris, L'Harmattan, 2001, 155 p.

BRAECKMAN, Colette. *Rwanda : Histoire d'un génocide*. Paris, Fayard, 1994, 341 p.

CHRÉTIEN, Jean-Pierre (dir.). *Rwanda : Les médias du génocide*, 2^e éd. mise à jour et enr. Paris, Karthala, 2002, 403 p.

CLARK, Andrew. *Coordonnée ou improvisée ? La politique canadienne envers l'Afrique subsaharienne dans les années 1980*. Ottawa, Institut Nord-Sud, 1991, 66 p.

CRÉPEAU, Pierre. *Rwanda : Le kidnapping médiatique*. Hull, Vents d'Ouest, 1995, 116 p.

DALLAIRE, Roméo. *J'ai serré la main du diable : La faillite de l'humanitaire au Rwanda*. Outremont, Libre Expression, 2004, 684 p.

De VULPIAN, Laure. *Rwanda, un génocide oublié ? : Un procès pour mémoire*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2004, 303 p.

DESTHEXE, Alain. *Rwanda : Essai sur le génocide*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1994, 119 p.

DOYLE, Richard James. *Hurly-burly: A time at the Globe*. Toronto, Macmillan of Canada, 1990, 528 p.

FETHERLING, Douglas. *The rise of the Canadian newspaper*. Toronto, Oxford University Press, 1990, 130 p.

FORTIER, Flore-Anne. « L'opération turquoise et la tension entre l'humanitaire et le politique à travers l'image véhiculée par *Le Figaro*, *Le Monde* et *Libération* du 22 juin au 22

août 1994 ». Mémoire M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, Montréal, 1998, 135 p.

GERVAIS, Myriam. « Contribution à l'étude des relations internationales du Québec : le cas de l'Afrique ». Note de recherche, Université du Québec à Montréal, Département de sciences politiques, 1984, 47 p.

GERVAIS, Myriam. « Le Canada et l'Afrique : Coopération et contraintes », in *Le Canada entre le monde et les États-Unis : Un pays en quête d'une politique étrangère renouvelée*, sous la dir. d'André Donneur et de Panayotis Soldatos, North York, Captus Press, 1988, p. 91-114.

HARROY, Jean-Paul. *Rwanda : Souvenirs d'un compagnon de la marche du Rwanda vers la démocratie et l'indépendance*. Bruxelles, Hayez, 1984, 512 p.

HATZFELD, Jean. *Une saison de machettes*. Paris, Seuil, 2003, 312 p.

HOUNDJAHOUÉ, Michel. « À propos de la coopération dominante et marginale : la France et le Canada en Afrique francophone ». *Revue canadienne d'études du développement*, vol. 4, no 1, 1983, p 164-173.

HOUNDJAHOUÉ, Michel. « La coopération bilatérale entre le Canada et les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest : une évaluation de l'offre entre 1961 et 1975 ». *Revue canadienne des études africaines*, vol. 15, no 1, 1981, p 77-93.

Human Rights Watch / Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme. *Aucun témoin ne doit survivre : le génocide au Rwanda*. Paris, Karthala, 1999, 931 p.

LICARI, Wilfrid-Guy. « L'élaboration de la politique canadienne en Afrique ». *Revue canadienne des études africaines*, vol. 18, no 2, 1984, p 417-422.

MBEKO, Maurice Honore. « Analyse des fondements de la coopération bilatérale entre le Canada et les pays en voie de développement : le cas de la coopération avec les états francophones d'Afrique (1961-1985) ». Mémoire M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, Montréal, 1985, 231 p.

MERGUI, Raphaël. « Canada : les vents contraires ». Dossier spécial. *Jeune Afrique*, no 906, 17 mai 1978, 39 p.

MORIN, Jacques-Yvan. « Le développement africain : l'engagement du Québec ». *Revue canadienne des études africaines*, vol. 18, no 2, 1984, p 417-422.

OVERDULVE, Cornelis Marinus. *Rwanda : Un peuple avec une histoire*. Paris, L'Harmattan, 1997, 271 p.

PAYETTE, Dominique. *La dérive sanglante du Rwanda*. Montréal, Éditions Écosociété, 2004, 175 p.

RUMIYA, Jean. *Le Rwanda sous le régime du mandat belge (1916-1931)*. Paris, L'Harmattan, 1992, 249 p.

SAUVAGEAU, Florian, dir. , *La concentration de la presse écrite : Un vieux problème non résolu*. Sainte-Foy, Université Laval, Centre d'études sur les médias, 2000, 66 p.

SAINT-ANTOINE, Gaétan. « Les motivations de la politique extérieure canadienne à l'égard de l'Afrique francophone (1960-1990) ». Mémoire M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, Montréal, 1992, 120 p.

STEWART, Walter. *Canadian newspapers : The inside story*. Edmonton, Hurting Publishers, 1980, 256 p.

THÉRIEN, Jean-Philippe. « Le Canada et l'Afrique francophone ». *Politique Africaine*, vol. 53, mars 1994, p 143-150.

THÉRIEN, Jean-Philippe (dir.). *La quête du développement : Horizons canadiens et africain*. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1988, 212 p.